

LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES

- ADEFI : Agence de Développement Financier
- ANAE : Association Nationale d'Actions Environnementales
- BSP : Bureau de Secrétariat du Paysan
- BTM/BOA : Bankin'ny Tantsaha Mpamokatra/Bank Of Africa
- C/R : Commune Rurale
- CAC : Centre d'Appui aux Communes
- CdB : Communauté de Base
- CDR : Conseiller de Développement Rural
- CECAM : Caisse d'Epargne et de Crédit Agricole Mutualiste
- CEG : Collège d'Enseignement Général
- CIOV : Comité Interministériel d'Orientation et de Validation
- CSA : Centre de Service Agricole
- CSB II : Centre de Santé de Base Niveau II
- CTD : Collectivités Territoriales Décentralisées
- DAA : Délégué Administratif d'Arrondissement
- DCPE : Document Cadre de Politique Economique
- DRDR : Direction Régionale de Développement Rural
- DSRP : Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté
- EPC : Ecole Primaire Catholique
- EPP : Ecole Primaire Publique
- EPP/PADR : Equipe Permanente de Pilotage du Plan d'Action pour le Développement Rural
- FAO : Food and Agricultural Organisation
- GCV : Grenier Communautaire Villageois
- GoLo : Gouvernance Locale
- GSDM : Groupement de Semis Direct de Madagascar
- GTC : Groupes Thématisques Centraux
- MAEP : Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche
- MBS : Malagasy Broadcasting System
- MCA : Millenium Challenge Account
- ONG : Organisation Non Gouvernementale
- ONN : Office National de Nutrition

ONU : Organisation des Nations Unies

ONU/FAO : Organisation des Nations Unies/Food and Agricultural Organisation

PADR : Plan d’Action pour le Développement Rural

PCD : Plan Communal de Développement

PDFIV : Projet de Développement Forestier Intégré de Vakinankaratra

PFRDV : Pays à Faible Revenu et Déficit Vivrier

PIC : Pôle Intégré de Croissance

PIP : Programme d’Investissement Public

PME/PMI : Petite ou Moyenne Entreprise/Petite ou Moyenne Industrie

PNDR : Programme National pour le Développement Rural

PPI : Petit Périmètre Irrigué

PPTE : Pays Pauvres Très Endettés

PRD : Plan Régional de Développement

PRDR : Programme Régional de Développement Rural

PSDR : Projet de Soutien au Développement Rural

PVD : Plan Villageois de Développement

RATI : Radio Tantsaha Imerin’Akanga

RDB : Radio Don Bosco

RGPH : Recensement Général de la Population et de l’Habitat

RIP : Route d’Intérêt Provincial

RN : Route Nationale

RSF : Radio Santatra Fialam-boly

RTA : Radio Télévision Analamanga

SAGE : Service d’Appui à la Gestion de l’Environnement

SCD : Structure Communale de Développement

SRI : Système de Riziculture Intensive

ST/GTDR : Secrétariat Technique du Groupe de Travail pour le Développement Rural

SVD : Structuration Villageoise de Développement

UPDR : Unité de Politique de Développement Rural

ZAP : Zone d’Animation Pédagogique

GLOSSAIRE

Ariary : Unité monétaire malgache

Eglizy Katolika Romana (EKAR) : Eglise Catholique Romaine

Fady : Tabous

Famadihana : Cérémonie d'exhumation

Fiangonan'i Jesoa Kristy Eto Madagaskara (FJKM) : Eglise de Jésus Christ à Madagascar

Foibe Fanofanana Tantsaha (FOFATA) : Centre de Formation de Paysans

Fokonolona : Collectivité Territoriale

Fokontany : Village ou groupe de villages

Fikambanan'ny Ray Aman-drenin'ny Mpianatra (FRAM) : Association des Parents d'élèves

Heniheny : Plaine alluviale

Hira gasy : Spectacle de chants et de danses traditionnelles des Hautes Terres centrales

Lohasaha : Tête de vallon

Mpanandro : Genre de devin astrologue

Sahan'Asa Hampandrosoana ny eny Ambanivohitra (SAHA) : Programme de Développement en Milieu Rural

Sakamaina : Colluvion

Tampon-tanety : Sommet de collines

Tanety : Collines

Tanimbary : Rizières

Tehezan-tanety : Flanc de collines

Toloho, Takatra : Oiseaux

Tovam-peta : Mur en terre battue

Tranoben'ny Tantsaha : Chambre d'agriculture

Tsenam-baovaon'ny Tantsaha : Bureau du Secrétariat du Paysan

Vary aloha : Riz de première saison

Vary vakiambiaty : Riz de saison principale

Vatolampy : Grand rocher de granite

Voangory : Hanneton

SOMMAIRE

<i>Remerciements</i>	<i>i</i>
<i>Résumé</i>	<i>ii</i>
<i>Liste des sigles et acronymes</i>	<i>iii</i>
<i>Glossaire</i>	<i>v</i>
<i>Sommaire</i>	<i>vi</i>
INTRODUCTION	1
PREMIERE PARTIE: MORARANO, LIEU DE CONVERGENCE DU PCD ET DU PADR	6
Chapitre I : Morarano, une Commune Rurale sur les Hautes Terres centrales	7
Chapitre II : Le PCD et le PADR : deux planifications complémentaires	30
DEUXIEME PARTIE : DISTORSIONS ENTRE PLANIFICATION ET REALISATION	43
Chapitre III : Le PCD et le PADR : écarts entre la conception et la mise en œuvre	44
Chapitre IV : Le PCD et le PADR : écarts entre la priorisation et la réalisation	60
TROISIEME PARTIE : VERS UN SCHEMA D'AMENAGEMENT INTEGRANT PCD ET PRDR	77
Chapitre V : Le PCD et le PADR : quelques recommandations	78
Chapitre VI : Le nouveau schéma d'aménagement intégrant PCD et PRDR	84
CONCLUSION GENERALE	114
<i>Bibliographie</i>	116
<i>Annexes</i>	121
<i>Tables des matières</i>	122
<i>Tables des illustrations</i>	124

INTRODUCTION

Compte tenu de l'importance de la population malgache qui vit en milieu rural, les dirigeants respectifs de notre pays ont tous essayé d'apporter des réponses de planifications adéquates afin de pouvoir procurer le « bien être » à cette population rurale majoritaire. Ainsi, il y avait eu le plan quinquennal 1964 – 1968 qui avait donné une de ses priorités à l'élévation du niveau de vie des masses paysannes. Ensuite le second plan 1982 – 1987, qui avait visé comme un de ses objectifs la relance de l'économie agricole, suivi d'une manière anticipée par le plan 1986 – 1990 qui à son tour s'était focalisé sur l'autosuffisance alimentaire (RAKOTOSON – 2005). En début de la période de Révolution Socialiste, la charte du Livre Rouge avait été élaborée par le Président de la République de l'époque. Après revirement de politique, à partir de 1996 ce fut les années d'application du Document Cadre de Politique Economique (DCPE) à deux reprises. De nouvelles orientations conduisirent en 2001 à l'élaboration du Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté (DSRP) dont l'objectif est concentré initialement sur la lutte contre la pauvreté et la recherche de croissance. Tout récemment encore en fin 2004, ce DSRP s'est vu chapeauté par la vision « Madagascar *Naturellement* », conçu par le Président de la République en exercice.

Malgré cette série de planifications, et la fixation permanente d'objectifs ambitieux, le taux d'accroissement démographique en milieu rural est toujours resté supérieur au taux de croissance économique, et Madagascar fait encore malheureusement partie des « *88 pays classés dans la catégorie des pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV), et des pays pauvres très endettés (PPTE)* ». (Primature – 2005)

Toutefois, dans le cadre de la mise en œuvre du processus de décentralisation où notre pays s'est engagé depuis 1993, l'espoir semble de nouveau renaître car nous assistons maintenant à une éminence de planifications de développement. D'une part, divers plans à tous échelons du territoire se conçoivent allant du Plan Villageois de Développement (PVD) au Plan Communal de Développement (PCD), au Plan Régional de Développement (PRD) et au « Business Plan » des Provinces Autonomes. D'autre part, de nombreux plans sectoriels font leur apparition tels que le Plan d'Action Environnementale (PAE) et le Plan d'Action pour le Développement Rural (PADR) ...

La Commune étant retenue comme l'unité de base du développement, considérons celle de Morarano, une petite Commune Rurale située à 8 km au Sud Est du chef lieu de District d'Ambatolampy (croquis 1). Concernée par ces différentes planifications de développement, elle en est exactement à son troisième Plan Communal de Développement (PCD) après deux versions élaborées en 2000 et 2001. La majorité de sa population vit de l'agriculture, elle est aussi concernée par le Plan d'Action pour le Développement Rural (PADR) à travers le Programme Régional pour le Développement Rural (PRDR), celui de la Région Imerina Centrale à la première édition de 2001, et celui du Vakinankaratra à la deuxième édition en cours d'actualisation.

La mise en œuvre simultanée du PCD et du PRDR dans un même espace : la Commune Rurale de Morarano, nous a amené à nous interroger si la mise en application du PCD et du PRDR a contribué réellement à l'aménagement de la dite Commune Rurale ?

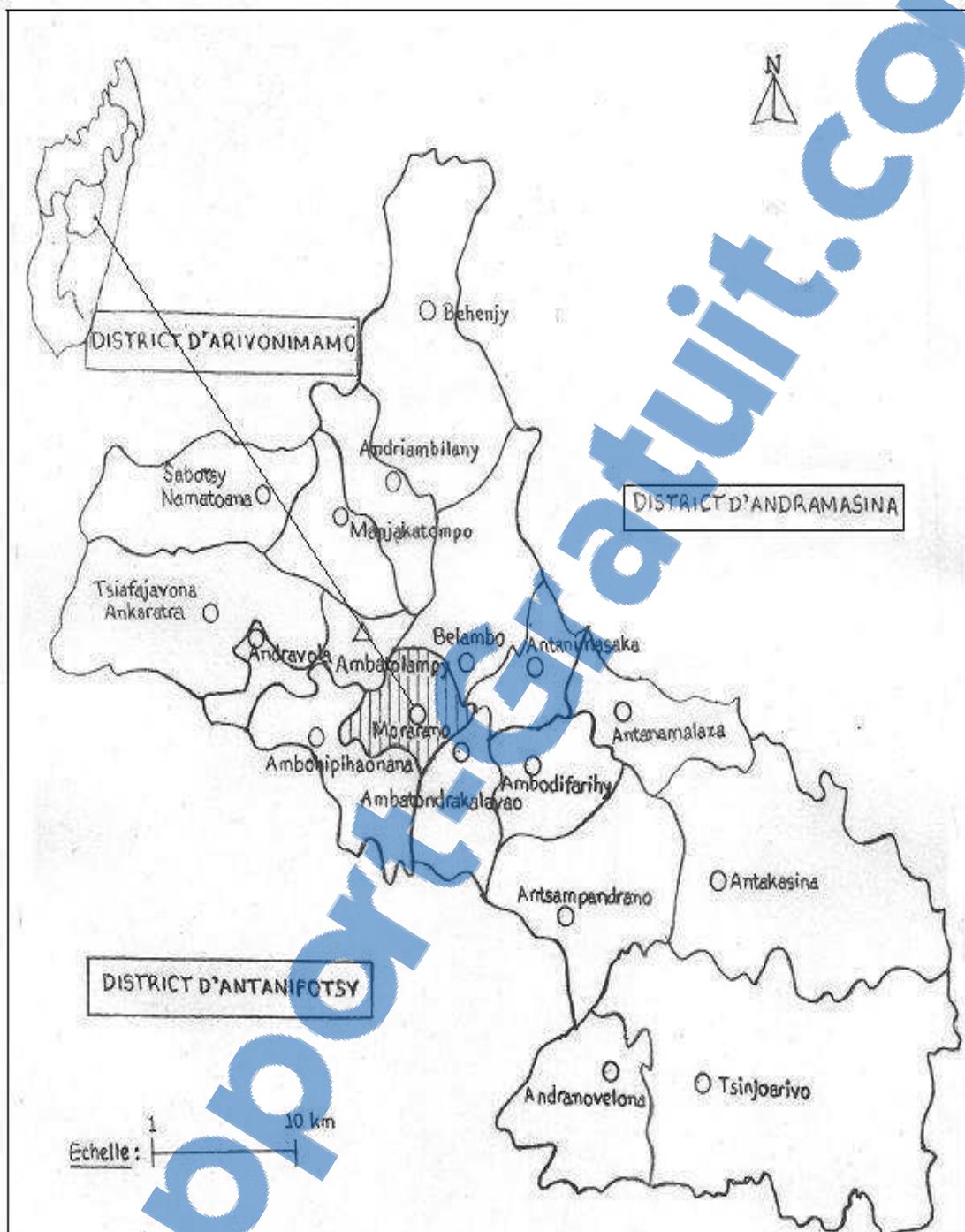
Notre problématique est alors de nous demander si le Plan Communal de Développement et le Plan d'Action pour le Développement Rural ont saisi les contradictions sociales et économiques dans la Commune Rurale de Morarano, formé un ensemble cohérent d'interventions dans le but de concilier ces contradictions, et engendré des résultats visibles ?

Ces questions sont importantes car elles portent sur la répercussion spatiale du plan émanant de la Collectivité Territoriale Décentralisée (CTD) représentée par la Commune et des plans sectoriels du niveau central représenté par les Ministères concernés de près par le développement rural.

D'où notre sujet de mémoire : « **PLANS DE DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNE RURALE DE MORARANO, AMBATOLAMPY : ABSENCE DE SYNERGIE ET NECESSITE D'UN SCHEMA D'AMENAGEMENT».**

A partir de ce sujet, nous avons poursuivi les objectifs suivants : une étude de la Commune Rurale de Morarano, du PCD et du PADR, une analyse de la mise en œuvre de ces deux plans dans cette Commune, et l'élaboration d'un schéma d'aménagement intégrant le PCD et le PRDR accompagné des mesures y afférentes. Tout cela en vue d'atteindre notre objectif final qui est de contribuer à la transcription dans le paysage des plans de développement en milieu rural, au bénéfice des paysans

Croquis 1 : Le District d'Ambatolampy



Légende : △ Chef lieu de District

○ Chef lieu de Commune



Zone d'étude

Source : Fond de carte PDFIV Ambatolampy, Janvier 2001
Réalisation : Auteur, Janvier 2006

La démarche suivie pendant les 9 mois de recherche entre janvier 2005 et septembre 2005 passe par plusieurs phases :

La recherche bibliographique s'est effectuée dans les centres de documentation publics et privés d'Antananarivo de janvier à mars 2005. Des ouvrages généraux, des rapports, des mémoires de fin d'étude, des monographies, des plans, des articles de différentes revues et des sites web portant sur l'aménagement du territoire, la planification, le développement rural, la Commune et notre zone d'étude ont été consultés. Cette exploration nous a conduit à la préparation de notre travail sur terrain.

Nous avons préparé les travaux de terrain en avril 2005. Cette phase de la recherche consiste à compléter les données à l'échelle du District et de la Commune, à formuler et tester les hypothèses de travail, à élaborer et tester les questionnaires d'enquête, et établir un premier contact au niveau de villages et des divers responsables de la Commune Rurale de Morarano.

Après quoi, nous avons débuté la phase de travail de terrain en mai 2005. Cette dernière comprend une phase d'observation et d'enquête auprès des responsables directement concernés par le PCD et le PADR, et au niveau de l'ensemble des chefs de ménage. 94 chefs de ménage ont ainsi été enquêtés dans les 7 villages de la Commune sur un nombre total de ménages de 1 784 en 2004, soit un taux d'échantillonnage de 5%. 22 de ces chefs de ménage enquêtés ont participé au dernier atelier PCD 2004 qui eut lieu à Morarano, soit un taux d'échantillonnage de 20% des participants de cet atelier. L'enquête a été menée d'une manière directive avec les chefs de ménage suivant un questionnaire préformé composé généralement de questions fermées et de quelques questions ouvertes (Annexe 14). Un questionnaire supplémentaire beaucoup plus axé sur le PCD et le PADR a été prévu pour les chefs de ménage ayant participés au dernier atelier PCD (Annexe 15).

Le dépouillement et le traitement des données ont été effectués en juin et juillet 2005. Plusieurs tableaux, figures, et planches photographiques sont issus de cette analyse. La rédaction du mémoire a commencé en août 2005.

Les principales difficultés rencontrées ont porté sur les contraintes temps et déplacements lors de la recherche bibliographique, le changement dans le découpage régional qui a rendu difficile l'exploitation de documents. La population trop nombreuse et l'éparpillement des villages qui nous ont obligé de limiter le travail d'enquête. L'imprécision des limites administratives des villages « Fokontany» a rendu complexe la représentation cartographique de la Commune.

Ce mémoire comprend trois grandes parties. La première partie présente la Commune Rurale de Morarano et les deux planifications de développement étudiées à savoir le Plan Communal de Développement et le Plan d’Action pour le Développement Rural.

La deuxième partie conduit à découvrir la Commune Rurale de Morarano : distorsion entre planification et réalisation dans le cadre du Plan Communal de Développement et du Plan d’Action pour le Développement Rural au sein de la dite Commune.

La troisième et dernière partie suggère l’élaboration d’un nouveau schéma d’aménagement intégrant Plan Communal de Développement et Programme Régional pour le Développement Rural et les concilier avantageusement.

PREMIERE PARTIE :

MORARANO, LIEU DE CONVERGENCE DU PCD ET DU PADR

Chapitre I : Morarano, une Commune Rurale sur les Hautes Terres centrales

1. Une Commune Rurale de la Région Vakinankaratra

1.1. Une Commune Rurale du District d'Ambatolampy

1.1.1.) Une Commune Rurale localisée dans le Sud Est

Morarano le Chef Lieu de la Commune (photo 1) est à 19°25' lat S, 47°29' long E, à 1 508 m d'altitude.



Cliché : Auteur, Mai 2005

Photo 1 : Morarano, le chef lieu de la Commune

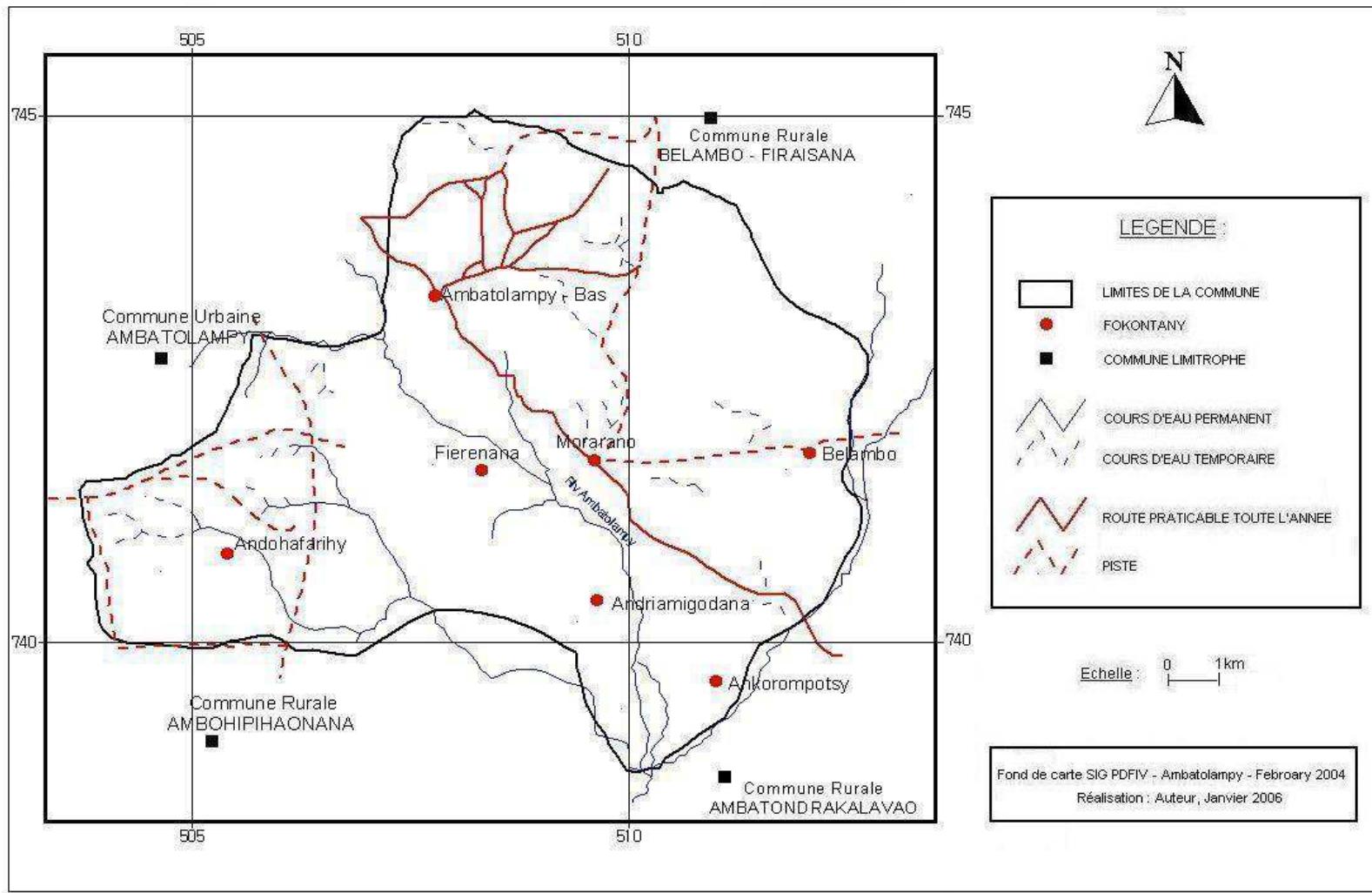
Par rapport à l'axe routier, Morarano est situé à 77 km au Sud Est de la capitale après 69 km de trajet sur la RN7 axe Antananarivo – Tuléar, et 8 km de parcours sur la RIP 72 reliant Ambatolampy à sa partie Sud Est jusqu'à la Commune Rurale de Tsinjoarivo.

1.1.2.) Une petite Commune Rurale

Parmi les 18 Communes du District d'Ambatolampy, Morarano s'avère être la plus petite car elle n'a que 39 km² (croquis 1). En considérant l'actuel découpage administratif, elle fait désormais partie de la Région du Vakinankaratra, dans la Province Autonome d'Antananarivo.

En périphérie de la Commune, Morarano est délimitée au Nord Ouest par la Commune Urbaine d'Ambatolampy, à l'Est par la Commune Rurale de Belambo Andapa, au Sud Est par la Commune Rurale d'Ambatondrakalavao et à l'Ouest par la Commune Rurale d'Ambohipihaonana (croquis 2).

Croquis 2 : La Commune Rurale de Morarano



D'après cette figure, la Commune, Rurale de Morarano est constituée de 7 villages au :

- nord Ambatolampy Bas
- centre, Fierenana et Morarano
- centre est, Belambo Est
- sud ouest, Andohafarihy et
- sud et au sud est, Andriamingodana et Ankorompotsy.

1.2. Une Commune Rurale au piémont de l'Ankaratra

1.2.1.) L'ensemble topographie, sous-sol et hydrographie

(a) Un paysage à deux facettes écologiques

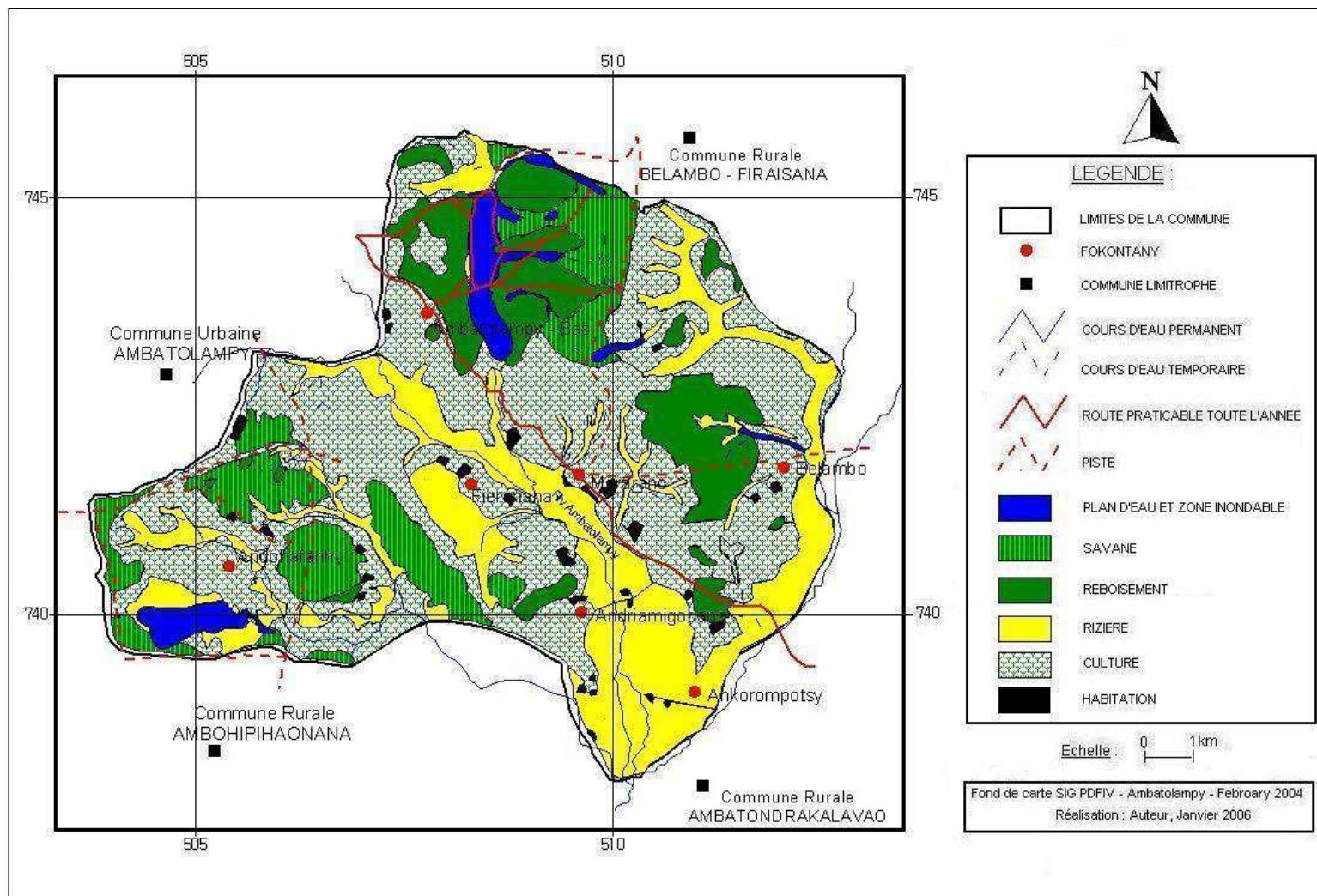
La carte d'occupation du sol (croquis 3) élaborée par le Projet de Développement Forestier Intégré dans la région du Vakinankaratra (PDFIV) en 2004 nous a permis de dresser un tableau d'occupation du sol (Annexe 1). D'après ces données, la Commune Rurale de Morarano est formée par deux unités topographiques dont 73,8% de collines ou « tanety », et 26,2% de bas-fonds ou de « tanimbaray ». Chaque unité comprend trois facettes écologiques¹.

L'unité « tanety » est formée par un sommet ou « tampon-tanety » réservé aux pâturages et aux reboisements, par un versant ou « tehezan-tanety » destiné aux cultures pluviales notamment les patates douces, et par un bas de pente destiné encore aux cultures pluviales en particulier le manioc.

L'unité « tanimbaray », quant à elle est constituée par un vallon ou « lohasaha » réservé au riz de première saison ou « vary aloha » à cause de l'écoulement permanent, par la plaine alluviale ou « heniheny » destinée au riz de saison principale ou « vary vakambiatiy » car elle nécessite à la fois l'eau de rivière canalisée et les eaux pluviales, et par le « sakamaina » réservé au riz de dernière saison qui attend les eaux pluviales.

¹ Une facette écologique est une unité spatiale de combinaison de données écologiques et de données d'utilisation (BLANC PAMARD C, - 1990)

Croquis 3 : Occupation du sol



(b) *Une ressource de sous-sol contrastée*

0,03% de la superficie de la Commune comporte des carrières dont une exploitation de granite et de quartzite à Ambatolampy Bas et une exploitation aurifère à Ampihadiambolamena Morarano.

Selon la tradition orale, le rocher de granite à Ambatolampy Bas explique l'étymologie Ambatolampy, car l'actuelle Ambatolampy haute ville qui est traversée par la RN7 s'appelait autrefois Amboniloha. Le « vatolampy » a été exploité et a donné une forte production de matériaux destinée aux divers travaux de constructions : maisons, tombeaux, et routes ...

Le gisement aurifère a été exploité depuis longtemps par la population mais il ne donne que peu de produits jusqu'à présent.

(c) *Une ressource hydrologique diversifiée*

La rivière Onive constitue le cours d'eau principal dans la Commune Rurale de Morarano. Elle prend sa source dans le Sud Sud Est de l'Ankaratra. Elle s'écoule du Sud vers le Nord avant de s'orienter d'Ouest en Est suivant un parcours assez tourmenté du à la topographie très accidenté, et dévale vers l'escarpement forestier oriental pour rejoindre le Mangoro.

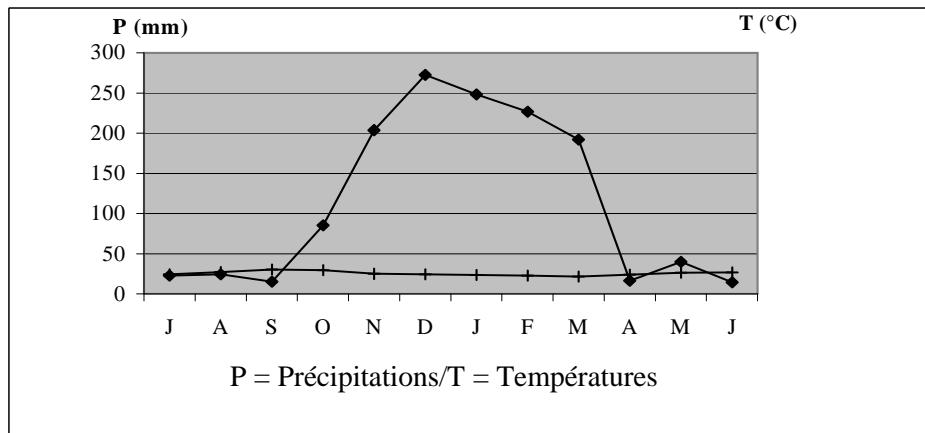
La rivière Ambatolampy (croquis 3) est un des affluents de la rivière Onive dans sa rive gauche. Cet affluent mesure de 9 km entre Ambatolampy et Ampangabe.

Les lacs artificiels sont assez répandus à savoir dans les domaines publics de l'Etat comme dans la station forestière et piscicole d'Ambatofotsy Morarano, à Andohafarihy, et dans quelques propriétés privées comme à Ambatondrakalavao Ankorompotsy.

1.2.2.) *Ensemble climat, sol et environnement*

(a) *Un climat de régime tropical d'altitude*

La Direction de la Météorologie et Hydrologie à Ampandrianomby dispose de données concernant la station météorologique d'Ambatolampy de 1961 à 1990.



Source : Direction de la Météorologie et Hydrologie Ampandrianomby

Figure 1 : Courbe ombrothermique de la station météorologique d'Ambatolampy
(Années 1961 – 1990)

Selon le responsable consulté auprès de cette Direction, les mêmes données (figure 1) sont valables pour la Commune Urbaine d'Ambatolampy, les Communes Rurales de Morarano, d'Antsampandrano, et d'Ambodifarihy.

D'après la formule de GAUSSEN fondée sur le rapport $P = 2T$, si $P \leq 2T$ la réserve en eau du sol est déficitaire, le mois est sec. Alors que si $P > 2T$, la réserve en eau du sol est excédentaire, le mois est humide.

Ainsi à Morarano, il existe deux saisons bien distinctes séparées par deux intersaisons :

- Une saison sèche et froide où $P \leq 2T$, du mois de juin au mois de septembre
- Une saison chaude et humide où $P > 2T$, du mois de novembre au mois de mars
- Deux intersaisons en octobre et en mai.

(b) Un sol peu diversifié

D'après l'analyse des données d'occupation des sols et des observations sur terrain, trois types de sols sont observés dans la Commune Rurale de Morarano :

- Des sols férralitiques, sous couvert herbeux et parfois rocheux,
- Des sols ferrugineux correspondants aux parties de « tanety », sous couvert de savanes herbeuses et de savanes arborées. Ces « tanety » sont aptes aux cultures pluviales et au reboisement.

- Des sols argilo-limoneux correspondant aux parties de bas-fonds longeant la rivière Ambatolampy. La riziculture et les cultures de contre saison y sont souvent pratiquées.

(c) *Une végétation en voie de régression*

18,5% de la superficie de la Commune Rurale de Morarano sont couvertes par deux types de végétation (croquis 3) : 13,5% par des savanes, et 5% environ par des reboisements d'*Eucalyptus* et de *Pinus* dont les plus importants se trouvent dans la station forestière et piscicole d'Ambatofotsy.

Tableau 1 : Evolution de la couverture forestière au cours des 5 dernières années

Village	Augmenté		Pas de changement		Diminué	
Ankorompotsy	3	3,19%	2	2,13%	3	3,19%
Andriamingodana	1	1,06%	3	3,19%	12	12,77%
Belambo Est	4	4,26%	0	0,00%	6	6,38%
Andohafarihy	8	8,51%	0	0,00%	5	5,32%
Fierenana	9	9,57%	1	1,06%	6	6,38%
Morarano	6	6,38%	4	4,26%	9	9,57%
Ambatolampy Bas	1	1,06%	1	1,06%	10	10,64%
Total	32	34,04%	11	11,70%	51	54,26%

Source : Enquête réalisée par l'auteur en Mai 2005

Malgré les efforts de reboisement, ces forêts sont actuellement fortement exploitées (tableau 1) comme combustibles, bois de construction ..., c'est pourquoi plusieurs espèces faunistiques comme le henneton « voangory », les oiseaux (« toloho », « takatra » ...) deviennent de plus en plus rares, voire même ont disparu dans la Commune.

2. Une population rurale des Hautes Terres centrales

2.1. Une population jeune inégalement répartie

2.1.1.) Une population jeune

En 2005, 49,78% de la population sont de sexe masculin et 50,22% de la population sont de sexe féminin (tableau 2).

Tableau 2 : Répartition de la population par âge et par sexe en 2005

Tranche d'âge	Effectif			
	Homme		Femme	
0 – 5 ans	980	9,70%	982	9,72%
6 – 10 ans	754	7,46%	783	7,75%
11 – 17 ans	916	9,07%	916	9,07%
18 - 60 ans	2 021	20,01%	2 029	20,09%
> 60 ans	357	3,53%	363	3,59%
Total	5 028	49,78%	5 073	50,22%

Source : Délégué Administratif d'Arrondissement Morarano, Mars 2005

Il s'agit essentiellement d'une population jeune (photo 2) car 52,78% de la population ont encore moins de 18 ans, 40,10% ont entre 18 – 60 ans, et 7,13% seulement ont plus de 60 ans. En moyenne, une personne apte à travailler prend en charge deux personnes non actives.

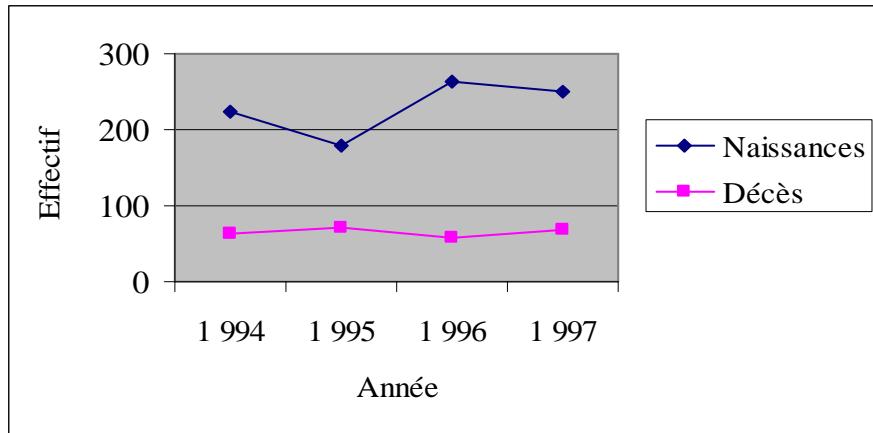


Cliché : Auteur, Mai 2005

Photo 2 : Une population jeune, cas d'Andohafafihy

(a) Natalité

De par la jeunesse de la population, le nombre de naissances a connu une augmentation dans la Commune Rurale de Morarano entre 1994 et 1997, sauf pour l'année 1995 (figure 2).



Source : Monographie de la Commune Rurale de Morarano, 2000

Figure 2 : Evolution du nombre de naissances et de décès entre 1994 et 1997

(b) Mortalité

Etant donné que la Commune Rurale de Morarano ne dispose pas encore de Centre de Santé de Base Niveau II (CSB II) à même d'assurer une couverture sanitaire de la population entre 1994 - 1997, le nombre de décès est resté inchangé durant ces années, sauf pour l'année 1996 (figure 2).

Cette faible variation peut être le résultat de la non déclaration des naissances et des mortalités au service de l'état civil.

(c) Accroissement

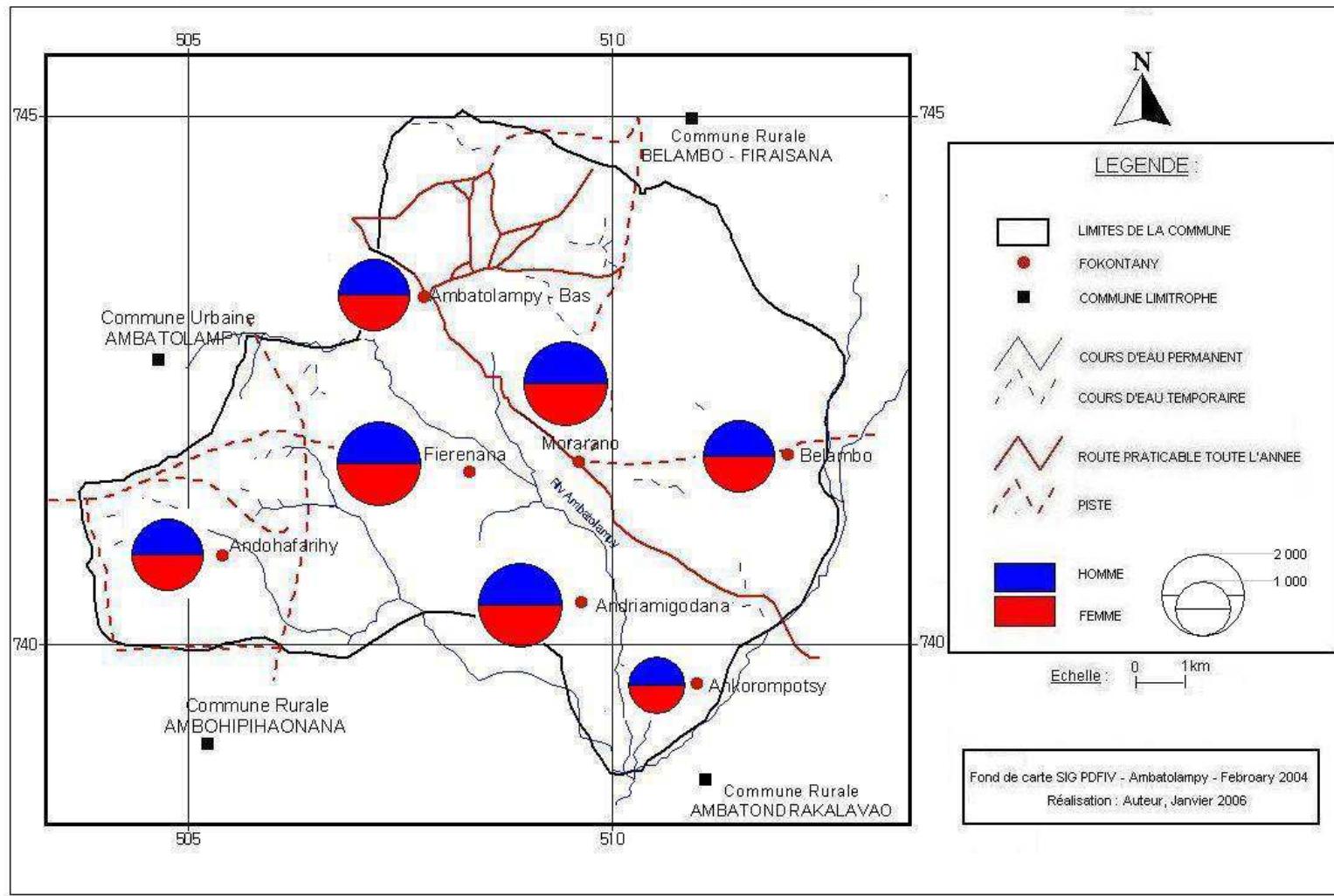
Selon le Recensement Général de la Population et de l'Habitat en 1993 et le dernier effectif en 2005, le nombre de population dans la Commune Rurale de Morarano est passé de 6 813 à 10 101 habitants, soit une augmentation de 3 288 individus en l'espace de 12 ans ou une augmentation moyenne de 274 individus par an, équivalant à un taux de 4,02%.

2.1.2.) Une population inégalement répartie

La densité moyenne de la population est de 259 habitants/km². Les zones de concentration suivantes peuvent être retenues :

- Zone de concentration de 05 – 10% de la population : Ankorompotsy
- Zone de concentration de 10 – 15% de la population : Belambo Est, Ambatolampy Bas et Andohafarihy
- Zone de concentration de 15 – 20% de la population : Fierenana, Andriamingodana, et Morarano (croquis 4)

Croquis 4 : Zones de concentration de population



2.2. Une population rurale typique des Hautes Terres centrales

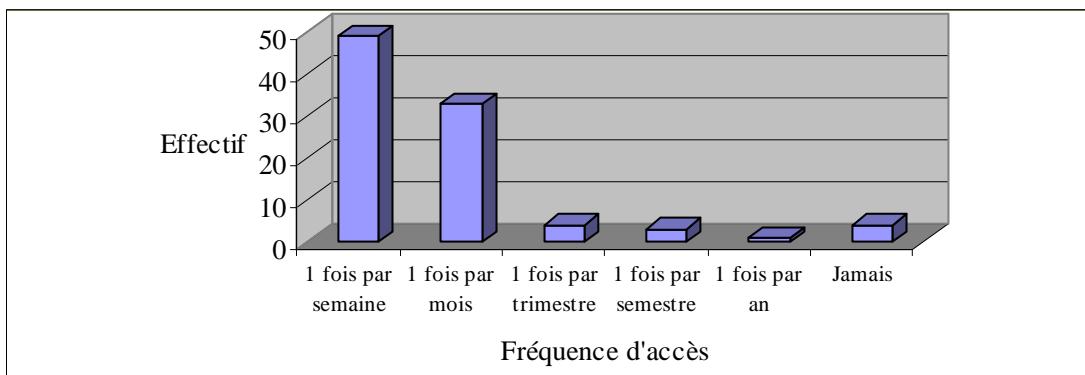
2.2.1.) Les caractéristiques générales : origine, religion et traditions

(a) Une population descendante des « valolahy »

En 1840, la reine Ranavalona I avait désigné les « valolahy » en provenance d'Arivonimamo pour les installer à Ambatolampy afin de sécuriser le courrier royal vers le pays Betsileo, et c'était la naissance de la ville d'Ambatolampy. Par la suite une résidence royale a été construite à Tsinjoarivo à 40 km à l'Est d'Ambatolampy. Le peuplement s'est progressivement fait par le Sud (Betsileo), le Nord (Antananarivo et Andramasina), et l'Ouest (Arivonimamo).

(b) Une population chrétienne

La Commune Rurale de Morarano dispose de quatre églises protestantes Fianganan'i Jesoa Kristy Eto Madagasikara (FJKM), trois églises catholiques Eglizy Katolika Romana (EKAR), ainsi que quelques autres communautés religieuses.



Source : Enquête réalisée par l'auteur en Mai 2005

Figure 3 : Fréquentation d'église par la population

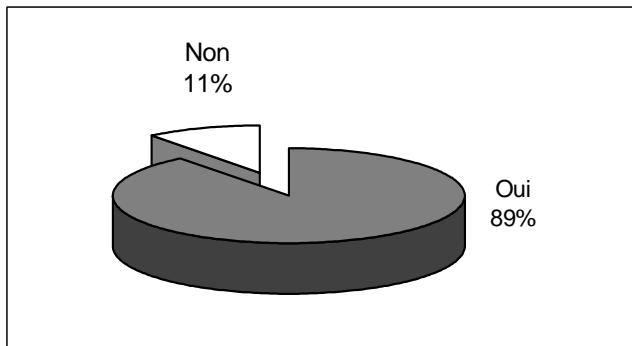
52,13% de la population fréquentent l'une de ces églises existantes dans la Commune une fois par semaine, 43,62% entre une fois tous les 15 jours et une fois par an, seule 4,26% de la population ne fréquentent jamais l'église (figure 3).

Ce taux élevé de fréquentation hebdomadaire ou mensuel témoigne de la chrétienté de la population de Morarano.

(c) Morarano, au pays des exhumations ou « famadihana »

Plusieurs traditions sont encore vivantes dans la Commune Rurale de Morarano à savoir la circoncision, le mariage traditionnel, la consultation du genre de devin astrologue ou

« Mpanandro » ... Mais la cérémonie d'exhumation ou « famadihana » accompagnée ou non par des spectacles de chants et danses traditionnelles « hira gasy » reste la plus importante et la plus pratiquée par la population (figure 4).



Source : Enquête réalisée par l'auteur en Mai 2005

Figure 4 : Pratique de la cérémonie d'exhumation

89% de la population pratiquent ou assistent annuellement à cette cérémonie traditionnelle entre le mois de juin et le mois d'octobre. Les 11% restant s'abstiennent par conviction religieuse et sont parvenu à abandonner cette coutume.

Outre la cérémonie d'exhumation, la population observe aussi des tabous ou « fady » tels que de ne pas travailler dans les carrières du mois de janvier au mois de juin dans la Commune, sauf dans la carrière d'Ambatolampy Bas où ce travail procure un revenu important à certaines familles pendant toute l'année.

2.2.2.) Caractéristiques de l'habitat

Deux modes d'appropriation foncière existent dans la Commune à savoir 79% des propriétaires et 21% des héritiers.

(a) Un habitat typique des Hautes Terres Centrales

L'habitat dans la Commune Rurale de Morarano est celui typique des hautes terres centrales. Les murs sont en briques cuites et souvent en chaume (tableau 3). Les maisons comportent au moins un étage et une véranda (tableau 4) :

Tableau 3 : Type de mur et de toit

Village	Type de mur				Type de toit			
	Brique	Terre battue	Bois	Tôle	Tuile	Chaume		
Ankorompotsy	4	4,26%	4	4,26%		0%	2	2,13%
Andriamingodana	11	11,7%	4	4,26%	1	1,06%	3	3,19%
Belambo Est	9	9,57%	1	1,06%	0	0%	4	4,26%
							0	0%
							6	6,38%
							12	12,8%
							6	6,38%

	Type de mur						Type de toit					
	Andohafarihy	7	7,45%	6	6,38%	0	0%	0	0%	1	1,06%	12
Fierenana	14	14,9%	2	2,13%	0	0%	8	8,51%	0	0%	8	8,51%
Morarano	17	18,1%	2	2,13%	0	0%	11	11,7%	0	0%	8	8,51%
Ambatolampy Bas	9	9,57%	3	3,19%	0	0%	0	0%	0	0%	12	12,8%
Total	71	75,5%	22	23,4%	1	1,06%	28	29,8%	2	2,13%	64	68,1%

Source : Enquête réalisée par l'auteur en Mai 2005

La présence d'argile dans la Commune permet de faire des tuiles, pourtant la plupart des maisons ont une toiture de chaume. Afin d'améliorer l'aspect extérieur de l'habitat, il faudrait vulgariser la technique de fabrication de tuiles.

Tableau 4 : Type de niveau et de véranda

Village	Type de niveau						Véranda			
	étage 1		étages 2		étages 3		Oui		Non	
Ankorompotsy	3	3,19%	5	5,32%	0	0%	3	3,19%	5	5,32%
Andriamingodana	2	2,13%	14	14,9%	0	0%	11	11,7%	5	5,32%
Belambo Est	1	1,06%	9	9,57%	0	0%	8	8,51%	2	2,13%
Andohafarihy	1	1,06%	12	12,8%	0	0%	6	6,38%	7	7,45%
Fierenana	0	0%	16	17%	0	0%	12	12,8%	4	4,26%
Morarano	5	5,32%	11	11,7%	3	3,19%	12	12,8%	7	7,45%
Ambatolampy Bas	2	2,13%	10	10,6%	0	0%	9	9,57%	3	3,19%
Total	14	14,9%	77	81,9%	3	3,19%	61	64,9%	33	35,1%

Source : Enquête réalisée par l'auteur en Mai 2005

La plupart des constructions sont à étages, dont 82% à deux étages, et le reste à trois étages ou plus. Le rez de chaussée est réservé à l'usage agricole : lieux de parage des matériels ou des animaux. L'étage sert d'habitation : cuisine, salle à manger et chambre à coucher.

65% des constructions possèdent une véranda. Elle est utilisée comme aire de séchage des produits agricoles : maïs, manioc, haricot ... Un modèle d'habitation adaptée à la réalité rurale devrait être conçue pour les Communes Rurales.

(b) Un degré de confort encore minime :

Les caractéristiques internes de l'habitat dans la Commune Rurale de Morarano sont les suivantes : un approvisionnement en eau de puits, un éclairage à pétrole lampant (tableau 5), un recours aux latrines communes, une faible utilisation des douches, une cuisine encore combinée aux chambres à coucher, et le bois de chauffe comme combustible.

Tableau 5 : Approvisionnement en eau et source d'éclairage

Village	Approvisionnement en eau				Source d'éclairage							
	Puits		Source		Electricité		Pétrole lampant		Bougie		Pétrole et Bougie	
Ankorompotsy	7	7,45%	1	1,06%	0	0%	7	7,45%	1	1,06%	0	0%
Andriamingodana	16	17%	0	0%	1	1,06%	15	16%	0	0%	0	0%
Belambo Est	7	7,45%	3	3,19%	0	0%	8	8,51%	0	0%	2	2,13%
Andohafarihy	9	9,57%	4	4,26%	0	0%	11	11,7%	0	0%	2	2,13%
Fierenana	16	17%	0	0%	0	0%	11	11,7%	2	2,13%	3	3,19%
Morarano	19	20,2%	0	0%	4	4,26%	9	9,57%	3	3,19%	3	3,19%
Ambatolampy Bas	9	9,57%	3	3,19%	3	3,19%	7	7,45%	1	1,06%	1	1,06%
Total	83	88,3%	11	11,7%	8	8,51%	68	72,3%	7	7,45%	11	11,7%

Source : Enquête réalisée par l'auteur en Mai 2005

La potabilité de l'eau reste un problème majeur dans la Commune étant donné que la plupart des gens puisent leur eau. Le pétrole lampant est la première source d'éclairage dans la Commune. L'accès à l'électricité est réservé aux gens aisés. Quelques familles ne supportant pas la fumée du pétrole, et ceux qui possèdent un bébé utilisent la bougie. L'amélioration de la qualité de l'eau et l'augmentation du taux d'accès à l'électricité constituent par conséquent un problème pour la Commune.

Sur le plan hygiène et santé, 61% de la population utilisent des latrines communes, 24% possèdent des latrines particulières, et 15% de la population font encore leur besoin dans la nature (tableau 6). Par ailleurs, 12% des constructions disposent de douches, les 88% des habitants restant se lavent soit à la rivière, soit dans l'enclos à fumier.

Tableau 6 : Utilisation de latrines et de douche

Village	Latrines				Douche				
	Latrines creusées individuelles	Latrines creusées communes	Dans la nature	Oui	Non	Oui	Non		
Ankorompotsy	3	3,19%	4	4,26%	1	1,06%	1	1,06%	
Andriamingodana	7	7,45%	8	8,51%	1	1,06%	2	2,13%	
Belambo Est	2	2,13%	5	5,32%	3	3,19%	1	1,06%	
Andohafarihy	4	4,26%	5	5,32%	4	4,26%	0	0%	
Fierenana	3	3,19%	9	9,57%	4	4,26%	2	2,13%	
Morarano	3	3,19%	15	16%	1	1,06%	3	3,19%	
Ambatolampy Bas	1	1,06%	11	11,7%	0	0%	2	2,13%	
Total	23	24,5%	57	60,6%	14	14,9%	11	11,7%	
								83	88,3%

Source : Enquête réalisée par l'auteur en Mai 2005

L'utilisation de latrines individuelles et de douche est uniquement pratiquée par les gens qui ont déjà vécu en ville : fonctionnaires, retraités ... Il faudrait mener une vaste sensibilisation de la population pour que les règles d'hygiène et de santé soient bien respectées.

En terme de cuisine, la plupart des constructions disposent de cuisines indépendantes, et les restes des cuisines combinées aux chambres à coucher (tableau 7).

Comme combustibles, 88% de la population recourent au bois de chauffe, 9% utilisent des débris végétaux, 2% utilisent des copeaux de bois et sciures, et 1% utilisent du charbon.

Tableau 7 : Type de cuisine et de combustibles

Village	Cuisine indépendante				Combustibles					
	Oui		Non		Bois de chauffe	Copeaux de bois	Charbon	Débris végétaux		
Ankorompotsy	2	2,13%	6	6,38%	8	8,51%	0	0%	0	0%
Andriaminingodana	10	10,6%	6	6,38%	16	17%	0	0%	0	0%
Belambo Est	8	8,51%	2	2,13%	9	9,57%	0	0%	0	1,06%
Andohafarihy	6	6,38%	7	7,45%	11	11,7%	0	0%	0	2,13%
Fierenana	12	12,8%	4	4,26%	12	12,8%	2	2,13%	0	0%
Morarano	13	13,8%	6	6,38%	16	17%	0	0%	1	1,06%
Ambatolampy Bas	10	10,6%	2	2,13%	11	11,7%	0	0%	0	0%
Total	61	64,9%	33	35,1%	83	88,3%	2	2,13%	1	1,06%
									8	8,51%

Source : Enquête réalisée par l'auteur en Mai 2005

La Commune vit dans un état de déforestation étant donné que le bois de chauffe reste le premier combustible dans la Commune. Par conséquent, il faudrait mener une vaste campagne de reboisement afin d'assurer le renouvellement des bois consommés.

Malgré la proximité relative de la Commune Rurale de Morarano par rapport au Chef lieu de District et de la capitale, l'existence d'infrastructures telles que routes, et électricité, la majeure partie de la population vit encore dans un degré de confort minime. L'hygiène et la salubrité font défaut.

3. Une infrastructure et une activité économiques précaires

3.1. Une faible couverture des infrastructures

3.1.1.) *Les infrastructures sociales : éducation, santé, sport et loisirs*

(a) *Des infrastructures scolaires encore insuffisantes*

Un établissement accueille 48 à 234 élèves, une salle de classe reçoit 16 à 69 élèves (croquis 5), et un enseignant assure en moyenne les cours à 21 jusqu'à 83 élèves respectivement dans un établissement privé et public.

Le nombre d'enfants scolarisés a connu une augmentation de 4,6% entre les années scolaires 2003 – 2004 et 2004 – 2005 grâce aux efforts menés par le Ministère de tutelle : suppression de droit d'entrée, octroi de kit scolaire, prise en charge des salaires des enseignants FRAM ... Le taux de déperdition scolaire reste encore élevé cependant surtout en période de soudure. Ainsi, à la fin du premier bimestre 2004 ce taux s'élevait à 29,3%.

(b) *Un faible taux de couverture sanitaire*

En 2003, un médecin et un dispensateur assurent la couverture sanitaire de 9 421 habitants, une sage femme doit s'occuper de plus de 2 000 femmes en âge de procréer (croquis 5). Outre cette insuffisance de personnel médical, l'éloignement relatif du CSB II de Morarano par rapport aux autres villages sis dans la Commune, et l'habitude de recourir aux matrones constituent encore un problème pour l'état sanitaire de la population.

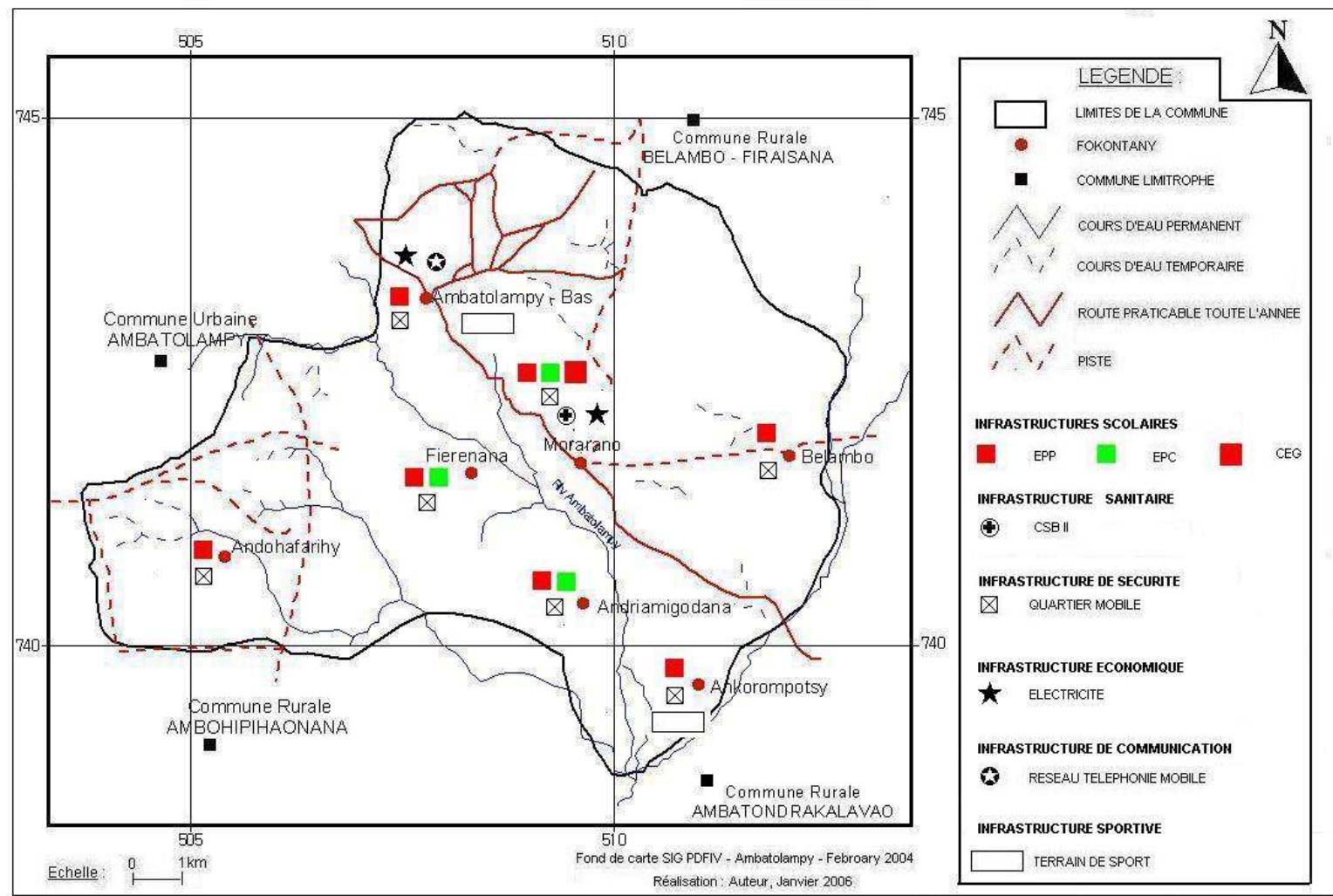
L'insuffisance respiratoire aiguë, la diarrhée dysenterie, l'affection bucco-dentaire, l'infection cutanée et le paludisme font l'objet de consultations mensuelles de 4% de la population dans le CSB II de Morarano. Parmi les 395 femmes venues en consultation prénatale dans l'année, 32% ont accouché à la maternité, 4% sont mortes en couches à cause de l'insuffisance de matériels et de médicaments.

(c) *Une infrastructure socio sportive inadéquate*

La Commune Rurale de Morarano dispose de deux terrains de sport (croquis 5). Le football est le sport le plus pratiqué. Chaque village a son équipe et un match hebdomadaire est organisé à Ankorompotsy, quelquefois à Ambatolampy Bas.

Comme il n'y a pas encore d'infrastructures de loisirs appropriées, la cour des écoles, l'intérieur des églises servent de lieux de kermesse, de spectacle de « hira gasy », de projection de film vidéo ... dans la Commune. Entre le mois d'avril et le mois de mai, des groupes folkloriques se constituent et font des prestations durant les cérémonies d'exhumation.

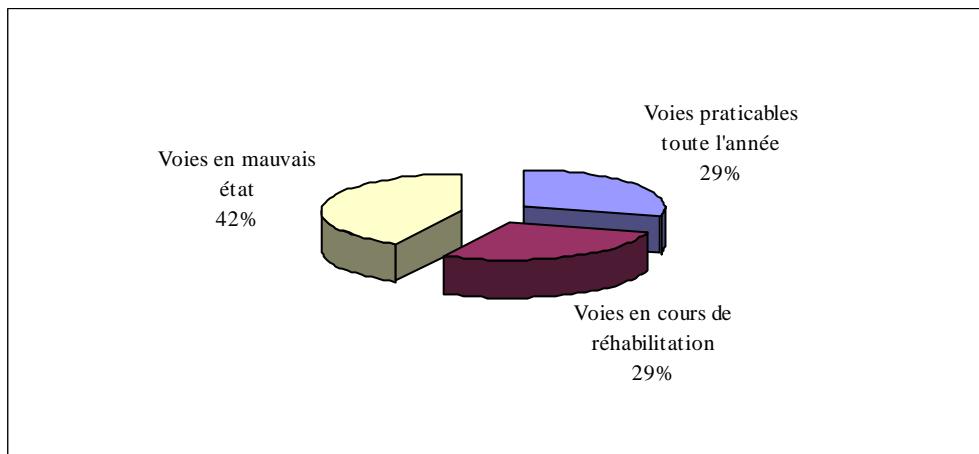
Croquis 5 : Infrastructures sociaux et économiques



3.1.2.) Les infrastructures économiques

(a) Un réseau routier généralement en mauvais état

La Commune Rurale de Morarano est desservie par 52 km de route et de piste, dont 27,5 km de réseau intra communal, et 24,5 km de réseau intercommunal (Annexe 3). En 2003, 28,8% de ces voies sont praticables toute l'année, 28,8% sont encore en cours de réhabilitation et 42,3% sont en mauvais état (figure 5).



Source : Monographie de la Commune Rurale de Morarano, 2004

Figure 5 : Etat des infrastructures routières en 2003

Des initiatives d'entretien routier se constatent dans la Commune comme le projet filet de sécurité et le travail communautaire. Dans le premier cas, les travaux d'entretien sont réservés uniquement aux gens en difficultés, la rétribution étant de 1 kg de riz et une somme de 1 500 Ariary par personne par jour. Dans le second cas, toute personne âgée de 18 ans et plus est appelée à contribuer bénévolement aux travaux d'entretien périodiques. Ces routes et pistes restent cependant difficilement praticables après quelques jours de pluie (photo 3), à cause des lacunes techniques et de l'insuffisance des matériaux de réfection.



Cliché : Auteur, Mai 2005
Photo 3 : Déplacement des gens sur la RIP n°72

En ce qui concerne les moyens de déplacement, 60% de la population se déplacent à pied, 38% se servent de bicyclettes et 2% utilisent soit la charrette, soit le taxi-brousse (tableau 8).

Tableau 8 : Moyen de déplacement dans la Commune

Village	A pied		Bicyclette		Charrette		Taxi-brousse	
Ankorompotsy	4	4,26%	4	4,26%	0	0,00%	0	0,00%
Andriamingodana	11	11,70%	4	4,26%	1	1,06%	0	0,00%
Belambo Est	6	6,38%	4	4,26%	0	0,00%	0	0,00%
Andohafarihy	8	8,51%	5	5,32%	0	0,00%	0	0,00%
Fierenana	9	9,57%	7	7,45%	0	0,00%	0	0,00%
Morarano	11	11,70%	8	8,51%	0	0,00%	0	0,00%
Ambatolampy Bas	7	7,45%	4	4,26%	0	0,00%	1	1,06%
Total	56	59,57%	36	38,30%	1	1,06%	1	1,06%

Source : Enquête réalisée par l'auteur en Mai 2005

Les gens se déplacent généralement à pied à l'intérieur de la Commune. Une partie de la population utilise la bicyclette surtout pour leur déplacement vers le chef lieu du District. Ceux qui possèdent un énorme bagage utilisent soit la charrette, soit la taxi-brousse. Le prix de transport varie en fonction de l'état des infrastructures routières. Afin d'éviter la fluctuation du prix de transport, il faudrait maintenir les routes en bon état.

(b) Une infrastructure de communication en pleine expansion

Outre les chaînes radio et télévision nationale, la Commune est aussi desservie par plusieurs stations radio de la capitale comme Radio Antsiva, Don Bosco (RDB), Malagasy Broadcasting System (MBS), Ravinala, Radio Télévision Analmanga (RTA) ... ainsi que des stations radio régionales comme la Radio Tantsaha Imerin'Akanga (RATI) de Behenjy, la Radio Santatra Fialam-boly (RSF) d'Ambohimandroso ...

Tableau 9 : Moyen d'acquisition d'information

Village	<i>N'a même pas de poste radio</i>		Radio		Télévision		Journal	
Ankorompotsy	0	0,00%	8	8,51%	0	0,00%	0	0,00%
Andriamingodana	0	0,00%	14	14,89%	0	0,00%	2	2,13%
Belambo Est	2	2,13%	8	8,51%	0	0,00%	0	0,00%
Andohafarihy	2	2,13%	11	11,70%	0	0,00%	0	0,00%
Fierenana	2	2,13%	13	13,83%	0	0,00%	1	1,06%
Morarano	3	3,19%	12	12,77%	4	4,26%	0	0,00%
Ambatolampy Bas	2	2,13%	9	9,57%	1	1,06%	0	0,00%
Total	11	11,70%	75	79,79%	5	5,32%	3	3,19%

Source : Enquête réalisée par l'auteur en Mai 2005

88% de la population ont accès aux médias (tableau 9), la répartition étant comme suit : 80% écoutent la radio, 5% regardent la télévision, et 3% lisent des journaux. Cependant, une grande partie des auditeurs rejoignent les 12% restant durant la période de soudure, faute de moyen pour acquérir des piles radios

Les fonctionnaires arrivent à suivre les trois journaux parlés de la radio chaque jour. Les femmes qui sont dispensées de travaux matinaux aux champs, et une partie des fonctionnaires retenus au travail à midi n'écoutent le journal parlé de la radio que deux fois par jour. Les autres ne peuvent suivre que dans la soirée après les longs travaux de champs. Ceux qui exercent des travaux hors de la Commune n'arrivent à écouter le journal parlé à la radio qu'une fois par semaine.

Quelques endroits sont desservis par les réseaux de téléphonie mobile Madacom et Orange mais les lecteurs de journaux, les usagers de service postal, et de service téléphonique doivent encore se déplacer dans le Chef lieu de District en cas de besoin.

Malgré le développement des infrastructures de communication, le taux d'acquisition d'information reste faible.

(c) Une faible capacité de stockage

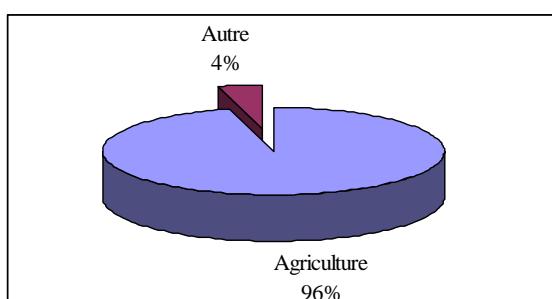
En matière d'infrastructures de stockage, une minorité de la population dispose de greniers. Les coins de murs et les combles sont utilisés à cet effet par la majeure partie de la population. Actuellement, aucun système de Grenier Communautaire Villageois (GCV) n'existe encore dans la Commune. Ceux qui sont intéressés doivent se déplacer soit à l'agence CECAM à Ambatondrakalavao, soit à la CECAM Ivon'Imerina à Ambatolampy.

3.2. Une prédominance de l'agriculture de subsistance

3.2.1.) Les activités agricoles

(a) Une population à majorité agricole

L'activité dans la Commune rurale de Morarano est présentée comme suit :



Source : Enquête réalisée par l'auteur en Mai 2005

Figure 6 : Activité de la population

L'activité principale dans la Commune Rurale de Morarano est l'agriculture car elle est pratiquée par 96% de ménage (figure 6). Les 4% restant travaillent soit dans les carrières, soit l'artisanat, la petite industrie, le commerce et l'administration.

Tableau 10 : Activité complémentaire

	Pratique d'activité complémentaire				Secteur d'activité complémentaire				Lieu d'exercice de l'activité complémentaire			
	Village	Oui	Non		I	II	III		Ambatolampy	Antananarivo	Dans l'île	
Ankorompotsy	5	5,32%	3	3,19%	0	0%	3	3,19%	2	2,13%	2	2,13%
Andriaminingodana	4	4,26%	12	12,8%	0	0%	2	2,13%	2	2,13%	0	0%
Belambo Est	2	2,13%	8	8,51%	0	0%	1	1,06%	1	1,06%	1	1,06%
Andohafarihy	6	6,38%	7	7,45%	0	0%	5	5,32%	1	1,06%	3	3,19%
Fierenana	8	8,51%	8	8,51%	0	0%	3	3,19%	5	5,32%	5	5,32%
Morarano	5	5,32%	14	14,9%	1	1,06%	2	2,13%	2	2,13%	3	3,19%
Ambatolampy Bas	7	7,45%	5	5,32%	0	0%	6	6,38%	1	1,06%	4	4,26%
Total	37	39,4%	57	60,6%	1	1,06%	22	23,4%	14	14,9%	18	19,1%
									3	3,19%	16	17%

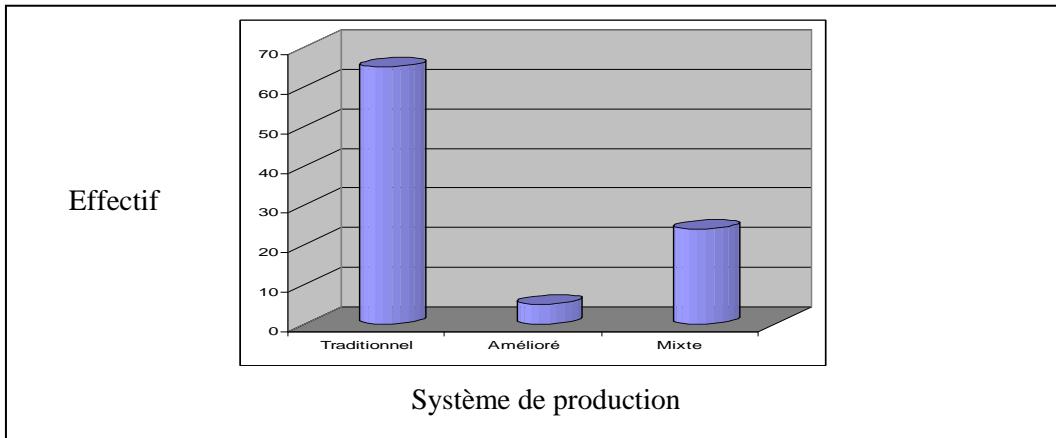
Source : Enquête réalisée par l'auteur en Mai 2005

39% de la population exercent des activités secondaires hors de l'agriculture, soit 3% dans le secteur primaire comme salariés agricoles, 59% dans le secteur secondaire notamment dans le domaine de la menuiserie et de la maçonnerie, et 38% exercent des activités tertiaires notamment le commerce ambulant. Les lieux d'exercice d'activités secondaires se répartissent comme suit : 49% dans le chef lieu de district, 43% dans tout Madagascar, et 8% à Antananarivo (tableau 10).

La pratique d'une activité secondaire permet d'améliorer le revenu familial. Il faudrait par conséquent former les gens pour qu'ils soient bien rémunérés.

(b) Une faible adoption de système de production amélioré

En 2005, les systèmes de production dans la Commune Rurale de Morarano sont ainsi répartis :



Source : Enquête réalisée par l'auteur en Mai 2005

Figure 7 : Systèmes de production agricole

Trois systèmes de production existent dans la Commune Rurale de Morarano (figure 7) : le système traditionnel pratiqué par 69% de la population, le système amélioré adopté par 5% de la population et le système mixte par 26% de la population.

Le système traditionnel consiste en repiquage en foule, plants âgés, peu de sarclages dans les rizières, et aux cultures sans courbe de niveau dans les collines, contrairement au système amélioré qui est basé sur la pratique du Système de Riziculture Intensive (SRI) et aux cultures en courbe de niveau avec rotation de culture et assolements.

Cette prédominance de culture traditionnelle s'explique par l'insuffisance de techniciens pour l'encadrement, de moyens de modernisation ainsi qu'une certaine attitude attentiste des paysans.

(c) Une faible capacité d'investissement agricole

Parallèlement à la représentation graphique précédente, 68% de la population se plaignent d'insuffisance de matériels et d'intrants agricoles, 29% se déclarent satisfaits, et 3% ont un niveau suffisant en moyens de production. La cherté du prix d'engrais et de pesticides constitue la principale récrimination. Seules les familles pratiquant les systèmes améliorés peuvent investir en intrants agricoles dans les quantités et qualités requises.

3.2.2.) La distribution

(a) Un faible réseau de distribution

Le marché est par définition le lieu de vente et d'échanges de différents produits. La fréquentation du marché de District par la population de la Commune Rurale de Morarano est répartie comme suit : 31% de la population vont au marché une fois par semaine, 47% vont au moins une fois par mois, 13% au moins une fois par trimestre, 3% une fois par semestre, et 6% une fois par an (tableau 11).

Tableau 11 : Fréquentation du marché par la population

Village	<i>1 fois par semaine</i>	<i>1 fois par mois</i>	<i>1 fois par trimestre</i>	<i>1 fois par semestre</i>	<i>1 fois par an</i>	
Ankorompotsy	1	<i>1,06%</i>	1	<i>1,06%</i>	5	<i>5,32%</i>
Andriamingodana	5	<i>5,32%</i>	6	<i>6,38%</i>	3	<i>3,19%</i>
Belambo Est	3	<i>3,19%</i>	7	<i>7,45%</i>	0	<i>0,00%</i>
Andohafarify	5	<i>5,32%</i>	7	<i>7,45%</i>	0	<i>0,00%</i>
Fierenana	5	<i>5,32%</i>	10	<i>10,64%</i>	1	<i>1,06%</i>
Morarano	7	<i>7,45%</i>	7	<i>7,45%</i>	2	<i>2,13%</i>
Ambatolampy Bas	3	<i>3,19%</i>	6	<i>6,38%</i>	1	<i>1,06%</i>
Total	29	<i>30,85%</i>	44	<i>46,81%</i>	12	<i>12,77%</i>
					3	<i>3,19%</i>
					6	<i>6,38%</i>

Source : Enquête réalisée par l'auteur en Mai 2005

Ainsi le marché du District est relativement fréquenté par la population, car il lui permet de s'approvisionner en matériels et intrants agricoles, en produits de première nécessité, en effets vestimentaires, ... en fonction de leur pouvoir d'achat, d'écouler les produits agricoles selon les périodes de récolte. Les hommes viennent y chercher et conclure des « contrats » de travail surtout dans le domaine de la briqueterie et de la maçonnerie. La fréquentation est moindre en saison des pluies car la route est en mauvais état et parce que c'est la période de soudure. A partir de fin mai début juin à l'époque des moissons et durant toute la saison fraîche, la foule y est beaucoup plus dense pour toutes « les transactions » sociales et économiques : vente de paddy, achat de bétail pour les cérémonies d'exhumation, contact de troupes folkloriques ...

(b) Une Commune dépourvue de marché communal

La Commune n'a pas encore de marché hebdomadaire comme habituellement en brousse. La population doit se ravitailler au marché communal des alentours notamment chaque lundi et jeudi à la Commune Urbaine d'Ambatolampy, et tous les mardis à la Commune Rurale d'Ambatondrakalavao.

D'autres marchés moins fréquentés par la population existent. Il s'agit des marchés d'Antanimasaka tous les lundis, d'Ambohipihalonana les mercredis, et de Belambo Andapa les Samedis. Les gens y viennent surtout pour disposer de trésorerie grâce à des petites ventes de produits, et s'acheter d'autres denrées, du pétrole lampant, du tabac à chiquer ...

Si telles sont les principales caractéristiques de Morarano, il convient de connaître les réponses de planification initiées à son échelle dans le but de valoriser rationnellement ses potentialités physiques, humaines et économiques, ainsi que dans le but de mieux exploiter ses infrastructures sociaux et économiques.

Chapitre II : Le PCD et le PADR : deux planifications complémentaires

En planification de développement, il est de plus en plus question de Plan Communal de Développement (PCD). Spécifiquement, en planification de développement rural, il faut se référer au Plan d’Action pour le Développement Rural (PADR). Pour une Commune Rurale, il s’agit donc à la fois de tenir compte du PCD et du PADR tel qu’il sera traité dans ce chapitre.

1. Le PCD : une planification spatiale

1.1. Madagascar à l’heure du PCD

1.1.1.) *Le PCD : contexte, définition*

(a) *L’initiative des PCD*

En 1993, Madagascar s’est engagé dans un processus de libéralisation qui fait appel à la promotion du rôle du secteur privé, à la participation des citoyens ou la « société civile » à la gestion des affaires publiques, et à l’intégration et la mobilisation de la population. Dans ce cadre, l’Etat a procédé à un réaménagement du pouvoir central qui vise "*des responsabilités et des principes d’autonomie effective des Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD)*"² selon la Constitution. (URFER S, 1996)

Depuis 1995, date de la première élection des maires et des conseillers municipaux, les Communes sont retenues comme niveau élémentaire de l’organisation publique territoriale. C’est aussi le niveau le plus avancé institutionnellement parlant. C’est ainsi que des partenaires techniques et financiers œuvrent à l’échelle communale et communautaire. Issues de ces partenariats, des communes sont déjà parvenues à élaborer et mettre en oeuvre leurs PCD avant 2002.

Depuis 2001, il est formellement exigé de toutes les Communes d’établir un PCD car les partenaires techniques et financiers se sont engagés à ne soutenir que les projets prévus dans les PCD. Pour capitaliser les expériences lors de l’élaboration des premiers PCD, un guide d’élaboration de PCD a été préparé en 2002 par le Secrétariat d’Etat chargé de la Décentralisation et du Développement des Provinces Autonomes. (Banque Mondiale, 2004)

² Loi 94 – 001 définit trois niveaux de CTD : 28 régions, 158 départements, et 1 392 communes

(b) *Le PCD, un outil de gestion communale*

« *Le PCD est un outil de gestion du développement de la Commune, et notamment, en termes de planification et de coordination des actions de développement au niveau de la commune.*

C'est un document cadre déterminant les buts que se fixe la Commune en matière de développement, la stratégie, les programmes et les projets pour les atteindre et les moyens de leur mise en œuvre ». (Secrétariat d'Etat chargé de la Décentralisation et du Développement des Provinces Autonomes, 2002)

1.1.2.) *Les différentes étapes d'élaboration d'un PCD*

L'élaboration d'un Plan Communal de Développement comprend cinq étapes (Annexe 4) à savoir la demande de la Commune, la sensibilisation et la présentation des conditions préalables au processus de planification, l'élaboration d'un plan, la mise en œuvre des activités planifiées, ainsi que le suivi, l'évaluation et la replanification.

Première étape : la Commune exprime sa demande d'une planification communale auprès d'un organisme d'appui. Une première rencontre entre les responsables communaux et cet organisme a ensuite lieu pour définir le contour du processus à initier et identifier les principaux points y afférents. Après accord des deux parties, on expose les conditions d'une planification participative telles que l'organisation logistique, la définition d'un premier planning d'intervention, la structuration de pilotage du processus,³ et la formation en cascade des principaux acteurs.

Deuxième étape : la Commune collecte les données de base et établit un état des lieux. L'organisation d'une table ronde, la convocation de réunions, le contact direct avec les personnes ressources sont requis pour atteindre le maximum de sensibilisation. Une analyse de la situation communale sera ensuite réalisée par les équipes de la Commune, les services techniques et les ONG. La considération du contexte social et économique et écologique terminera cette seconde étape.

³ Structuration Villageoise de Développement (SVD) et Structuration Communale de Développement (SCD), (PDFIV/MEF/GTZ, 2000)

Troisième étape : avant d'entrer dans l'élaboration de la planification communale proprement dite, une restitution des informations disponibles et de la collecte d'informations complémentaires sont encore nécessaires. Puis, on entame l'analyse des potentiels de la Commune, on étudie ses perspectives d'avenir, et on procède à l'analyse de problèmes. A partir de ce dernier point, on entre dans la recherche de solutions, la définition des priorités, l'alignement avec les planifications de niveau supérieur et la validation de la planification par la Commune.

Quatrième étape : elle consiste en la mise en œuvre des activités planifiées. Elle comprend la création des commissions techniques, la réalisation des activités planifiées ainsi que la recherche de financements extérieurs.

Cinquième et dernière étape : grâce aux indicateurs, le modérateur communal⁴ mesure l'avancement des actions prévues, identifie les problèmes rencontrés, et réoriente les activités. Chaque année, on mesure l'impact des actions réalisées en fonction de la situation de départ, et une replanification tenant compte des informations et expériences acquises doit être établie.

1.2. Morarano à son troisième PCD

La Commune Rurale de Morarano a été plus avancée par rapport à d'autres Communes de Madagascar en matière de planification communale, grâce à la présence et à l'intervention du PDFIV dans le District d'Ambatolampy. En 2000, elle a déjà disposé de son premier PCD, une année plus tard un autre PCD a été élaboré, et l'année 2004 une replanification de ces deux premiers PCD a été réalisée.

1.2.1.) Le premier PCD en 2000

Ce premier PCD a été élaboré en Avril 2000. C'est un fruit de collaboration entre la population de la Commune Rurale de Morarano, les représentations des services techniques locales, et le PDFIV.

Ce document comporte à la fois la monographie, l'analyse de situation communale, l'élaboration de l'image à long terme et les programmes et projets de développement à réaliser dans la Commune.

⁴ L'organisme d'appui choisi par la Commune en matière de planification

Au niveau de thèmes d'analyse, l'administration communale, les infrastructures routières, l'agriculture, l'élevage, l'éducation, la santé, la population, la femme, les jeunes, et les ressources naturelles ont été retenus comme grands thèmes de ce premier PCD.

1.2.2.) Le second PCD en 2001

Ce second PCD, élaboré en 2001, est un fruit de coopération entre la population de la Commune Rurale de Morarano, les représentations des services techniques locales, et cette fois ci avec le Service d'Appui à la Gestion de l'Environnement (SAGE).

Un PCD est normalement utilisé sur un laps de temps entre trois à cinq ans. Cependant, selon l'ex-adjoint au Maire, un second PCD a été élaboré après un an de réalisation pour une recherche de meilleure efficacité de la planification communale.

Malheureusement, aucun exemplaire de ce document n'a pu être retrouvé dans la Commune ni même à Antananarivo. C'est pourquoi il ne peut pas en être fait une description détaillée et les thèmes d'analyse ne sont pas connus.

1.2.3.) Le troisième PCD replanifié en 2004

L'atelier de replanification qui a donné lieu à ce troisième PCD a été réalisé en avril 2004. C'est le résultat d'un travail entre la population de la Commune Rurale de Morarano, les représentations des services techniques locales, et le Bureau du Secrétariat des Paysans (BSP)⁵. Ce dernier PCD replanifié contient trois documents séparés à savoir une monographie de la commune, le PCD replanifié, ainsi que l'évaluation du coût estimatif de chaque projet à réaliser entre 2004 – 2006.

Au niveau des thèmes d'analyse, l'éducation, la santé, le sport et les loisirs, la production, les ressources naturelles, la route et le transport, et la bonne gouvernance ont été retenus comme grands thèmes de ce dernier PCD.

⁵ Ou « Tsenam-baovaon'ny Tantsaha », c'est un organisme au service de paysans, opérationnel dans le District d'Ambatolampy depuis 2002

2. Le PADR : une planification sectorielle

2.1. Madagascar à l'heure du PADR

2.1.1.) *Le PADR : contexte, définition*

(a) *L'initiative du PADR*

L'action de développement rural au travers des projets et programmes de chaque Département Ministériel concerné est réalisée de façon non coordonnée et non intégrée, sans reconnaissance adéquate du rôle et du potentiel de tous les acteurs en milieu rural (secteur privé, organisations paysannes, organisations non gouvernementales ...). Cette action est sans recours suffisant au démembrlement de l'Etat dans les régions. Un document de politique pour le développement rural a été par conséquent élaboré en 1994. Une cellule d'analyse et de réflexion⁶ a été mise en place en 1995 au sein du Ministère d'Etat à l'Agriculture et au Développement Rural.

En Novembre 1996, la relation avec les Institutions de Bretton Woods a été reprise, et concrétisée par l'adoption du Document Cadre de Politique Economique (DCPE). Puis une élection présidentielle a eu lieu, une révision de la Constitution a été faite, une nouvelle structure du gouvernement a vu le jour caractérisée par un éclatement du département chargé du développement rural en plusieurs Ministères⁷.

En Novembre 1997, un atelier de révision de la politique du développement rural s'était tenu et une version provisoire d'un document intitulé « Contribution à la Stratégie du développement rural à Madagascar – Améliorer les conditions de vie en milieu rural », a été présentée aux responsables des départements ministériels concernés, aux personnes issues de la société civile et aux partenaires techniques et financiers. Après cet atelier, la Banque Mondiale aurait souhaité que le Gouvernement élabore un Plan d'Action pour le Développement Rural qui pourrait être présenté sous forme de programmes à un groupe consultatif des Bailleurs de fonds.

⁶ Unité de Politique de Développement Rural (UPDR)

⁷ Ministères de l'Economie et des Finances, Ministère de l'Agriculture, Ministère de l'Elevage, Ministère des Eaux et Forêts, Ministère de l'Environnement, Ministère de la Recherche Scientifique, Ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Ville, Secrétariat d'Etat chargé de la Pêche et des Ressources Halieutiques, (Primature/EPP PADR, 2002)

(b) *Le PADR : un cadre référentiel et un processus*

Le PADR est à la fois un cadre référentiel et un processus :

- (1) *Le PADR est un cadre permettant de concevoir, définir et orienter les stratégies et les programmes de développement rural à Madagascar. Il est retenu comme PLAN D'ACTION NATIONAL et sert de référentiel à tous les programmes et projets de développement rural.*
- (2) *Le PADR est élaboré suivant un processus participatif d'identification, de planification et de priorisation des actions à mener pour le développement rural. Il vise la mise en œuvre, et le suivi des mesures, programmes et projets scientifiques, initiés par les structures administratives, avec la participation du secteur privé, des groupements associatifs des paysans et des diverses ONG.*
(Primature/EPP PADR, 2001)

2.1.2.) Les différentes étapes d'élaboration du PADR

Le processus PADR⁸ est formé par les interrelations de missions entre les structures suivantes : l'Equipe Permanente de Pilotage du Plan d'Action pour le Développement Rural (EPP/PADR), les Groupes Thématiques Centraux (GTC), le Groupe de Travail pour le Développement Rural (GTDR), et le Comité Interministériel d'Orientation et de Validation (CIOV) (Annexe 5)

*(a) *La mission de pilotage**

L'Equipe Permanente de Pilotage (EPP)⁹ est chargée de :

- Recenser, diagnostiquer, et examiner les politiques et programme de développement sectoriel existant
- Enregistrer et examiner les propositions émanant du secteur privé, ONG et différents groupements associatifs paysans
- Harmoniser les interventions des différents partenaires au développement régional et national

⁸ Institutionnalisé par le décret 99-022 du 20 janvier 1999, modifié par le décret 2003 – 095 du 02 septembre 2003, (Primature/EPP PADR et Cellule FORMAFED, 2004)

⁹ Article 5 et 7 du décret 99-022 : L'EPP est composée d'un représentant du Premier Ministre, des Secrétaires Généraux des départements ministériels concernés par le développement Rural, ainsi que des personnes issues du secteur privé et du secteur public, choisies en raison de leur compétence particulière, (Primature/EPP PADR, 2002)

- Appuyer l'intégration des projets d'investissement privé dans le contexte de la programmation du développement rural
- Initier la programmation participative régionale pour le développement régional.

Elle a pour mission de mettre en place les Groupes de Travail pour le Développement Rural Régional (GTDR), animer tous les ateliers de synthèse des travaux de ces groupes. L'EPP est assistée d'un Secrétariat Permanent (S/P).

(b) Le Groupe de Travail pour le Développement Rural Régional (GTDR)

Dans le cadre du processus PADR initial, Madagascar est divisé en 20 régions agro écologiques et avec des GTDR¹⁰ correspondant (Annexe 6).

Comme les GTDR constituent l'élément clé de l'axe de régionalisation de l'approche PADR et que le développement rural a des aspects économiques et sociaux, une formulation de Programmes Régionaux de Développement Rural (PRDR) a été nécessaire. C'est pourquoi, dans la 1^{ère} phase de leurs travaux, les GTDR ont été principalement appelés à :

- Prendre connaissance et faire l'inventaire des projets et programmes en cours d'exécution dans leurs régions respectives
- Etablir un système de relation avec ces projets et programmes de telle sorte que les GTDR soient informés des activités et des résultats
- Faire l'inventaire des besoins de la région en terme de développement rural et essayer de les prioriser dans le cadre d'un PRDR
- Formuler des projets et activités nécessaires pour mettre en œuvre le PRDR, ou pouvant être proposés au financement des Bailleurs de fonds ou introduits dans le PIP ou mis en œuvre directement par le secteur privé.

En Juillet 2001, des premières versions de document de base des 20 GTDR intitulés « le référentiel régional et le PRDR » ont été élaborées par les GTDR avec l'appui de consultants ou de bureaux d'étude. Ces documents sont ensuite exploités par l'EPP/PADR pour que les résultats puissent être intégrés éventuellement dans le référentiel national, dans le cadre d'élaboration de la version 2001 du PADR. Les PRDR sont par la suite édités et restitués aux GTDR, ils leur servent de document de travail dans leurs activités territoriales.

¹⁰ Le GTDR est composé de 5 collèges : Les Organisations Paysannes, les opérateurs privés intervenant dans la région, les autorités décentralisées (Province, Préfet, Sous-préfet, Maire), les projets et programmes intervenant dans la région y compris les ONG, les services déconcentrés des ministères chargés du développement rural, (Primature/EPP PADR et Cellule FORMAFED, 2004)

(c) *Les Groupes Thématiques Centraux (GTC)*

Les GTC sont composés de personnes issues d'horizon divers aussi bien du secteur public que privé. Ils sont appelés à mener des réflexions sur des thèmes spécifiques « transversaux ». Les objectifs sont semblables pour le GTC et le GTDR.

Les GTC doivent formuler des propositions d'intervention de type interventionnel, de type législatif, ou de type programme ou des projets qui sont requis pour atteindre les objectifs du secteur rural.

Quelques thèmes spécifiques ont été traités au cours des ateliers des GTC : intensification agricole durable, appui à la professionnalisation de l'agriculture, sécurisation foncière, réforme institutionnelle et décentralisation, transport rural et irrigation, fiscalité agricole, mécanisation agricole.

(d) *La mission d'orientation et de validation :*

Le Comité Interministériel d'Orientation et de Validation (CIOV) est présidé par le Premier Ministre et composé des Ministres concernés par le développement rural. Ce comité est érigé pour valider le PADR proposé par l'EPP/PADR et pour orienter les activités de cette dernière.

2.2. Morarano à son deuxième PRDR

La Commune Rurale de Morarano en tant que subdivision administrative du district d'Ambatolampy a connu un changement au niveau rattachement. Au départ elle faisait partie du GTDR d'Imerina Centrale, et depuis la mise en place des régions, elle est désormais rattachée au GTDR du Vakinankaratra.

Comme le Plan Régional de Développement Rural (PRDR) est la traduction du PADR au niveau régional, la Commune Rurale de Morarano se trouve par conséquent concernée par deux PRDR : un premier PRDR de la région Imerina Centrale élaboré en 2001, et un second PRDR de la région du Vakinankaratra venant juste d'être actualisé en 2005.

2.2.1.) *Le premier PRDR de l'Imerina Centrale en 2001*

Ce PRDR était élaboré en Mai 2001 par l'EPP/PADR avec la contribution du bureau d'étude « Savaivo ».

Ce document concerne les Fivondronana suivants : Ambatolampy, Ambohidratrimo, Ankazobe, Anjozorobe, Antananarivo Renivohitra, Antananarivo Avaradrano, Antananarivo Atsimondrano, Andramasina, et Manjakandriana.

Au niveau du contenu, ce document contient les principaux produits porteurs, les principales contraintes et opportunités au développement, le tableau d'analyse des problèmes, et le tableau de synthèse des activités identifiées dans la région d'Imerina Centrale en fonction des orientations et axes stratégiques du PADR.

2.2.2.) *Le second PRDR du Vakinankaratra en 2005*

Ce PRDR a été actualisé en Février 2005 par le GTDR en collaboration avec la Direction Régionale de Développement Rural (DRDR) du Vakinankaratra et avec la participation des représentants des acteurs de développement Rural sous la direction du Chef de Région du Vakinankaratra.

Ce nouveau document concerne les districts suivants Ambatolampy, Antanifotsy, Faratsiho, Antsirabe I et II, et Betafo.

Au niveau du contenu, ce document contient un tableau de synthèse des problématiques, des axes stratégiques et des actions à mener dans la Région du Vakinankaratra en fonction du contexte de développement rural actuel : référentiel PADR, objectifs¹¹ fixés dans la Politique Générale de l'Etat (PGE) du Ministère de tutelle (Ministère de l'Agriculture de l'Elevage et de la Pêche) pour l'année 2005, la vision Madagascar Naturellement¹², ainsi que la directive de Monsieur le Président de la République pour les Maires dans la Région du Vakinankaratra¹³.

¹¹ 13% d'augmentation de la production rizicole, 35% d'augmentation des produits d'exportation, 80% de bovidés vaccinés, 30% de chefs de ménage enregistrés et 100% de dossier foncier informatisé dans 5 régions

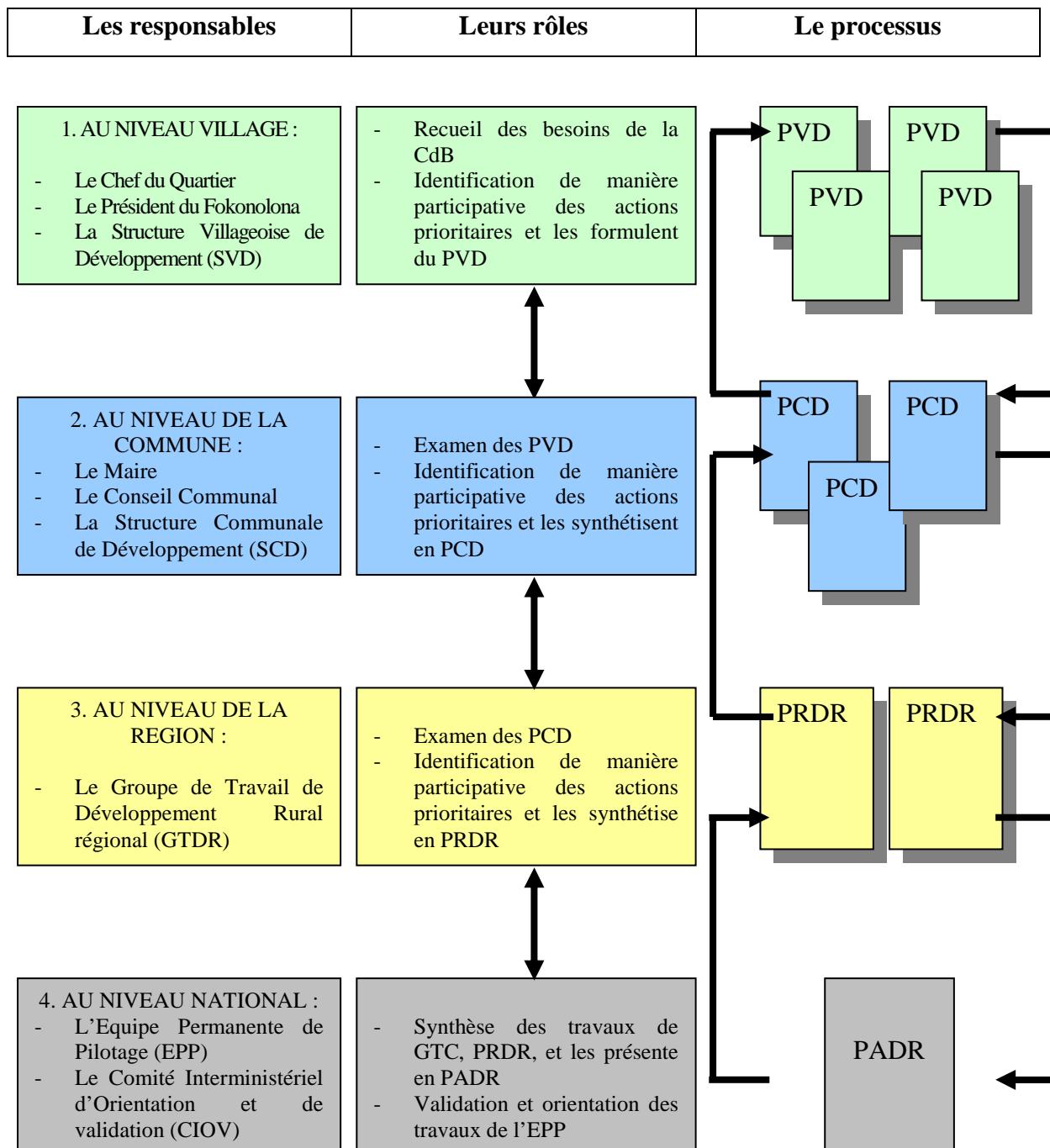
¹² Promotion de deux filières jugées prioritaires pour chaque Région dont le riz, les fruits et les légumes pour la Région Vakinankaratra

¹³ Augmentation de 50 ha de surface rizicole par Commune à partir de l'année 2005

3. Le PCD et le PADR : les articulations d'intervention

3.1. Madagascar : l'heure de planification à double sens

La figure 8 résume les articulations d'intervention entre le Plan Communal de Développement (PCD) et le Plan d'Action pour le Développement Rural :



Source : Primature/EPP PADR & CELLULE FORMFED, 2004

Figure 8 : Les responsables, leurs rôles respectifs et le processus PADR

3.1.1.) Les responsables aux divers échelons du territoire

D'après la figure 8, il existe quatre niveaux d'intervention avec quatre responsables respectifs dans le processus PADR.

Au niveau du Village, les responsables sont composés par le Chef de quartier, le Président du « Fokonolona », et la Structure Villageoise de Développement (SVD).

Au niveau de la Commune, les responsables sont formés par le Maire, le Conseil Communal, et la Structure Communale de Développement (SCD).

Au niveau de la Région, les responsables sont constitués par le Groupe de Travail pour le Développement Rural régional (GTDR).

Au niveau National, les responsables sont formés par l'Equipe Permanente de Pilotage (EPP), et le Comité Interministériel d'Orientation et de Validation (CIOV).

3.1.2.) De l'identification des besoins à la formulation du plan

Parallèlement au niveau d'intervention, chacun des responsables a son rôle respectif. Au niveau du Village, ils identifient les besoins de la communauté de base de même que les actions prioritaires avec ceux qui permettent cette identification et les formulent en Plan Villageois de Développement ou PVD.

Les responsables au niveau de la Commune déterminent les priorités avec la SCD et les synthétisent en un Plan Communal de Développement ou PCD.

Les responsables au niveau régional examinent les PCD, identifient avec les GTDR les priorités et les synthétisent en un Programme Régional de Développement Rural ou PRDR.

Au niveau national, l'EPP assure la synthèse des travaux des GTC et ceux relatifs aux PRDR et présente le PADR pour validation et orientation au CIOV.

3.1.3.) Analyse verticale et horizontale du PCD et du PADR

En analyse verticale, la mise en œuvre du processus PCD et PADR accorde une place importante aux populations rurales majoritaires aux différents échelons allant du Village à la Région à travers les organisations paysannes. Cette conception tient compte de la déclaration de l'ONU – FAO, 1991 «*Dans les dernières décennies, nombre de gouvernements, d'organismes de développement et d'organisations gouvernementales ont pris conscience qu'avec les méthodes imposées par le haut, qui ont traditionnellement caractérisées par les stratégies de développement, il a rarement été possible d'atteindre les ruraux pauvres, ou d'œuvrer dans leur intérêt.*

(FAO, 1992).

En analyse horizontale, le processus fait appel à « une administration une et servante caractérisée par une nécessité de coordination à tous les échelons de l'administration, (...) dans le but de servir c'est-à-dire satisfaire le mieux possible les besoins de tous les malgaches et de les aider à réaliser dans tous les domaines l'idéal difficile exigeant (...) » (RUFFEL, 1962)

En considérant les deux sens d'analyse, on peut dire que le processus vise la synergie entre les aspirations de la population et les objectifs nationaux « les aspirations sont par définition des besoins ressentis et ce sont les plus souvent à court, ou moyen terme, alors que les objectifs nationaux visent à satisfaire des besoins réels, pas toujours ressentis parce que non immédiats, ils s'inspirent d'un long terme, et d'une vision de l'avenir » (Anonyme, 1962).

3.2. Morarano, l'exemple concret d'une désarticulation

3.2.1.) L'existence non systématique de Plan Villageois de Développement

Il n'y a que quelques villages du District d'Ambatolampy qui possèdent effectivement un Plan Villageois de Développement (PVD) depuis l'implantation du BSP à Ambatolampy. Aucun village en possède dans la Commune Rurale de Morarano. Pourtant, le PVD est un document de base pour l'élaboration d'un Plan Communal de Développement (PCD).

3.2.2.) Un changement anticipé de Plan Communal de Développement

L'examen du PCD est préalable avant toute autre étape de planification de niveau supérieur, du fait que ce document contient des informations de base. Cependant, dans la Commune Rurale de Morarano, les dirigeants ont procédé à un changement anticipé du PCD de la Commune en 2001. Par conséquent, toute autre planification basée sur le PCD 2000 devrait faire l'objet de mise à jour en fonction de la dernière version.

3.2.3.) Une mise à jour incomplète du Plan Régional du Développement Rural

L'élaboration ou la mise à jour du PRDR devrait être normalement précédée d'un examen de tous les PCD dans la région concernée. Cependant, le PRDR 2005 du Vakinankaratra a été élaboré plutôt indépendamment, ou tout au moins sans prise en compte systématique des PCD. Vu l'urgence de disposer rapidement du PRD au niveau du Chef de Région, les techniciens du développement rural sur place n'ont pas pu procéder autrement.

Conclusion partielle

Dans cette partie nous avons vu l'existence d'une volonté politique de l'Etat de résoudre les problèmes perçus à différente échelle. Le PCD et le PADR sont la traduction spatiale de cette volonté à l'échelle spatiale et sectorielle.

En fait, tant pour la population que pour les dirigeants, il s'agit surtout de connaître, de vivre et de maintenir un réel essor de leur localité. Or, si les outils prévus à cet effet sont disponibles en théorie, il y a aussi lieu d'examiner la mise en œuvre sur le terrain. C'est l'objet de la partie suivante que nous allons aborder maintenant.

DEUXIEME PARTIE :
DISTORTIONS ENTRE PLANIFICATION ET REALISATION

Chapitre III : Le PCD et le PADR : écarts entre la conception et la mise en œuvre

Nous venons de présenter que le PCD et le PADR sont articulés et complémentaires, nous allons pouvoir faire ressortir dans la partie suivante que des écarts subsistent entre la conception et la mise en œuvre de ces deux planifications de développement, au détriment d'un développement effectif sur terrain.

1. Le PCD et le PADR : décalage de connaissance et d'appropriation

1.1. Une faible connaissance de plans par la population

1.1.1.) La connaissance des plans

Dans la Commune Rurale de Morarano, après l'élaboration de trois PCD, 55,32% de la population en ont entendu parler, dont 20,21% en une seule reprise, tandis que 44,68% de la population n'ont jamais connu son existence (croquis 6).

En dépit des efforts de sensibilisation à travers l'organisation de tables rondes, ou de réunions, et le contact direct par les personnes ressources, il faut encore informer et mobiliser presque la moitié de la population.

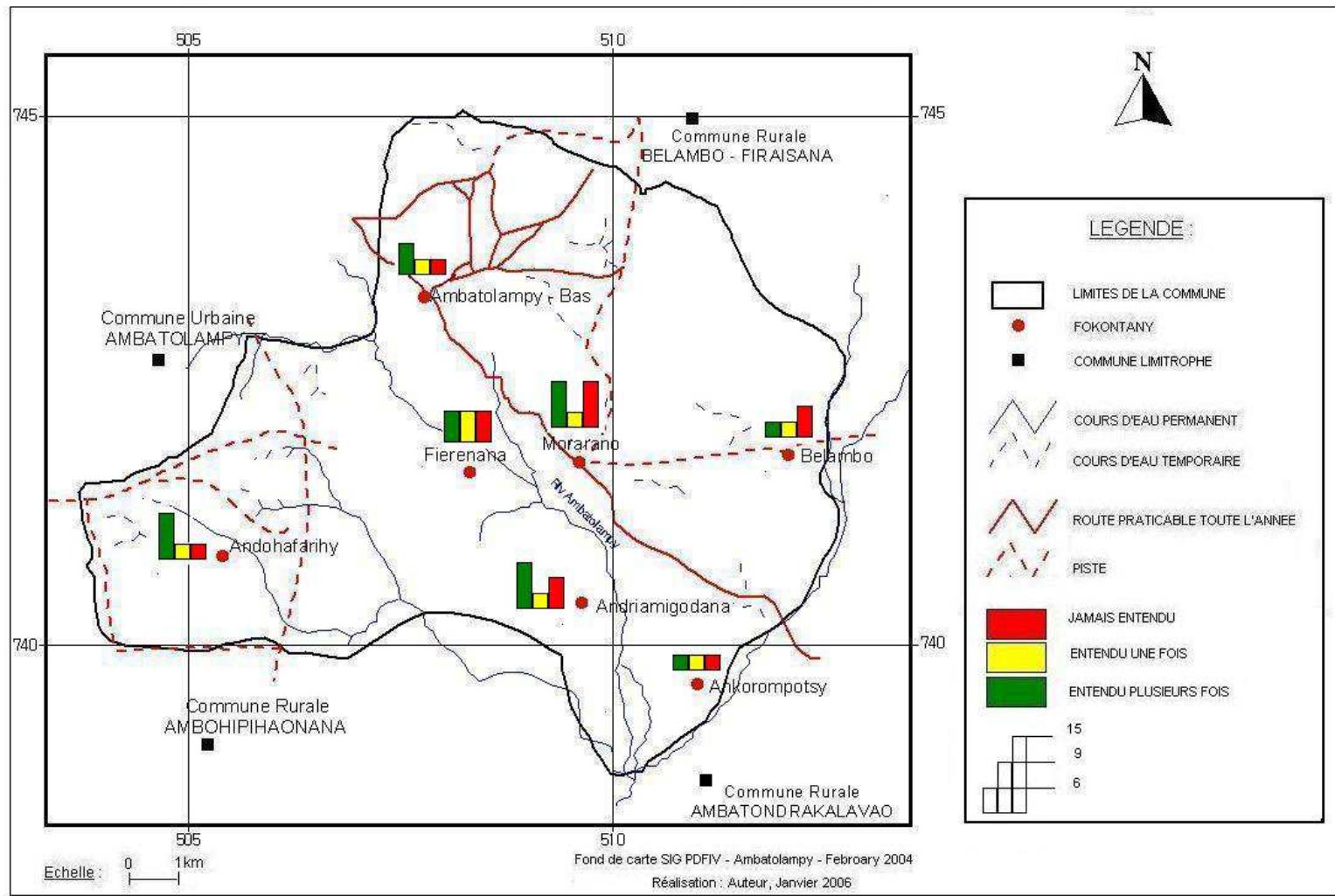
Six ans après la création du PADR, 40,43% de la population en ont entendu parler, à une seule reprise pour 20,21%, 59,57% ignorent complètement ce qu'est le PADR (croquis 7).

Malgré les efforts de coordination des activités au niveau des projets et programmes de développement rural, l'intégration des différents acteurs en milieu rural dans le processus PADR, ainsi que le recours aux services de démembrement de l'Etat dans les régions, près de 60% de la population dans la Commune Rurale de Morarano restent encore ainsi à sensibiliser sur l'existence du PADR.

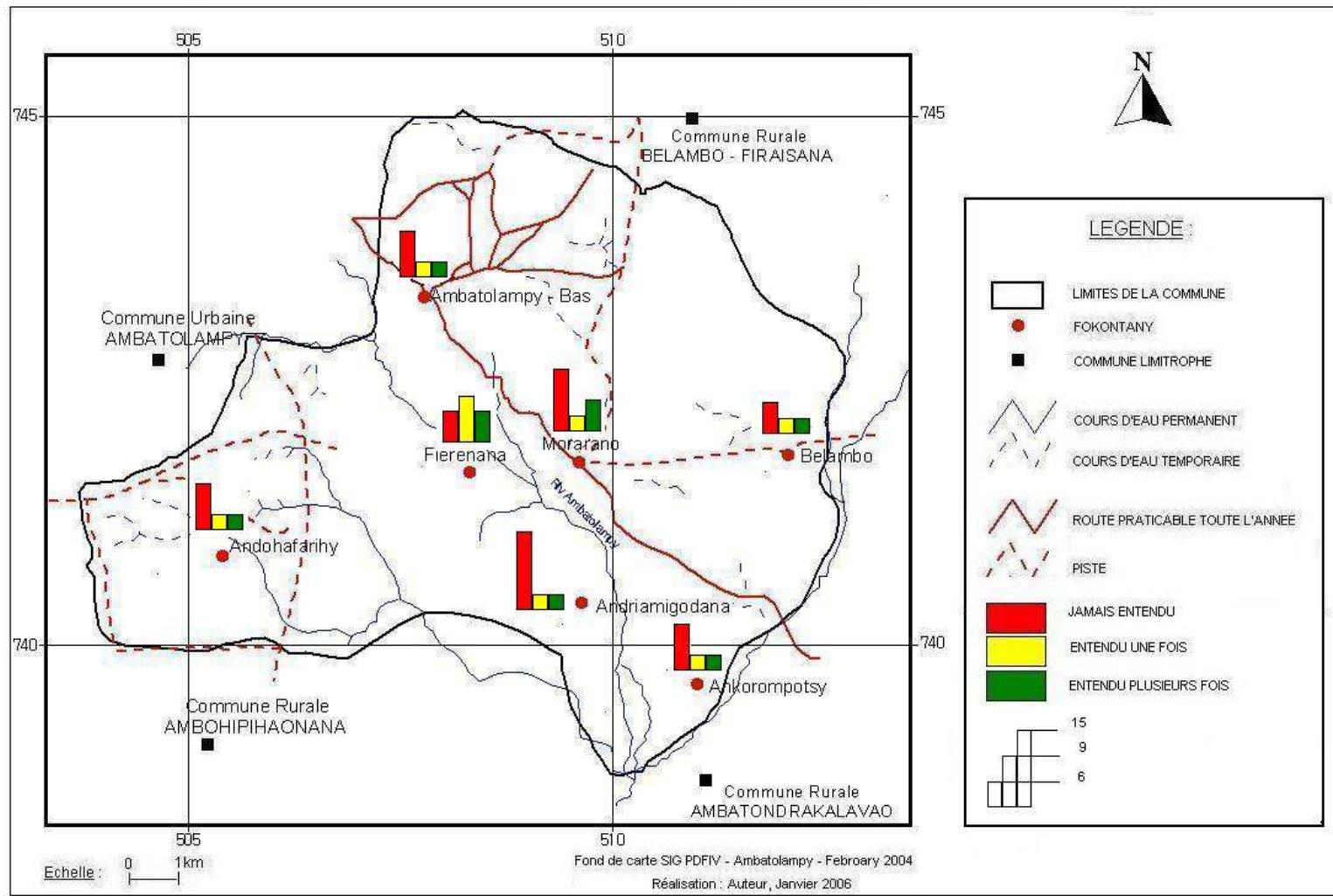
En comparaison, 45% de la population n'ont jamais entendu parlé de plans de développement en milieu rural pour une Commune Rurale située à proximité immédiate du Chef lieu de District d'Ambatolampy et desservie par plusieurs moyens de communication.

Des deux plans PCD et PADR, le PCD est connu par 15% de la population en plus par rapport au PADR. Cette lacune peut engendrer un risque dans la mise en œuvre des plans, tels que l'authenticité des actions prévues, et la mobilisation générale de la population pour la réalisation des actions qui nécessitent un « investissement humain ». « ... *Si les villageois choisissent eux-mêmes l'action à mener il y a une forte chance que l'action corresponde à un besoin réel ressenti par la communauté et les réalisations seraient garanties, il permet de réaliser des actions à faible coût « investissement humain » ...* » (Anonyme, 1984)

Croquis 6 : Connaissance du PCD par la population



Croquis 7 : Connaissance du PADR par la population



1.1.2.) La connaissance du contenu des plans

La connaissance du contenu de ces plans dépend beaucoup du degré d'instruction du chef de ménage, c'est pourquoi nous allons voir tout d'abord le niveau d'étude atteint par les chefs de ménage dans la Commune Rurale de Morarano en 2005.

Tableau 12 : Niveau d'étude atteint par les chefs de ménage

Village	EPP		CEG		Lycée		Enseignement Supérieur		Autres	
Ankorompotsy	6	6,38%	2	2,13%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
Andriamingodana	9	9,57%	4	4,26%	3	3,19%	0	0,00%	0	0,00%
Belambo Est	5	5,32%	4	4,26%	0	0,00%	1	1,06%	0	0,00%
Andohafarihy	11	11,70%	0	0,00%	1	1,06%	0	0,00%	1	1,06%
Fierenana	7	7,45%	5	5,32%	1	1,06%	2	2,13%	1	1,06%
Morarano	8	8,51%	5	5,32%	5	5,32%	0	0,00%	1	1,06%
Ambatolampy Bas	6	6,38%	1	1,06%	1	1,06%	0	0,00%	4	4,26%
Total	52	55,32%	21	22,34%	11	11,70%	3	3,19%	7	7,45%

Source : Enquête réalisée par l'auteur en Mai 2005

55,32% des chefs de ménage n'ont suivi que des études primaires, 22,34% ont été au CEG, 11,70% ont fréquenté le Lycée, et 3,19% ont accédé à l'enseignement supérieur. Les 7,45% restant ont suivi une formation technique, ou n'ont jamais fréquenté l'école (tableau 12).

La scolarisation en milieu rural dépend beaucoup du moyen des parents, c'est pourquoi la majorité des chefs de ménage actuels n'ont pu suivre que des études primaires. Ils ont été appelés d'une manière anticipée à aider leurs parents dans les travaux de champs face aux nombreuses difficultés qu'ils ont traversées : surnombre d'enfants en charge des parents, cherté des effets scolaires, éloignement des infrastructures scolaires ...

Nous allons voir l'état de connaissance du contenu des plans par les chefs de ménage. Nous allons prendre le cas du PCD vu la proximité de l'échelle et son aspect encore récent dans la Commune :

Tableau 13 : Connaissance du contenu du PCD 2004

Village	<i>Mis au courant après un rapport</i>		<i>Mis au courant mais sans rapport</i>		<i>Non mis au courant</i>	
Ankorompotsy	1	1,06%	0	0,00%	7	7,45%

Village	<i>Mis au courant après un rapport</i>		<i>Mis au courant mais sans rapport</i>		<i>Non mis au courant</i>	
Andriamingodana	4	<i>4,26%</i>	0	<i>0,00%</i>	12	<i>12,77%</i>
Belambo Est	4	<i>4,26%</i>	1	<i>1,06%</i>	5	<i>5,32%</i>
Andohafarihy	5	<i>5,32%</i>	0	<i>0,00%</i>	8	<i>8,51%</i>
Fierenana	3	<i>3,19%</i>	1	<i>1,06%</i>	12	<i>12,77%</i>
Morarano	8	<i>8,51%</i>	0	<i>0,00%</i>	11	<i>11,70%</i>
Ambatolampy Bas	4	<i>4,26%</i>	0	<i>0,00%</i>	8	<i>8,51%</i>
Total	29	<i>30,85%</i>	2	<i>2,13%</i>	63	<i>67,02</i>

Source : Enquête réalisée par l'auteur en Mai 2005

67,02% de la population n'ont pas entendu la suite donnée à l'atelier PCD 2004, 30,85% ont entendu les programmes à réaliser pour le compte de leur propre village après un rapport, et 2,13% en ont entendu d'une manière informelle (tableau 13).

Ainsi, la majorité de la population dans cette plus petite Commune Rurale du District d'Ambatolampy ne sont plus au courant de la suite de l'atelier tenu en 2004, ils ignorent totalement les futures réalisations de leur territoire. Le peu de personnes qui connaissent le PCD ont eu leurs informations d'un rapport officiel par ceux qui ont participé à l'atelier ainsi que leurs proches.

1.2. Une faible intégration dans les Organisations Paysannes

1.2.1.) Une faible capacité d'organisation

En 2004, il existait 23 organisations paysannes dans la Commune Rurale de Morarano (tableau 14). Fierenena tient la première place avec 30,43% des associations, suivie par Ambatolampy Bas avec 26,09%, Belambo Est avec 17,39%, Morarano et Ankorompotsy avec 8,70% et enfin Andohafarihy et Andriamingodana avec 4,35%

Tableau 14 : Organisations paysannes en 2004

Village	Nombre des OP		Effectif des membres	
Ankorompotsy	2	<i>8,70%</i>		<i>0,00%</i>
Andriamingodana	1	<i>4,35%</i>	10	<i>5,38%</i>
Belambo Est	4	<i>17,39%</i>	29	<i>15,59%</i>

Village	Nombre des OP		Effectif des membres	
Andohafarihy	1	4,35%		0,00%
Fierenana	7	30,43%	54	29,03%
Morarano	2	8,70%	22	11,83%
Ambatolampy Bas	6	26,09%	71	38,17%
Total	23	100%	186	100%

Source : Auteur, Janvier 2006

La plupart de ces associations sont constitués dans le secteur agricole, pour des activités d'agriculture améliorée par le biais d'un appui technique, d'une gestion de réseau hydro agricole, l'usage d'engrais et de semences améliorées. Quelques associations sont dans le secteur de l'élevage et de la pêche pour des activités d'élevage de vache laitière (photo 4), et de rizipisciculture.

Une minorité d'associations intervient en faveur de la femme et de l'enfant par le biais d'échange et de recherche de nouvelles recettes de cuisine, la contribution au paiement de salaires des enseignants ainsi que l'appui à la construction de nouveaux bâtiments scolaires.



Cliché : Auteur, Mai 2005

Photo 4 : Pratique de culture fourragère d'une Organisation paysanne à Fierenana

Parmi les 16 associations qui ont fourni des statistiques, 186 personnes sont membres d'organisations paysannes dans la Commune, soit un effectif moyen de 12 membres par association (tableau 14). En moyenne, sur les 3 879 personnes entre 18 et 60 ans, 20,85% sont membres d'organisations paysannes. En d'autres termes, 10% des ménages adhèrent à une

organisation paysanne sur les 1 784 ménages dans la Commune. 79,15% des ménages n'ont pas adhéré pour diverses raisons : absence d'animateur, faute de temps, par crainte, à cause de l'échec des autres organisations paysannes ...

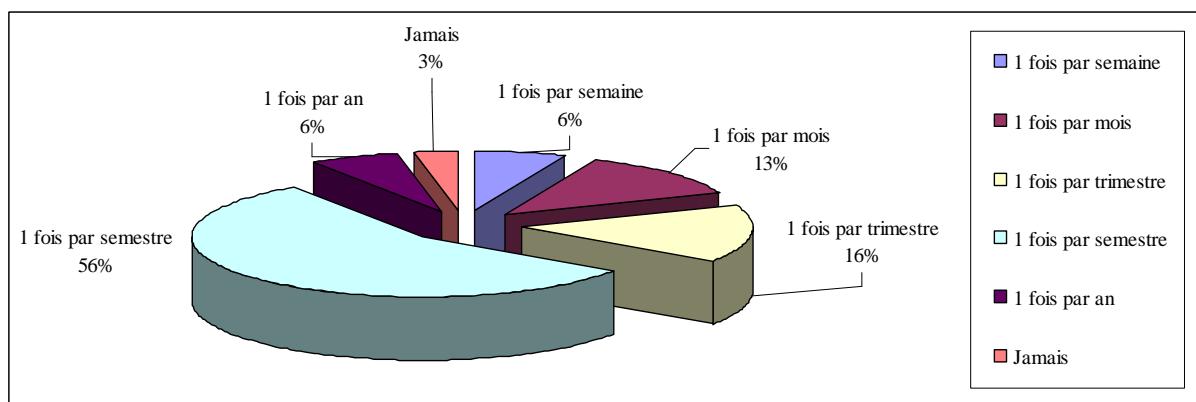
1.2.2.) Une structuration encore récente

D'après les données du Conseiller de Développement Rural en 2004, les 23 organisations paysannes dans la Commune Rurale de Morarano ont été constituées entre 1994 et 2004. Les années 1998, et 2004 ont connu le plus fort taux de constitution avec 21,74% des associations créées, contre 4,35% en 1994 et 1999.

L'année 1994 a marqué le lancement des organisations paysannes dans la Commune, ce qui explique les premières implantations aux alentours du Chef lieu du district. En 1998, ce mouvement a connu son apogée, grâce à l'expérience acquise par certains membres pionniers en matière de procédure administrative.

Depuis 1999, le nombre d'organisations paysannes a connu une baisse, et l'initiative de constitution n'a repris qu'en 2004 avec l'opération « engrais » ainsi que les projets financés par le Projet de Soutien au Développement Rural (PSDR)¹⁴.

Ce caractère récent de structuration joue un rôle important dans le fonctionnement des associations.



Source : Enquête réalisée par l'auteur en Mai 2005

Figure 9 : Fréquence des participations aux réunions des membres d'organisations paysannes

¹⁴ Projet de financement en milieu rural sous tutelle du Ministère de l'Agriculture de l'Elevage et de la Pêche

La fréquence de réunion est comme suit : deux fois par an pour les membres, et en fonction de circonstances pour les membres de bureau.

L'objet de ces réunions porte sur la gestion des affaires courantes, le montage de projets, le rapport d'avancement de travaux, ainsi que la visite de techniciens. L'élaboration de projets telle que la réception de fournitures et matériels : engrains, semences ... et de travaux : bâtiments, barrages ... intéresse le plus les membres voire les personnes non adhérentes.

D'après la figure 9, les membres des organisations paysannes dans la Commune Rurale de Morarano participent aux réunions selon une fréquence variable : 56,25% une fois par semestre, 15,63% une fois par trimestre, 12,5% une fois par mois, 6,25% une fois par semaine et 6,25% une fois par an, et 3,13% ne viennent jamais aux réunions.

Ainsi, plus de 50% des membres d'organisations paysannes ne se réunissent que deux fois par an, alors que les organisations paysannes jouent un rôle important dans l'élaboration et la mise en œuvre du PCD et du processus PADR. Elles interviennent dans l'inventaire des besoins des groupements et communautés de base, la synthèse et la transmission de ces besoins au niveau de la Commune ou du GTDR, la proposition des orientations, des moyens et stratégies pour la résolution des problèmes, ainsi que la participation à la définition des éléments nécessaires au suivi-évaluation et à l'actualisation des actions engagées.

Le processus de planification en milieu rural n'est pas encore acquis par la population malgré tout. Par conséquent, un effort de sensibilisation sur l'existence de ces deux plans et sur la nécessité de s'organiser en association s'avèrent nécessaires.

2. La Structure Communale de Développement : un exemple des carences d'organisation

2.1. Une composition insuffisamment conçue

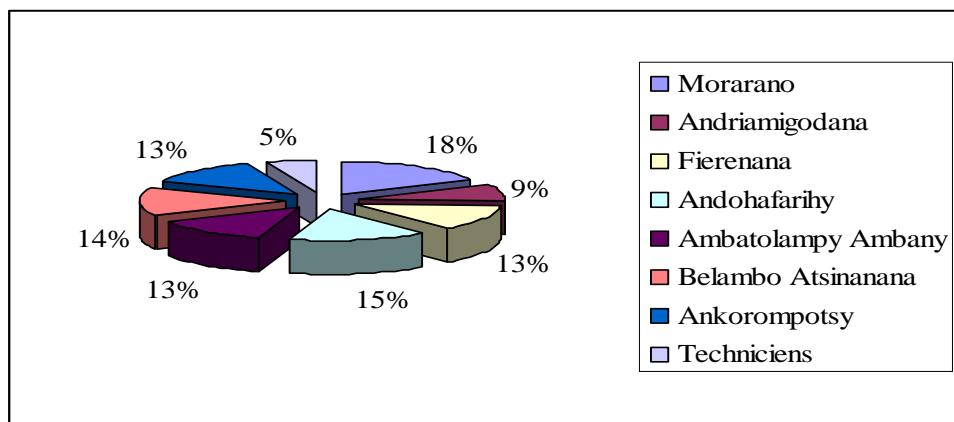
2.1.1.) Le nombre de participants

La SCD joue le rôle de structure de concertation surtout en matière de priorisation des activités face aux diverses attentes de la population dans la Commune. Les membres de la SCD de la Commune Rurale de Morarano ont été convoqués dans un atelier de replanification du PCD 2000 et 2001 qui a eu lieu dans le Chef lieu de la Commune les 26, 27, 28 et 30 avril 2004.

Si le nombre de participants à cet atelier de replanification a été fixé par la Commune à 12 représentants par village, seuls trois villages ont respecté cette organisation : Ambatolampy Bas, Ankorompotsy et Fierenana (figure 10).

Trois autres villages ont envoyé plus de 12 représentants : Andohafarihy, Belambo Est et Morarano.

Un village qui tient la seconde place par sa population n'a pas rempli son quota : Andriamingodana, à cause de l'organisation paysanne et des problèmes de succession de ses dirigeants. (Annexe 8)



Source : Monographie de la Commune Rurale de Morarano, 2004

Figure 10 : Répartition de participants à l'atelier PCD 2004

Le surnombre s'explique respectivement par un problème d'information du à l'éloignement, un taux élevé d'organisations paysannes, et un rôle en tant que chef lieu de la Commune¹⁵.

¹⁵ Lieu de résidence de tous les représentants des services déconcentrés de l'Etat, ainsi que d'autres personnes jugées ressources pour le développement de la Commune.

En fait, cette composition ne tient pas compte de l'importance de la population par village. Par ailleurs, il y a absence du collège des opérateurs économiques et du collège des ONG, projets programmes travaillant dans la zone d'étude, par rapport aux collèges GTDR.

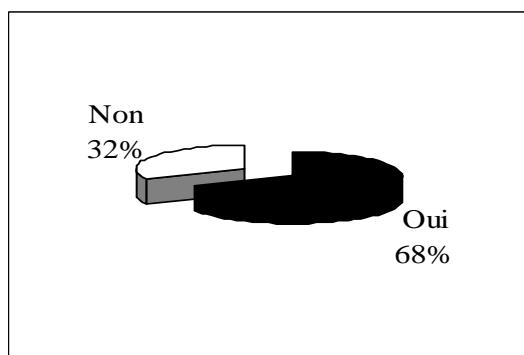
2.1.2.) Choix des participants

Ont été présents à l'atelier de replanification PCD en avril 2004 : des premiers responsables de la Commune et des villages, des représentants de services déconcentrés de l'Etat à majeure partie constitués par des enseignants, ainsi que des représentants des organisations paysannes. 15% d'entre eux sont âgés de moins de 35 ans, 72% entre 35 et 60 ans, et 13% des participants ont plus de 60 ans selon la monographie 2004. Sur le plan genre, 23% de ses participants sont de sexe féminin. Compte tenu de la jeunesse de la population, le nombre de participants de moins de 35 ans n'est pas suffisant pour représenter les jeunes de la Commune.

Le président du village a été obligé de désigner les participants du village d'Ankorompotsy compte tenu du nombre important d'analphabètes dans son territoire. Ce critère ne devrait pas constituer un facteur d'entrave à notre avis. Ils appartiennent aux organisateurs de s'en accommoder. Dans d'autres villages, les responsables locaux ont aussi désigné leurs représentants faute d'élection.

2.2. Des participants insuffisamment organisés

Sur un plan préparatoire, 68,18% des participants ont effectué une préparation avant l'atelier de replanification du PCD en 2004 (figure 11). Cette préparation consiste surtout à identifier les problèmes, et les actions prioritaires dans chaque village. La recherche de solution et de moyens de mise en œuvre des activités ont été cependant laissée en marge.



Source : Enquête réalisée par l'auteur en Mai 2005

Figure 11 : Préparation des participants avant l'atelier de replanification

La plupart des participants exceptés ceux qui ont déjà pris part aux premières planifications se sont mépris sur la portée des activités prioritaires. La réalisation de programmes revient à la Commune et au modérateur communal.

Plus du quart des participants n'a pas suivi de préparation alors qu'ils jouent un rôle important pour la troisième étape de planification ; à savoir l'analyse des potentiels, la définition des perspectives, l'analyse des problèmes, la projection de solutions, la définition des priorités, l'alignement avec les planifications de niveau supérieur ainsi que la validation de la planification.

Face à cette situation, une première formation en matière de gouvernance locale (Golo) a été lancée en mai 2005 dans la Commune pour le responsable communal et le responsable de village. Cette formation rentre dans le cadre du partenariat entre la Commune Rurale de Morarano et le programme « Sahan’Asa Hampandrosoana ny eny Ambanivohitra » (SAHA)¹⁶ Imerina. Elle vise le renforcement de capacité des dirigeants en matière de gouvernance.

Pendant l'atelier de replanification du PCD en avril 2004, certains participants n'ont pas pu rester jusqu'au bout en raison de l'éloignement de leur domicile par rapport au chef lieu de la Commune, ainsi que la durée de l'atelier qui leur a pris quatre jours d'absence aux champs alors qu'on était en pleine période de moisson.

En ce qui concerne le PCD, le niveau de connaissance varie suivant l'ancienneté des membres de la SCD. 22,73% ont un niveau élevé : ils étaient présents depuis la première planification. 40,91% ont un niveau moyen : ils ont pris part depuis la seconde planification. 36,36% ont un niveau insuffisant : ce sont les nouveaux venus de la dernière replanification (figure 12).

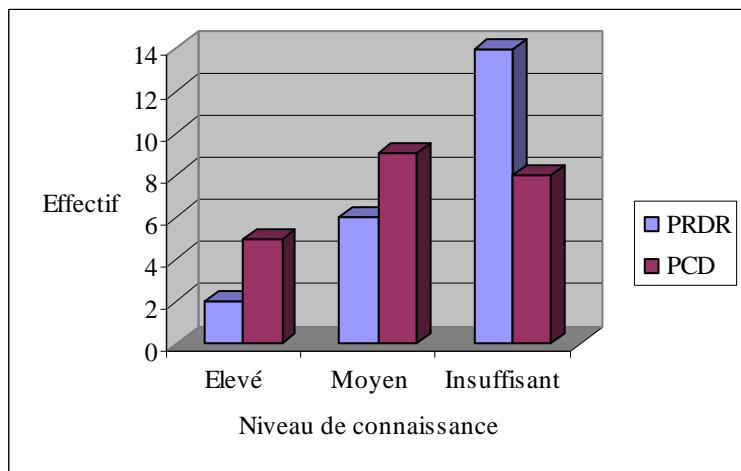
Malgré l'expérience acquise par la majorité des participants lors des deux premières planifications, il n'y a plus eu de réunion ordinaire dans la Commune.

En ce qui concerne le PRDR, le niveau de connaissance varie non pas en fonction de l'ancienneté dans la participation aux ateliers mais en fonction de la connaissance des

¹⁶ Un programme de l'Inter coopération Suisse travaillant dans trois régions de Madagascar : Imerina, Betsileo et Menabe

actualités. 9,09% des participants ont un niveau élevé de connaissance du PRDR, 27,27% ont un niveau moyen, et 63,64% ont un niveau insuffisant (figure 12).

Cette lacune en connaissance du PRDR constitue un certain handicap pour la Commune en matière d'articulation du PCD au PRDR ainsi qu'aux autres planifications de niveau supérieur.



Source : Enquête réalisée par l'auteur en Mai 2004

Figure 12 : Niveau de connaissance du PCD et du PRDR par les membres de la SCD

Malgré l'existence des deux premières planifications du PCD dans la Commune Rurale de Morarano, des lacunes ont été constatées au niveau des membres de la SCD. Par conséquent, la révision de la composition des membres de la SCD et le renforcement de capacité de ces derniers sont prioritaires.

3. Le PCD et le PADR : insuffisance d'alignement

3.1. Une démarche insuffisamment cohérente

3.1.1.) *La démarche ascendante*

La démarche adoptée lors de l’élaboration du PCD 2004 passe par l’évaluation des deux dernières planifications, l’analyse des problèmes de mise en œuvre, l’élaboration de vision de la population concernant le développement, l’analyse des problèmes et définition des priorités.

Les problèmes ont été traités selon les ordres social, économique, environnemental, et le problème de gouvernance.

Les priorités ont été hiérarchisées à court, moyen et long terme dans six grands domaines : l’éducation, la santé, les sports et loisirs, la production, les ressources naturelles, les routes, le transport et la bonne gouvernance.

3.1.2.) *La démarche inverse*

La démarche adoptée lors de l’élaboration du premier PRDR en 2001 a débuté par la classification des contraintes qui seront ensuite validées et l’élaboration des diagrammes de problèmes. On a procédé ensuite à l’identification des logiques d’intervention, et celle des activités avec leurs localisations et échéanciers respectifs.

Les contraintes ont été réparties en deux catégories : contraintes principales et contraintes spécifiques. Ces dernières sont ensuite classées suivant les orientations et les axes stratégiques du PADR.

Les activités ont été classées en fonction des orientations PADR, des résultats attendus, des objectifs spécifiques, ainsi que des objectifs globaux.

3.2. Des programmes insuffisamment alignés

3.2.1.) *Du PCD au PADR*

Etant donné que le District d’Ambatolampy fait partie de l’ancien GTDR d’Imerina Centrale, et dans la mesure où il n’y a pas encore de mise à jour officielle des 20 PRDR sortis en 2001, nous avons pris comme référence le PRDR d’Imerina Centrale 2001.

93% des programmes inscrits dans le PCD 2004 de la Commune Rurale de Morarano, à réaliser sur une période triennale, sont déjà alignés avec le PRDR 2001 de la Région Imerina Centrale. (tableau 15)

Tableau 15 : Intégration des programmes PCD 2004 dans le PRDR 2001

Domaines	Programmes PCD 2004	Programmes inclus dans le PRDR 2001	Programmes non inclus dans le PRDR 2001
D1	29	26 <i>16,15%</i>	3 <i>1,86%</i>
D2	30	27 <i>16,77%</i>	3 <i>1,86%</i>
D3	49	49 <i>30,43%</i>	0 <i>0,00%</i>
D4	11	10 <i>6,21%</i>	1 <i>0,62%</i>
D5	27	26 <i>16,15%</i>	1 <i>0,62%</i>
D6	15	12 <i>7,45%</i>	3 <i>1,86%</i>
	161	150 93,17%	11 6,83%

Source : Auteur, Septembre 2005

Les programmes suivants, classés par rapport aux grands domaines de l'atelier de replanification du PCD 2004 (Annexe 10) ne sont pas inscrits dans le PRDR 2001 :

D1 : Le suivi de santé des élèves, la mise en place d'une école préscolaire et de cantine scolaire

D2 : La lutte contre le sida, le planning familial, et la campagne de vaccination

D4 : La gestion et l'exploitation de ressources minières : or, argent, cristal, basalte, granite, roche volcanique

D5 : L'organisation d'un transport propre à la Commune

D6 : La lutte contre la corruption, et l'autopromotion

Cette faible différence d'alignement entre le PCD 2004 de la Commune Rurale de Morarano avec le PRDR 2001 de la région Imerina Centrale semblerait résulter de l'absence de mise à jour de ce dernier document. Les parties manquantes ont trait aux sujets d'actualité qui restent à incorporer dans le référentiel régional PRDR.

3.2.2.) Du PADR au PCD

47% de programmes inscrits dans le PRDR 2001 de la Région Imerina Centrale sont alignés avec le PCD 2004 de la Commune Rurale de Morarano (tableau 16).

Tableau 16 : Prise en compte des programmes PRDR 2001 dans le PCD 2004

Orientations	Axes stratégiques PADR	Programmes PRDR	Programmes traduits dans le PCD	Programmes non traduits dans le PCD
O1	2	4	2 <i>3,51%</i>	2 <i>3,51%</i>
O2	3	14	6 <i>10,53%</i>	8 <i>14,04%</i>
O3	3	23	12 <i>21,05%</i>	11 <i>19,30%</i>
O4	2	4	2 <i>3,51%</i>	2 <i>3,51%</i>
O5	3	12	10 <i>17,54%</i>	2 <i>3,51%</i>
	13	57	27 <i>47,37%</i>	30 <i>52,63%</i>

Source : Auteur, Septembre 2005

Les programmes suivants classés par rapport aux axes stratégiques PADR (Annexe 10) ne sont pas repris dans ce dernier PCD :

A1 : Le développement du système audio-scripto-visuel en milieu rural, la mise en place de banque de données, l'élaboration et la révision du cadre juridique et réglementaire, l'appui à la diffusion et à l'application des textes législatifs et réglementaires.

A2 : La création et le renforcement de capacité des OP et OPA, l'étude des filières des principaux produits porteurs, la promotion des PME/PMI agricoles, la privatisation et la valorisation des actifs publics, la promotion et l'appui aux organismes privés d'encadrement des producteurs, la restructuration du système d'enseignement et de formation agricole, le développement des produits d'exportation, le développement de systèmes de financement adaptés au monde rural

A3 : Le renforcement de la recherche en amélioration variétale, la recherche sur les filières non conventionnelles, la recherche sur la lutte biologique contre le acridiens, la recherche sur la gestion et l'aménagement des pêcheries et de l'aquaculture, le développement de l'agro-alimentaire, la recherche sur l'utilisation et la transformation des produits agricoles, la santé animale, la santé végétale, la gestion de l'espace, l'élaboration de plans d'aménagement du milieu rural, le développement et la gestion des autres infrastructures rurales

A4 : La promotion des moyens de transport rural, la mise en place d'un système d'alerte et de surveillance des catastrophes

A5 : L'extension et le renforcement des structures administratives de sécurité, la création d'emploi

La grande différence d'alignement entre le PRDR 2001 et le PCD 2004 s'explique par la méconnaissance de la population du PRDR, en particulier des participants à l'atelier de replanification du PCD en 2004 et du fait que certains programmes de grande envergure tels que les programme de réforme ou de recherche, ... ne sont pas contrôlé par le programme communal.

Pourtant, certains programmes devront figurer dans le PCD au titre de création et renforcement de capacité des organisations paysannes, extension et renforcement des structures administratives de sécurité, et création d'emploi ...

Ainsi des écarts dans la mise en œuvre du PCD et du PADR existent. Afin de compléter ce travail, nous allons voir maintenant les réalisations effectuées dans le cadre du PCD et du PADR dans la Commune Rurale de Morarano.

Chapitre IV : Le PCD et le PADR : écarts entre la priorisation et la réalisation

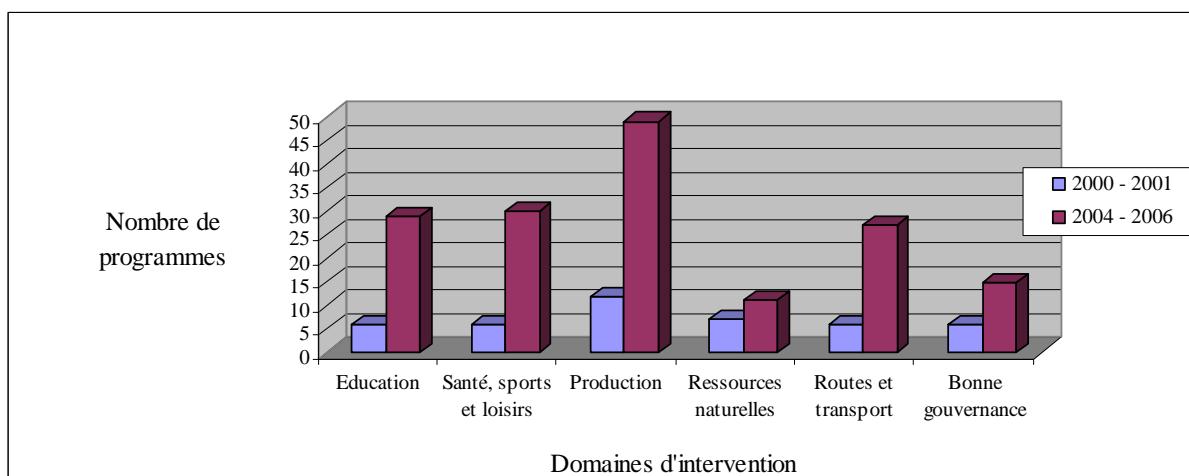
L'examen de la monographie 2004, et les résultats des travaux que nous avons effectués sur terrain en mai 2005 permettant de dégager les constats ci-après en termes de mise en œuvre d'actions de planification au sein de la Commune Rurale de Morarano :

1. Le PCD et le PADR : une forte priorisation de programmes

1.1. Un quadruplement du programme PCD

1.1.1.) *Les priorisations en 2000 et 2001*

43 programmes ont été inscrits dans les deux premiers PCD de la Commune Rurale de Morarano (figure 13). Ces programmes sont prévus être réalisés entre les années 2000 à 2004.



Source : Monographie de la Commune Rurale de Morarano, 2004

Figure 13 : Les programmes au PCD de la Commune Rurale de Morarano

Le programme production tient la première place avec 27,91% des programmes à réaliser, suivi du programme ressources naturelles avec 16,28% et en troisième position les programmes éducation, santé, sports et loisirs, route et transport, et en dernière position la bonne gouvernance avec 13,95%.

L'agriculture est la base des activités de la population de la Commune Rurale de Morarano, parce que la rubrique « production » tient plus du quart des programmes à réaliser.

Le programme ressources naturelles tient la seconde place vu la liaison entre les activités de production et la conservation des ressources naturelles, et le rôle joué par SAGE¹⁷ en tant que modérateur dans la Commune en 2001

¹⁷ En 2001, le programme SAGE a initié l'approche PCD « vert et genre ». Il s'agit d'un PCD soucieux de la protection de l'environnement et de l'intégration de l'approche genre dans la planification.

1.1.2.) Les priorisations en 2004

161 programmes ont été inscrits dans le PCD replanifié de la Commune Rurale de Morarano en 2004 (figure 13). Ces programmes ont presque quadruplé par rapport aux priorisations des deux premiers PCD, leur réalisation étant prévue pour la période 2004 et 2006.

Le programme production tient encore la première place avec 30,43% des programmes à réaliser, suivi des programmes santé, sports et loisirs avec 18,63%, puis du programme éducation avec 18,01%, du programme routes et transport avec 16,77%, du programme bonne gouvernance avec 9,32% et en dernière position le programme ressources naturelles avec 6,83%.

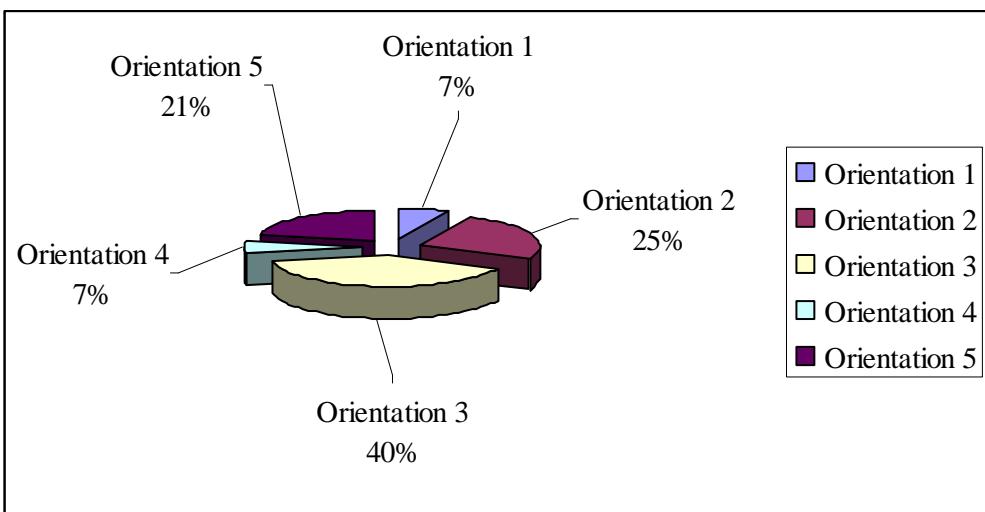
La part importante du programme production s'explique de la même façon que celles des premiers PCD. La place obtenue par le programme santé, sports et loisirs, éducation ainsi que les routes et transport s'explique par les répercussions respectives des actions de chaque département ministériel à savoir la campagne de vaccination nationale, le programme « Education Pour Tous », et le programme de construction routière.

Le recul des programmes « bonne gouvernance » et « ressources naturelles » s'explique par le retrait de SAGE dans le rôle de modérateur communal. Il est aussi du à l'uniformisation d'approche après l'édition du guide d'élaboration de Plan Communal de Développement en juin 2002, par le Secrétariat d'Etat chargé de la Décentralisation et du Développement des Provinces Autonomes.

1.2. Un doublement du programme PRDR

1.2.1.) Les priorisations en 2001

57 programmes à réaliser ont été inscrits dans le PRDR de la Région Imerina Centrale en 2001. 40,35% de ces programmes appartiennent à l'orientation (3) : accroissement et promotion de la production agricole avec une utilisation optimale ainsi qu'une gestion durable des ressources et des infrastructures. 24,56% de programmes appartiennent à l'orientation (2) : incitation de l'émergence des acteurs économiques partenaires pour le développement rural. 21,05% appartiennent à l'orientation (5) : développement des infrastructures sociales en vue d'améliorer l'accès aux services sociaux. 7,02% appartiennent respectivement à l'orientation (1) : assurance d'une bonne gestion du monde rural par la définition et la mise en œuvre des réformes institutionnelles et du cadre réglementaire et à l'orientation (4) : assurance d'une disponibilité alimentaire suffisante dans toutes les régions (figure 14).



Source : PRDR de la Région Imerina Centrale 2001

Figure 14 : Les programmes PRDR 2001 de la Région Imerina Centrale

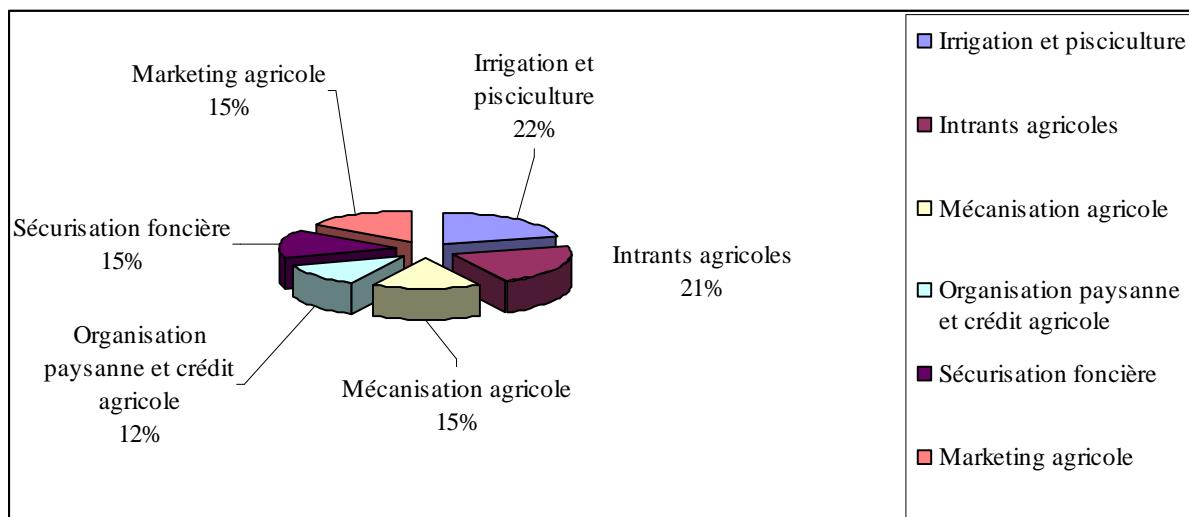
Le premier objectif en milieu rural étant d'accroître et de promouvoir la production agricole, la majorité de programmes à réaliser dans ce PRDR sont concentrées dans l'orientation (3). Par ailleurs, comme la Région d'Imerina Centrale concentre la plupart des opérateurs économiques présents dans la capitale, les programmes dans l'orientation (2) détiennent la seconde place. Comme cette région est assez pourvue en matières d'infrastructures sociales, les programmes dans l'orientation (5) se situent en troisième position. Les programmes dans l'orientation (1) et (4) qui impliquent l'intervention du niveau national, et interrégional sont placés en dernière position.

Le programme production reste la première préoccupation de ces deux planifications même si le terme utilisé varie d'un plan à l'autre, domaines pour le PCD, et orientations pour le PRDR.

1.2.2.) Les priorisations en 2005

32 programmes ont été recensés dans ce PRDR réactualisé en Février 2005 par la Direction Régional du Développement Rural¹⁸ du Vakinankaratra dans le cadre de la préparation du Programme Régional de Développement (PRD) de la Région du Vakinankaratra. 6 grands domaines d'intervention ont été retenus dont l'irrigation et la pisciculture, les intrants agricoles, la mécanisation agricole, l'organisation paysanne et le crédit agricole, la sécurisation foncière ainsi que le marketing agricole (figure 15).

¹⁸ Direction qui représente le Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche au niveau Régional



Source : PRDR de la Région Vakinankaratra, 2005

Figure 15 : Les programmes PRDR 2005 de la région Vakinankaratra

Vu l'urgence de disposer le PRD, la démarche adoptée pour mettre à jour le PRDR a été différente du processus classique PADR. Néanmoins, le domaine de la production reste prépondérant aux différents échelons et zones de planification : PCD de la Commune Rurale de Morarano, PRDR de la Région Imerina Centrale, et PRD du Vakinankaratra.

A chaque replanification, les actions prioritaires augmentent toujours mais sans que les moyens de mise en œuvre accompagnent nécessairement. Or pour atteindre des résultats visibles, le programme doit être assorti de moyens de réalisation.

2. Le PCD et le PADR : des moyens non proportionnels aux priorisations

2.1. Des moyens humains et techniques insuffisants

2.1.1.) Une équipe technique de proximité mais encore insuffisante

La gestion de la Commune incombe à deux entités : le Conseil Communal et le Bureau Exécutif. Le Conseil Communal est composé de quatorze membres soit un président, un vice président, deux rapporteurs et 10 conseillers. Le Conseil prend par décision/délibération les grandes orientations de développement de la Commune, et adopte le budget communal. Le Bureau Exécutif est formé de trois membres soit le Maire et ses deux adjoints. Le Bureau Exécutif exécute les délibérations de Conseil Communal, prépare le budget communal et gère la Commune.

Au niveau du village, l'administration revient au Chef quartier et aux Présidents de « Fokonolona ». L'équipe du Chef quartier est composée de trois membres soit un Chef de quartier et deux adjoints désignés par le Ministère de l'Intérieur et de la Réforme Administrative. Cette équipe intervient sur le plan administratif, économique, social, sécurité publique, éducation, culture, environnement et infrastructures. L'équipe du Président du « Fokonolona » est composée au moins de huit membres, soit un président, un vice président et six membres de commissions élus au suffrage universel. Cette équipe intervient sur le plan économique, social et culturel, finance et sécurité.

4 techniciens des Ministères de l'Education Nationale et de l'Enseignement Supérieur (MENRS), de la Santé et du Planning Familial (MSPF), de l'Intérieur et de la Réforme Administrative (MIRA), et de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche (MAEP) en font aussi partie.

Le chef de Zone d'Animation Pédagogique (ZAP), et le chef du CSB II résident dans la Commune. En revanche, le Délégué Administratif d'Arrondissement (DAA) et le Conseiller en Développement Rural (CDR) n'y travaillent que certains jours de la semaine, parce qu'ils s'occupent aussi d'autres Communes.

Par rapport au collège du service technique du GTDR, trois ministères n'ont pas de représentants jusqu'au niveau communal. Il s'agit des Ministères de l'Economie, des Finances et du Budget, de la Décentralisation et de l'Aménagement du Territoire, et de l'Environnement, des Eaux et Forêts. Le Ministère de l'Intérieur et de la Réforme Administrative, et celui de la Santé et du Planning Familial qui ne sont pas associés au PADR y sont représentés. Par conséquent, une réflexion mérite d'être menée suite à ce contexte de présence des services de proximité de l'Etat à l'échelle du territoire.

2.1.2.) Une population active au développement

Les responsables de village convoquent deux réunions par an en moyenne auxquelles participent toute personne âgée de 18 ans et plus. Dans le cas où le village bénéficie d'un travail de partenariat, la population peut être cependant convoquée au fur et à mesure de l'état d'avancement des travaux.

Tableau 17 : Participation de chefs de ménage aux réunions

Village	Régulièrement		Irégulièrement		Jamais	
Ankorompotsy	6	6,38%	2	2,13%	0	0,00%
Andriamingodana	15	15,96%	1	1,06%	0	0,00%
Belambo Est	10	10,64%	0	0,00%	0	0,00%
Andohafarify	12	12,77%	0	0,00%	1	1,06%
Fierenana	12	12,77%	4	4,26%	0	0,00%
Morarano	15	15,96%	2	2,13%	2	2,13%
Ambatolampy Bas	10	10,64%	2	2,13%	0	0,00%
Total	80	85,11%	11	11,70%	3	3,19%

Source : Enquête réalisée par l'auteur en Mai 2005

85,11% des chefs de ménage assistent régulièrement aux réunions, 11,70% y prennent part de manière irrégulière, et les 3,19% restant n'y assistent jamais (tableau 17). La seconde tranche est formée par les chefs de ménages qui pratiquent des activités hors de la Commune. Le dernier groupe est caractérisé par les chefs de ménage âgés, ou des mères célibataires. Ces gens préfèrent travailler plutôt que de se réunir.

Les moyens de participation de la population au développement sont ainsi répartis : 61,70% en main d'œuvre, 17,02% à travers des matériels telle la charrette et de la main d'œuvre, 13,83% par le biais de matériels, 6,38% à l'aide de main d'œuvre et en argent, et enfin 1,06% sous forme d'argent (tableau 18).

Tableau 18 : Moyens de participation de la population au développement

Village	Matériel		Main d'œuvre		Argent		Matériel et main d'œuvre		Main d'œuvre et argent	
Ankorompotsy	0	0,00%	1	1,06%	1	1,06%	2	2,13%	4	4,26%
Andriamingodana	3	3,19%	9	9,57%	0	0,00%	3	3,19%	1	1,06%

Village	<i>Matériel</i>		<i>Main d'œuvre</i>		<i>Argent</i>		<i>Matériel et main d'œuvre</i>		<i>Main d'œuvre et argent</i>	
Belambo Est	1	<i>1,06%</i>	7	<i>7,45%</i>	0	<i>0,00%</i>	2	<i>2,13%%</i>	0	<i>0,00%</i>
Andohafarihy	2	<i>2,13%</i>	11	<i>11,70%</i>	0	<i>0,00%</i>	0	<i>0,00%</i>	0	<i>0,00%</i>
Fierenana	4	<i>4,26%</i>	8	<i>8,51%</i>	0	<i>0,00%</i>	4	<i>4,26%</i>	0	<i>0,00%</i>
Morarano	2	<i>2,13%</i>	12	<i>12,77%</i>	0	<i>0,00%</i>	4	<i>4,26%</i>	1	<i>1,06%</i>
Ambatolampy Bas	1	<i>1,06%</i>	10	<i>10,64%</i>	0	<i>0,00%</i>	1	<i>1,06%</i>	0	<i>0,00%</i>
Total	13	<i>13,83%</i>	58	<i>61,70%</i>	1	<i>1,06%</i>	16	<i>17,02%</i>	6	<i>6,38%</i>

Source : Enquête réalisée par l'auteur en Mai 2005

La population participe aux travaux communautaires en fonction de leurs propres moyens : main d'œuvre ou matériel et suivant leur disponibilité soit deux demi-journées par semaine. Certaines personnes de bonne volonté apportent à la fois une contribution en main d'œuvre et en matériel. Quant à ceux qui ne participent pas aux travaux, ils sont sanctionnés d'une amende de 1 500 Ariary.

La réhabilitation ou la construction de routes, l'assainissement ou le creusement de canaux d'irrigation, ainsi que toute autre forme de travail qui requiert une main d'œuvre et des matériels font l'objet de travaux communautaires dans la Commune Rurale de Morarano. Seuls les hommes ou leurs représentants suffisent pour les travaux communautaires (photo 5).



Cliché : Auteur, Mai 2005

Photo 5 : Un travail communautaire de construction routière à Ankorompotsy

La participation aux réunions, la mise à disposition de main d'œuvre et de matériels comme la charrette constituent un atout pour la Commune Rurale de Morarano en matière d'actions de développement. Les réalisations restent toutefois précaires à cause de la discontinuité des travaux et le caractéristique physique du milieu qui fragilise rapidement les constructions.

2.2. Des moyens matériels et financiers insuffisants

2.2.1.) Des efforts d'équipement encore insuffisant

Si le bureau de la Commune a été réhabilité, le mobilier reste encore insuffisant et peu adéquat. Le personnel travaille encore avec des machines à écrire vétustes alors que le local est déjà électrifié.

Aucun village ne dispose encore de local malgré la présence des matériaux de construction dans les villages. Les bureaux sont intégrés dans le logement des présidents avec un minimum d'équipement : une table, une chaise, un cahier, un stylo, de l'encre et un tampon.

Faute de moyen, le personnel de la Commune et des villages se déplace par ses propres moyens : motocyclette, bicyclette, pied et parfois taxi-brousse, pour effectuer les tâches à l'intérieur de la Commune, dans le Chef lieu de District et dans la Capitale le cas échéant.

On rencontre le même problème pour le service déconcentré de l'Etat, sauf pour le Chef ZAP qui vient de recevoir un kit de la part du Ministère de tutelle comprenant une bicyclette et une machine à écrire. Le CDR quant à lui possède une motocyclette mais son budget de carburant ne suffit pas pour couvrir ses déplacements.

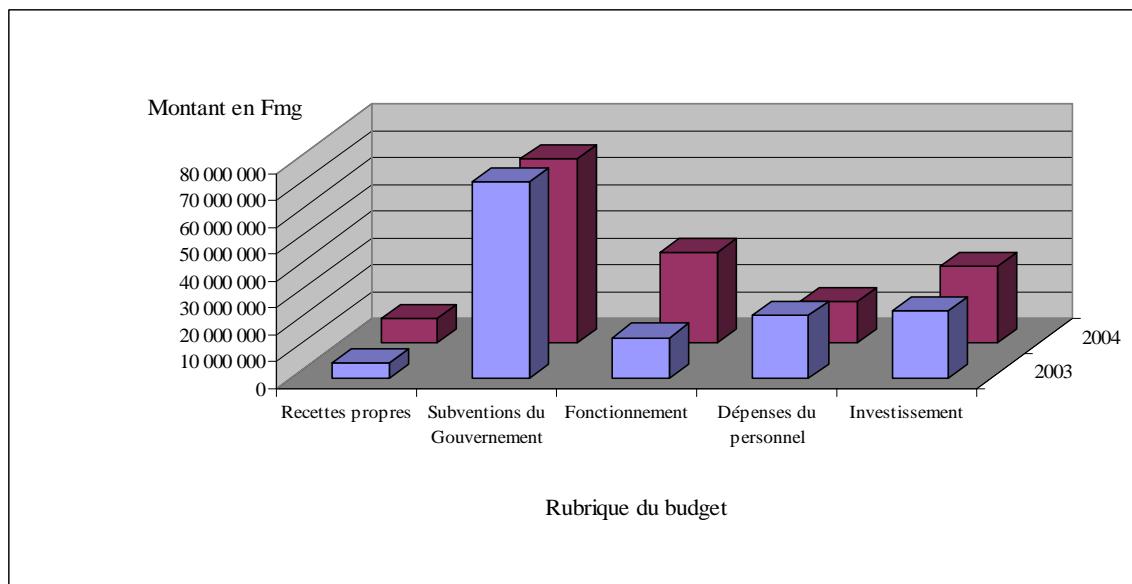
Les responsables locaux pourront apporter leur apport en fonction de leur moyen en matière d'approvisionnement matériel au lieu de dépendre uniquement du pouvoir central.

2.2.2.) Un budget communal à majeure partie subventionné

La Commune ne contrôle pas d'activités économiques rentables car elle ne dispose pas de marché communal. Ses principales recettes viennent de la ristourne sur le cheptel bovin et la taxe sur la cérémonie d'exhumation, des activités qui nécessitent un visa de l'autorité

communale. C'est pourquoi les ressources internes de la Commune en 2003 ne constituent que 8% du budget communal contre 92% des subventions de l'Etat (figure 16).

Les investissements représentent 40% du budget de dépenses en 2003. La part des dépenses du personnel viennent en second plan avec 36%, et les dépenses de fonctionnement représentent 24% du montant total (figure 16).



Source : Monographie de la Commune Rurale de Morarano, 2004

Service de comptabilité de la Commune Rurale de Morarano, 2005

Figure 16 : Budget de la Commune Rurale de Morarano Année 2003 et 2004

Le budget de la Commune Rurale de Morarano a été réduit de 1% soit d'une valeur de 1 103 526 Fmg en 2004, par rapport à l'année précédente (Annexe 11 et 12). Les ressources propres internes de la Commune ont connu une forte augmentation de 56%. Dans le budget 2004 elles représentent les 12% des fonds utilisés. Pourtant, la subvention octroyée à la Commune Rurale de Morarano a subi une baisse de 6% par rapport à l'année précédente, et dans ce budget elle constitue les 88% des fonds utilisés.

Cette hausse des ressources propres internes de la Commune en 2004 est due à la révision des premières sources de recettes communales : la ristourne sur le cheptel bovin, et les taxes sur les cérémonies d'exhumation. Elle est due à l'application des lois sur la vignette de circulation des bicyclettes et des charrettes qui deviennent actuellement de plus en plus strictes d'autre part.

43% des dépenses reviennent au fonctionnement, 37% ont été investis, et le reste est alloué au personnel.

Contrairement aux dépenses de personnel, celles du fonctionnement ont beaucoup augmenté entre 2003 – 2004. Cette situation est due à l'intégration d'une partie des dépenses du personnel dans la rubrique des dépenses de fonctionnement.

Celles d'investissement restent faiblement accrues entre cette même période à cause de la reprise des programmes d'investissement déjà lancés dès l'année précédente : EPP et CSB II.

Face à ce déséquilibre entre les priorisations et les moyens, combien de programmes ont été réalisés dans le cadre du PCD et du PRDR dans la Commune Rurale de Morarano ?

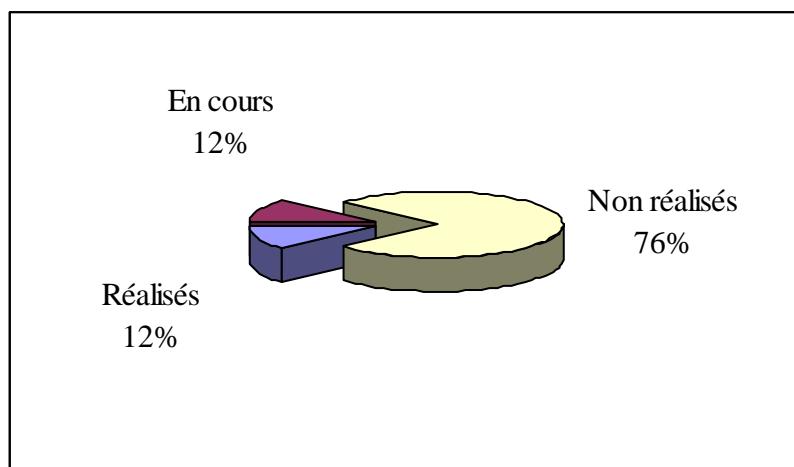
3. Le PCD et le PADR : une faible réalisation de programmes

3.1. Des PCD peu efficaces

3.1.1.) Une légère hausse de réalisation

Les programmes réalisés dans la Commune Rurale de Morarano entre 2000 – 2004 sont les suivants : la construction de barrages et de canaux dans le quartier d'Ambodivona village Andriamingodana, le reboisement privé dans les villages de Fierenana, Andohafarihy et Ambatofotsy Ambatolampy Bas, la réhabilitation de la piste laitière Mahazina – Fierenana, et la formation des quartiers mobiles. Ils représentent 12% des programmes figurant dans les premiers PCD de la Commune (figure 17).

Les programmes en cours de réalisation en 2004 sont la construction de logement du personnel médical, l'éducation en planning familial, l'éducation nutritionnelle, la réhabilitation de la RIP 72, ainsi que l'entretien périodique des pistes rurales qui représentent 12% (Annexe 13).



Réalisation : Auteur, Janvier 2006

Figure 17 : Bilan de projets réalisés dans les premiers PCD

Lors de l'atelier de replanification PCD 2004, les participants ont avancé comme problème de mise en œuvre l'insuffisance de la participation de la population, l'insuffisance de capacité de la SCD et l'insuffisance des moyens.

Pour le PCD replanifié en 2004, une légère hausse a été enregistrée entre 2004 et 2005 en matière de réalisations (tableau 19).

Tableau 19 : Bilan de projets réalisés dans le PCD en cours

Commission	Réalisés		En cours		Non réalisés		Total	
Education	2	1,24%	2	1,24%	25	15,53%	29	18,01%
Santé, sports et loisirs	4	2,48%	4	2,48%	22	13,66%	30	18,63%
Production	5	3,11%	1	0,62%	43	26,71%	49	30,43%
Ressources naturelles		0,00%	1	0,62%	10	6,21%	11	6,83%
Routes et transport	7	4,35%	1	0,62%	19	11,80%	27	16,77%
Bonne gouvernance	2	1,24%	1	0,62%	12	7,45%	15	9,32%
	20	12,42%	10	6,21%	131	81,37%	161	100%

Source : Enquête réalisée par l'auteur, Mai 2005

Par rapport aux programmes déterminés au titre de l'année 2004, les objectifs sont loin d'être atteints. Cependant, par rapport aux premières planifications, les réalisations dans le cadre de ce second PCD pourraient atteindre jusqu'à 40% à la fin de l'année 2006 si la Commune maintient ce même rythme de réalisation.

Les éléments suivants constituent trois points clé à cet égard : la participation entière de la population depuis les réunions jusqu'aux travaux communautaires, la relation de la Commune avec le BSP comme institution d'appui au processus de planification et récemment la formation des autorités en matière de gouvernance locale avec l'appui du programme SAHA.

Quant aux causes des retards d'exécution, il faut signaler la méconnaissance des domaines d'intervention et des formalités de coopération avec les partenaires techniques et financiers. La faible capacité financière de la Commune et les difficultés de vie en milieu rural contraignent la plupart des membres de la SCD à travailler pour leur propre compte et non pour l'ensemble de la population.

3.1.2.) Un paysage différent du schéma élaboré

La non réhabilitation ou la non construction de nouveaux bâtiments entraîne un surnombre d'élèves dans chaque classe fonctionnelle (photo 6). Il arrive de même qu'on délocalise les salles de classe dans diverses propriétés privées non conçues à cet effet. C'est le cas par exemple à Ambatolampy Bas.



Cliché : Auteur, Mai 2005

Photo 6 : Forte occupation d'une EPP à Andriamigodana

La situation n'est guère mieux du point de vue sanitaire. La suspension des travaux de construction de nouveaux bâtiments sanitaires à Fierenana a entraîné par exemple une occupation abusive de l'emplacement devenu lieu de lessive et parage des animaux (photo 7).



Cliché : Auteur, Mai 2005

Photo 7 : Construction de CSB II inachevée à Fierenana

L'insuffisance de concertation au niveau du village engendre un problème dans la gestion de l'espace pour la gestion de l'eau d'irrigation dans les rizières, des parcelles de culture et des ressources forestières dans les domaines publics ou privés.

L’absence de moyens de communication propres à la Commune compromet les actions de sensibilisation de la population. Par conséquent la population a faiblement adopté le comportement nécessaire aux règles d’hygiène et de la santé. D'où un développement anarchique qui se traduit par la cohabitation des hommes et des animaux, une faible utilisation de douche et l’inexistence des canaux d’évacuation des eaux usées ... dans la Commune.

3.2. Un PRDR insuffisamment efficace

3.2.1.) Une place prépondérante de la dégradation

A défaut d’atelier d’évaluation du PRDR 2001, nous avons pris comme paramètre d’évaluation l’évolution du niveau de vie de ménages en milieu rural à partir de l’année 2001, année d’élaboration du premier PRDR jusqu’à 2005, année de mise à jour du PADR.

Tableau 20 : Niveau de vie des ménages de 2001 à 2005

<i>Village</i>	<i>Amélioré</i>		<i>Pas de changement</i>		<i>Dégradé</i>	
Ankorompotsy	4	<i>4,26%</i>	1	<i>1,06%</i>	3	<i>3,19%</i>
Andriamingodana	6	<i>6,38%</i>	1	<i>1,06%</i>	9	<i>9,57%</i>
Belambo Est	6	<i>6,38%</i>	1	<i>1,06%</i>	3	<i>3,19%</i>
Andohafarihy	9	<i>9,57%</i>	2	<i>2,13%</i>	2	<i>2,13%</i>
Fierenana	1	<i>1,06%</i>	3	<i>3,19%</i>	12	<i>12,77%</i>
Morarano	8	<i>8,51%</i>	1	<i>1,06%</i>	10	<i>10,64%</i>
Ambatolampy Bas	3	<i>3,19%</i>	0	<i>0,00%</i>	9	<i>9,57%</i>
Total	37	<i>39,36%</i>	9	<i>9,57%</i>	48	<i>51,06%</i>

Source : Enquête réalisée par l'auteur, Mai 2005

La minime partie 39,36% de la population qui a connu une amélioration de niveau de vie est constitué de ménages qui ont adopté le système de culture amélioré : la pratique du riz « tanety », les techniques anti-érosives et le recours à une activité génératrice de revenus (tableau 20), et ceci malgré les problèmes naturels qui ont sévi presque annuellement : inondation à chaque période de pluie, attaque d'insectes dans les rizières et dans les champs de maïs, méfaits de la grêle sur le manioc.

La part de la population qui a constaté une dégradation de son niveau de vie est élevée : 51,06% (tableau 20). Il s’agit des gens qui manquent de terres et qui se sont maintenus au système de culture traditionnelle, et qui manque d’argent et qui n’ont pas pu

emprunter auprès des institutions financières pour acheter des intrants et des matériels agricoles, ni « d'indemniser » le CDR afin de recevoir l'encadrement technique nécessaire. Mais d'autre part ils n'ont pas pu apporter tous les soins requis par le système amélioré. De ce fait, faute de liquidités, ils sont obligés de céder une grande partie de leur récolte à la moisson pour la racheter plus cher en période de soudure.

Par ailleurs, l'augmentation de taxes et ristournes communales¹⁹, la recrudescence des vols surtout pendant la période des exhumations et à la période de soudure vont encore se rajouter aux problèmes de la population.

3.2.2.) Des réactions contradictoires au PRDR

L'absence de magasin de stockage oblige les gens à garder leur récolte chez eux soit dans un coin du mur, soit sur la véranda. L'absence de marché communal engendre aussi l'envahissement des accotements le long de la RIP n°72.

L'absence de salle de spectacle incite les gens à utiliser les cours d'école, ou les nef des églises comme terrain de « hira gasy », salle de projection vidéo, lieu de kermesses (photo 8) ... Les trois terrains de football existant sont aussi utilisés quelquefois à cet effet, sinon en parcs à boeufs.



Cliché : Auteur, Mai 2005

Photo 8 : Spectacle de « Hira gasy » dans une cour d'école à Andriamigodana

¹⁹ Livret et boucle de bovidés, vignettes de circulation de charrettes et de bicyclettes, augmentation de taxes sur la cérémonie d'exhumation, ...

L’insécurité à la campagne oblige les gens à cohabiter avec les animaux (photo 9) et veiller la nuit pour garder les cultures.



Cliché : Auteur, Mai 2005

Photo 9 : Cohabitation des hommes avec les animaux chez un paysan à Ankorompotsy

Le travail d’intensification est rendu difficile par la faible capacité d’organisation. Le système d’exploitation traditionnel persiste à cause de la faible capacité de la population d’adhésion aux organismes de financement, et l’absence de centre d’approvisionnement agricole dans la Commune.

L’insuffisance d’électrification rurale empêche le développement des petites unités de transformation, par conséquent la plupart des produits sont consommés ou vendus à l’état brut.

La faiblesse des systèmes de défense et restauration de sols malgré l’effort de reboisement mené dans la Commune est entravée par l’absence de pépinières, et le non achèvement de la « GELOSE²⁰ » de la forêt dans la station piscicole d’Ambatofotsy.

Ainsi les réalisations escomptées dans le cadre du PCD et du PADR restent faibles de sorte à ne pas répondre au schéma d’aménagement élaboré. Par conséquent, il faudrait savoir mieux procéder en terme de priorisation de programmes et mieux rechercher des moyens de mise en œuvre pour avoir des résultats palpables.

²⁰ Gestion locale sécurisée : procédure de transfert de gestion des ressources naturelles entre l’Etat et la Communauté de Base (CoBa)

Conclusion partielle

Nous avons vu au cours de cette deuxième partie que malgré l'existence de la volonté politique de l'Etat traduite par le PCD et le PADR, la situation reste peu changée voire tendant à la dégradation.

Ainsi des écarts subsistent entre la conception et la mise en œuvre du PCD et du PADR. L'objectif fixé au départ n'est pas atteint, que faire en conséquence pour tirer profit du PCD et du PADR. C'est l'objet de cette troisième et dernière partie du mémoire.

TROISIEME PARTIE :
VERS UN SCHEMA D'AMENAGEMENT INTEGRANT PCD ET PRDR

Chapitre V : Le PCD et le PADR : quelques recommandations

Comme il a été dit précédemment la réalisation du PCD et du PADR ne peut pas se faire sans amélioration.

1. Recommandations au niveau du PCD

1.1. Une meilleure implication des villageois

1.1.1.) Encouragement à la création de PVD

L'encouragement des villageois à la création de PVD est nécessaire pour plusieurs raisons. D'abord, le PVD permet à la population de mieux participer au processus de planification vu la réduction de l'échelle du travail. Il permet aussi aux responsables de la Commune d'affiner le PCD étant donné que certains problèmes sont déjà résolus au niveau du village par le biais du PVD. Grâce à ce document, le processus PADR actuellement achevé au niveau du PCD sera ainsi complété.

Le BSP pourrait être appelé pour cette fonction vu son expérience en matière de planification villageoise dans quelques villages de la partie occidentale du District d'Ambatolampy. Plusieurs éléments devraient figurer dans ce PVD à savoir la monographie, l'analyse de situation et le schéma d'aménagement au niveau des 7 villages ainsi que les éléments à introduire dans le PCD de la Commune.

1.1.2.) Mise en place d'une politique de compensation budgétaire

La mise en place d'une politique de compensation budgétaire est justifiée par deux raisons : d'abord pour pallier à la forte centralisation du budget dans l'ensemble du territoire (Banque Mondiale, 2004) et ensuite pour compenser les efforts entrepris par les villageois en matière de paiement des impôts.

Le GTDR pourrait mettre en place par exemple une grille d'indice d'intégration du PCD au PRDR. Et à partir de cet indice, il octroie un crédit à la Commune pour financer le programme qui figure à la fois dans le PCD et dans le PRDR. Il faudrait toutefois veiller à ce que ce programme ait participé à la transformation du paysage en milieu rural. Comme programme on pourrait prendre la vulgarisation des techniques améliorées concrétisées par l'existence de courbes de niveau, la pratique de l'élevage moderne traduit par la culture des pâturages améliorés, la protection de bassin versant matérialisé par la verdure du paysage ...

1.2. Une recomposition et un renforcement de capacité de la SCD

1.2.1.) Recomposition de la SCD

La structure de la SCD devrait être recomposée afin qu'on puisse tenir compte de la variation du nombre de population par village, et pour garantir la participation de toutes les forces vives au sein de la Commune (CHEVALLIER J, 1967).

La traduction du modèle GTDR à l'échelle communale pourrait être prise comme point de départ de cette recomposition. A partir de l'étude du cas de la Commune Rurale de Morarano, cette structure pourrait être composée comme suit : collège des autorités locales formé par le maire et le chef de village, collège des services techniques composé par le DAA, le CDR, le chef ZAP, et le chef de CSB II, collège des opérateurs économiques constitués par les grands propriétaires terriens, les riziers, les transporteurs ..., collège des ONG, projets et programme formé par le BSP, et le FOFATA, et collège des organisations paysannes composé par les représentants des diverses associations présentes : groupement de producteurs, association des usagers de l'eau, association féminine ...

1.2.2.) Renforcement de capacité de la SCD

Il faudrait renforcer la capacité des membres de la SCD pour qu'ils soient efficaces dans leur fonction. Ce renforcement de capacité consiste à l'identification du problème et de solution y afférente, la capacité de défendre les intérêts du collège à représenter et la capacité de réaliser les tâches qui leur sont assignées.

La mise en oeuvre du programme « Golo » est un bon début de l'action de renforcement de capacité dans la Commune, mais il faudrait encore multiplier par d'autres actions. La mise en place d'un bureau permanent de la SCD pourrait permettre à notre avis de renforcer la capacité des membres et d'accroître la performance de la structure. Ce bureau pourra assurer l'organisation d'une réunion ordinaire, d'une séance de formation et la répartition des tâches entre les membres, la recherche des partenaires techniques et financiers
...

2. Recommandations au niveau du PADR

2.1. Une mise à jour et une révision des échéances du PRDR

2.1.1.) Evaluation et mise à jour du PRDR

Il faudrait évaluer et mettre à jour les PRDR pour plusieurs raisons. D'abord, il est temps de mesurer les impacts de ces PRDR et de connaître les problèmes de mise en œuvre depuis leur élaboration en 2001. Le contexte politique, social et économique a beaucoup évolué entre-temps par la mise en place des 22 régions administratives en 2004, le lancement des nouveaux programmes comme la lutte contre le sida, la lutte contre la corruption, ... et l'intervention des nouveaux partenaires techniques et financiers comme le Millenium Challenge Account (MCA), ... le programme Pôle Intégré de Croissance (PIC) dans la Région du Vakinankaratra.

Les organisations paysannes dans la Commune Rurale de Morarano devraient créer avec les organisations paysannes des Communes Rurales voisines, du District, voire de la Région une fédération des organisations paysannes. Cette dernière assurera l'intégration des besoins ressentis par les paysans du District d'Ambatolampy autrefois sous GTDR de la Région Imerina Centrale au sein du futur PRDR de la Région Vakinankaratra à la future replanification.

2.1.2.) Révision des échéances de travail

Il faudrait revoir l'échéance de travail dans les PRDR étant donné que l'échelle de temps utilisé actuellement dans les PRDR s'avère peu précis : court, moyen et long terme alors qu'un plan nécessite des résultats visibles dans le temps (MASSE P, 1965).

Il faudrait aussi ensuite les réactualiser pour qu'ils aient plus de concordance avec les PCD. Ce dernier document est élaboré suivant une période triennale ou quinquennale. Si on prend le cas de la Commune Rurale de Morarano, ce nouveau PRDR de la Région Vakinankaratra devrait être élaboré avant la fin de l'année 2006 pour qu'il soit aligné avec le nouveau PCD de la Commune.

2.2. Une réforme du collège et une valorisation du savoir faire local

2.2.1.) Réforme du collège de services techniques

Il faudrait réformer le collège des services techniques du GTDR pour qu'on puisse intégrer les Ministères non associés dans le processus PADR, mais qui ont des représentants jusqu'à l'échelle communale. Il s'agit du Ministère de l'Intérieur et de la Réforme Administrative par la présence d'un DAA, et le Ministère de la Santé et du Planning Familial par le biais d'un médecin chef de centre du CSB II.

Les autres ministères déjà membres du collège de services techniques mais qui n'ont pas de représentants au niveau de Commune devraient en retour apporter un effort de mise en place de service de proximité. C'est le cas du Ministère de la Décentralisation et de l'Aménagement du Territoire, du Ministère de l'Economie, des Finances et du Budget et du Ministère de l'Environnement, et des Eaux et Forêts.

Une autre qualité est aussi demandée aux fonctionnaires de l'Etat. Il s'agit d'œuvrer pour le bien public quelle que soit leur échelle de travail. Plusieurs moyens sont possibles afin de tisser cet esprit d'équipe au niveau des fonctionnaires de l'Etat comme l'organisation d'une réunion de collaboration, d'une formation commune, d'une sortie en journée récréative ...

2.2.2.) Valorisation des apports en travail ou en nature

Il faudrait valoriser les apports en travail ou en nature, afin que les programmes inscrits dans les PRDR soient matérialisés dans le paysage, même s'ils ont été conçus d'une manière référentielle. On fait une planification en vue de réaliser rationnellement les objectifs fixés (CHEVALLIER J, 1967).

La population rurale subit à la fois les demandes d'apport bénéficiaire requises pour la réalisation de programmes PCD et PRDR. Seule cette forme d'apport conviendrait le plus à cette population étant donné que le PCD reste le cadre de mise en œuvre du PRDR à l'échelle communale.

La main d'œuvre, le matériel dont le plus important est la charrette, et les matériaux de construction tels que les moellons ... pourraient être utiles dans la réalisation des activités inscrites dans le PRDR comme la réhabilitation des infrastructures routières, hydro-agricole, voire la construction des nouvelles infrastructures scolaires, sportives, culturelles ...

3. Recommandations au niveau du PCD et du PRDR

3.1. Meilleure sensibilisation de la population

3.1.1.) Amélioration de la participation de la population

Il faudrait améliorer la participation de la population par un vaste effort de sensibilisation sur l'existence du PCD et du PRDR si l'on veut faire réussir ces plans. La mise en œuvre d'un plan de développement dépend beaucoup de la participation de la population (CHEVALLIER J, 1967).

Faire participer la population au développement c'est la faire participer dans la détermination des points à améliorer suivant les possibilités des paysans, la faire participer à toute étape de l'étude de faisabilité : recherche de modalités pratiques, établissement de calendrier de travail ..., et de l'accompagner pendant la réalisation d'un programme avec un support technique, un appui matériel et un soutien moral. Il s'agit aussi de lui délivrer un certificat de bonne fin : parfois aux inaugurations officielles, et de la sensibiliser et l'encourager pour décider des nouvelles actions.

Plusieurs moyens de sensibilisation sont possibles : la convocation aux réunions, réalisation d'émission radio, sensibilisation à travers les spectacle de chants et de danses traditionnelles « hira gasy », sensibilisation pendant les jours de marché et désormais la sensibilisation lors des cultes à l'église.

3.1.2.) Promotion et renforcement de capacité des organisations paysannes

Il faudrait sensibiliser les paysans pour adhérer aux organisations paysannes quand elles existent. Là où ces organisations font défaut, il faut en créer étant donné que l'action de planification se fait à travers les organisations. La réalisation des activités concrètes telle que l'application d'une technique agricole améliorée, la réhabilitation ou la construction d'une infrastructure, l'existence d'activité génératrice de revenu pour tous les membres de l'association est un moyen de sensibilisation de la population.

Toute intervention technique et financière nécessite désormais le regroupement au sein d'une association, par conséquent les leaders des organisations paysannes devraient être formés en matière de leadership : savoir faire participer ses membres dans la gestion et fonctionnement de l'association, savoir faire le porte parole des membres, savoir défendre

l'intérêt des membres. En retour, les paysans devraient aussi suivre des formations continues à travers l'école de village et des formations saisonnières : campagne de vulgarisation, atelier, séminaire ...

3.2. Coopération SCD - GTDR

3.2.1.) Organisation de séances de travail

Il faudrait organiser des séances de travail entre la SCD et le GTDR pour que les assemblées générales, les membres du bureau et le secrétaire technique GTDR puissent éclairer les SCD dans l'ensemble de la région sur le processus PADR et l'état d'avancement actuel.

Il faudrait aussi en retour que les membres de la SCD témoignent de leur volonté à collaborer avec le GTDR en mentionnant l'aspect de développement rural qu'ils ont retenu dans leur PCD. Ils pourraient aussi faire part de leurs problèmes et leurs souhaits dans la mise en œuvre du programme correspondant.

A l'issue des séances, chacun aura été remis au même niveau d'information, un programme assorti d'une méthodologie de travail devrait être tracés afin de mettre en valeur l'existence du PCD et du PRDR.

3.2.2.) Elaboration d'un schéma d'aménagement intégrant PCD et PRDR

Un nouveau schéma d'aménagement intégrant le PCD et le PRDR devrait être adopté en attendant l'organisation d'une réunion de travail entre les SCD dans la région et le GTDR ainsi que les résultats de travail y afférents.

Ce nouveau schéma d'aménagement pourrait être pris comme un programme test au niveau de l'ensemble de la région voire la nation toute entière en matière de PCD plus intégré au PRDR. Une planification locale cohérente à la planification sectorielle appliquée au niveau de la Commune serait ainsi disponible.

Si telles sont les améliorations attendues, nous allons maintenant présenter comment s'y prendre concrètement.

Chapitre VI : Le nouveau schéma d'aménagement intégrant PCD et PRDR

Afin de pouvoir mettre à profit l'existence du PCD et du PADR, nous allons essayer d'étudier à présent quel serait le meilleur schéma d'aménagement possible au bénéfice de cette unité de base du développement.

1. Morarano : plus d'atouts que de contraintes

1.1. Une force et une faiblesse à égalité

1.1.1.) Une Commune à ressources diversifiées

Le tableau suivant nous montre les forces et les faiblesses de la Commune Rurale de Morarano d'après l'examen du PCD 2004, du PRDR de la Région Imerina Centrale 2001 et les travaux de terrain en Mai 2005 :

Tableau 21 : Synthèse des forces et des faiblesses de la Commune

Forces	Faiblesses
Milieu naturel	
<ul style="list-style-type: none"> – Paysages à deux facettes écologiques – Esthétique de paysage assez élevée – Climat tropical de régime d'altitude – Ressources du sous-sol diversifiées – Ressources hydrologique diversifiées – Milieu naturel riche en matière de construction 	<ul style="list-style-type: none"> – Exiguïté de la superficie de la Commune – Epuisement progressif du gisement de granite, non exploitation du gisement de calcaire – Perturbation du réseau hydrographique – Formation de paysage de « lavaka » – Epuisement progressif de la ressource forestière
Milieu humain	
<ul style="list-style-type: none"> – Population jeune – Population habile – Mobilisation par la cérémonie d'exhumation 	<ul style="list-style-type: none"> – Population en pleine croissance – Population inégalement répartie – Faible instruction des chefs de ménage – Poids des us et coutumes
Infrastructures	
<ul style="list-style-type: none"> – Deux villages électrifiés – Deux villages desservis par le réseau de téléphonie mobile 	<ul style="list-style-type: none"> – Faible accès à l'eau potable – Faible respect des règles d'hygiène et de salubrité – Insuffisance d'infrastructures scolaires et importance du taux de déperdition scolaire

Forces	Faiblesses
	<ul style="list-style-type: none"> – Faible taux de couverture sanitaire – Infrastructures socioculturelles dérisoires – Infrastructure routière généralement en mauvais état
Milieu économique	
<ul style="list-style-type: none"> – Commune reliée au chef lieu du District – Proximité du chef lieu du District – Position charnière entre le chef lieu de la Région et de la Capitale – Zone traversée par l'axe touristique Ambatolampy – Tsinjoarivo – Existence de plusieurs barrages 	<ul style="list-style-type: none"> – Population à majeure partie agricole – Exiguïté des terres cultivables – Faible adoption du système de culture amélioré – Prédominance de l'autoconsommation – Faible recours aux organismes de crédit – Commune dépourvue de marché communal – Recrudescence de vols sur pieds
Mode de gouvernance	
<ul style="list-style-type: none"> – Existence de 3 PCD entre 2000 – 2004 – Existence de 2 PRDR entre 2001 – 2005 – Amélioration du taux de rentrée fiscale – Une population active au développement 	<ul style="list-style-type: none"> – Faible connaissance de plan de développement – Inexistence des PVD – Augmentation perpétuelle des taxes soumises à l'autorité communale – Faible capacité d'organisation paysanne

Source : Auteur, Mars 2006

Un milieu naturel favorable à plusieurs activités

Le milieu naturel dans la Commune Rurale de Morarano permet à la population de pratiquer toute une gamme d'activités (tableau 21) :

L'exploitation de ressources du sous-sol est liée à la diversité des ressources comme le gisement de granite « vatolampy » destiné à fabriquer des moellons, les sites aurifères pour l'orfèvrerie à Ambatolampy Bas, et la réserve de calcaire pour la fabrication de craie et de chaux à Andohafarihy.

Les travaux de construction sont facilités par la richesse du milieu naturel en matières premières. La disponibilité de moellons à Ambatolampy Bas, le sol argileux pour la fabrication des briques et des tuiles à Fierenana, l'existence de savanes herbeuses pour la confection de toit à Andohafarihy.

La pêche et le tourisme sont favorisés par la diversité des ressources hydrologiques et la beauté du paysage. La pêche, les randonnées, et les campings sont praticables dans la station forestière et piscicole d'Ambatofotsy, et dans deux autres propriétés privées de Morarano à Ambatondrakalavao et Ankorompotsy.

Un milieu humain utile pour l'ensemble du pays

La richesse du milieu humain dans la Commune Rurale de Morarano contribue au développement économique et culturel du pays (tableau 21). Ainsi, un double aspect peut être relevé :

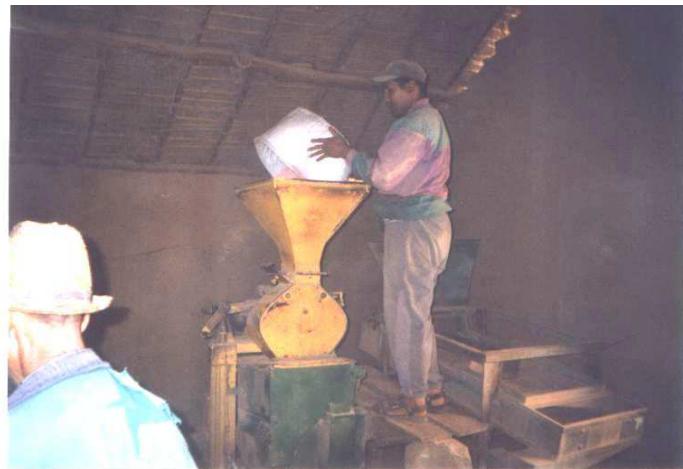
D'une part, il s'agit d'un réservoir de main d'œuvre. Cette situation est due à la jeunesse, et à l'habileté de la population dans plusieurs branches à savoir la briqueterie, la maçonnerie, et la menuiserie ... mais aussi la relative proximité de la Commune par rapport à la capitale qui constitue des conditions favorables à l'exode rural.

D'autre part, il y demeure un côté « dépositaire » d'événements culturels. Grâce à la cérémonie d'exhumation « famadihana » qui réunit toute la population du mois de juin au mois d'octobre malgré l'éparpillement des uns et des autres dans la grande île. Cet événement fait aussi la renommée des hautes terres centrales du point de vue touristique.

Une infrastructure en voie d'expansion

Grâce aux positions de la Commune Rurale de Morarano, plusieurs infrastructures typiquement urbaines existent déjà dans cette Commune (tableau 21) :

Ainsi, deux villages sont électrifiés à savoir Ambatolampy Bas et Morarano. Des petits ateliers sont implantés dont deux décortiqueries (photo 10), quelques ateliers de soudure, ainsi qu'un atelier de vulcanisation et de réparation automobile. L'électrification est une condition favorable pour l'implantation d'unités de transformation.



Cliché : Auteur, Mai 2005

Photo 10 : Décortiquerie à Morarano

La téléphonie mobile : ce réseau est du au développement du secteur de téléphonie mobile à Madagascar. Un village sur sept capte le réseau Madacom ou Orange celui d'Ambatolampy Bas. L'existence de cette infrastructure contribue au développement social et économique de la Commune.

Un milieu économique encore à exploiter

La Commune Rurale de Morarano possède un milieu économique encore à exploiter à savoir (tableau 21) :

Le marché : la position charnière tenue par Morarano offre une opportunité de marché à la population en matière d'écoulement de produits. Le marché du District à Ambatolampy, le marché du chef lieu de Région à Antsirabe, et le grand marché Tananarivien font partie de ce vaste milieu économique.

L'aire de relax : étant donné que Morarano est traversée par l'axe touristique Ambatolampy – Tsinjoarivo, une aire de relax pourrait être implantée dans la Commune. Plusieurs services pourraient y être offerts comme les informations sur le site à visiter, la vente de produits artisanaux, la halte et la restauration.

La production rizicole : Morarano possède une énorme chance en matière de production rizicole, étant donné que plusieurs barrages ont été déjà construits dans la Commune à travers les programmes Micro hydraulique, PPI, et PSDR²¹

²¹ Micro hydraulique, PPI (Petit Périmètre Irrigués), et PSDR, sont tous des programmes sous tutelle de l'actuel Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche (MAEP)

Une Commune active au développement

Plusieurs indices montrent que la Commune Rurale de Morarano est une Commune active au développement (tableau 21). Quelques cas peuvent ainsi être relevés à titre d'exemples.

Le degré de participation de la population au développement est élevé. L'importance du taux de fréquence aux réunions de village et aux travaux communautaire nous montre que la population de cette Commune a soif de développement

Cette volonté de la population est accompagnée d'un effort de paiement d'impôts. C'est pourquoi, la recette fiscale de la Commune a fortement augmenté entre 2003 et 2004.

Le nombre de planification réalisée à Morarano témoigne également de cette dynamique. L'expérience acquise lors des trois PCD et des deux PRDR permettra une meilleure prise du processus de planification tant du PCD de cette Commune que du PRDR de la Région.

L'exploitation de ces points forts constitue certainement un bon levier de développement pour la Commune Rurale de Morarano.

1.1.2.) Une Commune à plusieurs faiblesses

Face à ces forces, les éléments suivants constituent des points faibles pour la Commune Rurale de Morarano d'après l'examen du PCD 2004, du PRDR de la Région Imerina Centrale 2001 et les travaux de terrain en Mai 2005.

Un milieu naturel en voie de dégradation

Plusieurs entités spatiales ont actuellement subi des actes de dégradation d'origine purement anthropique (tableau 21).

Le sol est en voie de dégradation. Des paysages de « lavaka » se sont formés dans la zone d'exploitation aurifère et argileuse à Ambatolampy Bas et à Fierenana. La Commune connaît en outre un épuisement progressif du gisement de granite dont il a fait sa renommée.

Les ressources forestières subissent une forte dégradation à cause d'une utilisation abusive en bois de chauffe. Certains ménages sont désormais réduits à recourir à des feuillus en remplacement, vu la raréfaction du bois de chauffe.

Le régime hydrologique commence à être perturbé à cause du fort déboisement dans les zones en amont. La rivière déborde par conséquent dans les voies de communication pendant les jours de crue.

Un milieu humain à problème complexe

Plusieurs problèmes autour de la population pèsent au niveau de la Commune Rurale de Morarano (tableau 21).

Le fort taux d'accroissement de la population requiert évidemment un énorme besoin d'infrastructures correspondantes telles que infrastructures scolaires, sanitaires et sociales et culturelles. De nouveaux emplois sont aussi nécessaires par conséquent.

Par ailleurs, l'inégale répartition de la population engendre des difficultés en matière d'interventions telle que la difficulté de regroupement des paysans ou d'emplacement de nouvelles infrastructures par exemple.

Le niveau d'instruction au niveau de la Commune ne cesse de se dégrader. Les chefs de ménages sont faiblement instruits, et le taux de déperdition scolaire reste élevé, ce qui pose des problèmes en matière de planification de développement et de sensibilisation de la population.

Le poids des us et coutumes peut aussi parfois constituer un problème dans la Commune Rurale de Morarano. Ainsi, les événements traditionnels dont le plus important est la cérémonie d'exhumation accaparent la majeure partie des revenus familiaux au détriment du bien être de la famille. De même, la réalisation de programme de développement se trouve entravée face à l'interdiction de travailler les pierres du mois de janvier au mois de juin soit la moitié de l'année.

Une infrastructure insuffisante ou en mauvais état

Les infrastructures dans la Commune Rurale de Morarano sont dans tous les cas défectueuses, soit par insuffisance soit par mauvais état (tableau 21).

Les logements, pourtant très souvent de belle apparence extérieure, sont dépourvus des normes de confort par inexistence de douche, insuffisance de latrines, insuffisance d'adduction d'eau potable, faible taux d'électrification, voire par cohabitation avec les animaux.

Les infrastructures sociales dans la Commune sont manifestement insuffisantes tant en termes de bâtiments que d'équipements. Ainsi, les activités sociales et culturelles sont amenées à se tenir ailleurs, dans d'autres locaux non appropriés comme cours d'école ou nef d'église. Le personnel des services sociaux de base fait aussi défaut tant les enseignants que les médecins ou les animateurs culturels et sportifs.

En dernier lieu, les routes et les pistes qui sont en mauvais état ne font qu'aggraver la situation. Quelques villages ne sont même pas bien reliés au chef lieu de la Commune, d'autres sont mal reliés à d'autres villages, et quelques uns se trouvent carrément enclavés.

Une activité économique peu développée

La Commune Rurale de Morarano doit faire face à plusieurs problèmes d'ordre économique (tableau 21).

Les terres cultivables sont exiguës. Ainsi par exemple, la superficie moyenne des terres cultivables par ménages dans la Commune Rurale de Morarano est seulement de 0,6ha de rizières et 1,6ha de « tanety ». Cette situation est due à l'étroitesse de la superficie de la Commune et à l'existence de grands propriétaires terriens.

L'économie de subsistance continue à prédominer. Cette situation est due à l'insuffisance d'encadrement et la faible adoption des systèmes de culture améliorés. Le taux de recours au crédit agricole est aussi faible dans la Commune.

Les infrastructures économiques sont manifestement aussi en nombre insuffisant. La Commune Rurale de Morarano n'en dispose pratiquement pas sauf en ce qui concerne les voies de communication. Il n'existe pas de marché communal, ni de grenier communautaire villageois (GCV), ni de couloir de vaccination, ni de tuerie.

L'insécurité règne par ailleurs et la Commune connaît une recrudescence de vols. Il s'agit de vols sur pied, et de vols d'animaux déclenchés surtout en période de soudure et à la veille des périodes d'exhumation.

Une population faiblement organisée

Malgré une certaine soif de développement de la population dans la Commune Rurale de Morarano, la population reste quand même faiblement organisée (tableau 21).

L'adhésion de la population aux Organisations Paysannes reste faible. La capacité de négociation technique, matérielle et financière s'en trouve par conséquent peu développée.

La connaissance des plans de développement dans la Commune reste aussi insuffisante d'où une faible implication de la population dans le processus de développement, voire même une faible réalisation des travaux envisagés.

Les taxes soumises à l'autorité communale ne cessent d'augmenter. D'autres sources de revenu communales existent pourtant mais sont inexploitées.

La maîtrise de ces divers points faibles va de pair avec la valorisation des atouts pour concourir valablement au développement de la Commune.

1.2. Plus d'opportunités que de menaces

1.2.1.) Des conditions propices au développement

Le tableau suivant nous montre les opportunités et les menaces au niveau de la Commune Rurale de Morarano d'après l'examen du PCD 2004, du PRDR de la Région Imerina Centrale 2001 et les travaux de terrain en Mai 2005.

Tableau 22 : Synthèse des opportunités et des menaces de la Commune

Opportunités	Menaces
Milieu naturel	
	– Eventualité des cataclysmes naturels
Infrastructures	
– Existence des programmes sectoriels	
Milieu économique	
– Organisation des opérations engrais ou petits matériels et de concours agricole par le MAEP	

Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> - Proximité des villes industrielles - Présence d'institutions financières aux alentours de la Commune 	
Mode de gouvernance	
<ul style="list-style-type: none"> - L'intervention des programmes et projets de développement en milieu rural 	<ul style="list-style-type: none"> - Eventualité de crise politique ou économique

Source : Auteur, Mars 2006

Une infrastructure chapeautée par le pouvoir central

Plusieurs activités sectorielles notamment dans le domaine social ont des répercussions jusqu'à l'échelle communale (tableau 22).

Il s'agit d'abord du programme « Education pour tous ». Ce programme est matérialisé par l'octroi de kits scolaires pour tous les enfants en première année scolaire, de kits enseignants pour les maîtres et maîtresses en éducation primaire et le kit spécial pour le chef ZAP : une machine à écrire, et un vélo tout terrain.

Il s'agit aussi des vastes campagnes nationales de vaccination et de distribution de capsules de vitamine A. Ce programme bénéficie effectivement à tous les enfants de moins de cinq ans.

Il s'agit enfin du système « Vivres contre Travail ». Ce programme à titre de filet de sécurité est ainsi reconnu à l'échelle communale par l'organisation des travaux d'entretien routier contre un salaire et une aide alimentaire journalier.

Un milieu économique en voie d'organisation

Sur le plan économique, il existe plusieurs opportunités pour la Commune Rurale de Morarano (tableau 22).

En amont de la production, l'organisation des opérations d'engrais et petits matériels agricoles ou l'organisation de concours agricoles par le MAEP revêtent beaucoup d'importance pour stimuler la production. C'est rendu d'autant plus facile par la présence d'institutions financières dans les Communes environnantes comme les Agences CECAM, BTM BOA et ADEFI à Ambatolampy

En aval de la production, l'existence d'un système de grenier communautaire villageois à Ambatondrakalavao peut déjà constituer un modèle. Mais le plus important, c'est la proximité relative d'Antsirabe et d'Antananarivo, deux grandes unités de consommation et de transformation susceptibles d'absorber ou de transformer les produits des paysans : STAR pour la transformation de l'orge, TIKO et KOBAMA pour la transformation du blé, CODAL pour la transformation des fruits.

Une éminence des organismes de développement

L'existence des programmes et projets de développement en milieu rural constitue aussi une autre opportunité pour la Commune (tableau 22).

Ainsi, le BSP a déjà pu assurer le rôle de modérateur communal pendant l'atelier de replanification du PCD. Il sait et peut mettre en relation les organisations paysannes et les Communes avec les différents partenaires techniques et financiers œuvrant au bénéfice des paysans.

Le Programme SAHA Imerina est désormais opérationnel dans le District d'Ambatolampy. Plusieurs activités sont en cours voire même réalisées par ce programme dans la Commune Rurale de Morarano, telles que la construction d'une infrastructure scolaire et le programme de renforcement de capacité dans le cadre de gouvernance locale

Savoir saisir de telles opportunités de développement constitue par conséquent un facteur principal pour faire progresser harmonieusement cette Commune Rurale.

1.2.2.) Quelques éléments non maîtrisables

Quelques éléments non maîtrisables sont toutefois identifiés pour la Commune Rurale de Morarano (tableau 22) avant de procéder plus avant.

Il s'agit tout d'abord des aléas climatiques dont les plus importants sont le cyclone, la grêle, la gelée et l'inondation.

L'éventualité de « crise » politique et économique n'est pas non plus à écarter car elle pourrait engendrer la suspension des activités des partenaires techniques voire le retrait des partenaires financiers. Le problème pourrait d'autant plus se poser que nous sommes à la veille de périodes d'élections sur tout le territoire.

Ces menaces ne sont pas maîtrisables certes mais elles devraient amener la population à lancer et à relever de nouveaux défis. En définitive, la Commune Rurale de Morarano gagnerait à exploiter ses principaux atouts et à valoriser ses potentialités, en même temps qu'elle doit savoir et pouvoir surmonter ses lacunes et faiblesses.

2. Morarano : entre deux scénarios d'aménagement

2.1. Premier scénario : tendance vers la pauvreté

2.1.1.) Une Commune peu performante

L'analyse des forces et faiblesses, opportunités et menaces pour la Commune Rurale de Morarano nous amène de suite à poser la problématique de développement de cette Commune.

La Commune possède certainement des potentialités naturelles mais gérées d'une manière irrationnelle conduisant soit à une sous exploitation soit à une surexploitation.

Il existe également une potentialité agricole mais elle est à majeure partie destinée pour l'autosubsistance au lieu d'être tournée vers le marché.

La population jeune est dotée de diverses compétences exploitables mais elle est confrontée au problème d'insuffisance d'emploi.

Le minimum d'infrastructures sociales qui se trouve à disposition se trouve encore handicapé par une insuffisance de personnel, d'équipement et de budget de fonctionnement.

Quant aux nombreuses opportunités de développement, elles sont encore entravées par une faible organisation de la population.

2.1.2.) Vers une Commune de moins en moins performante

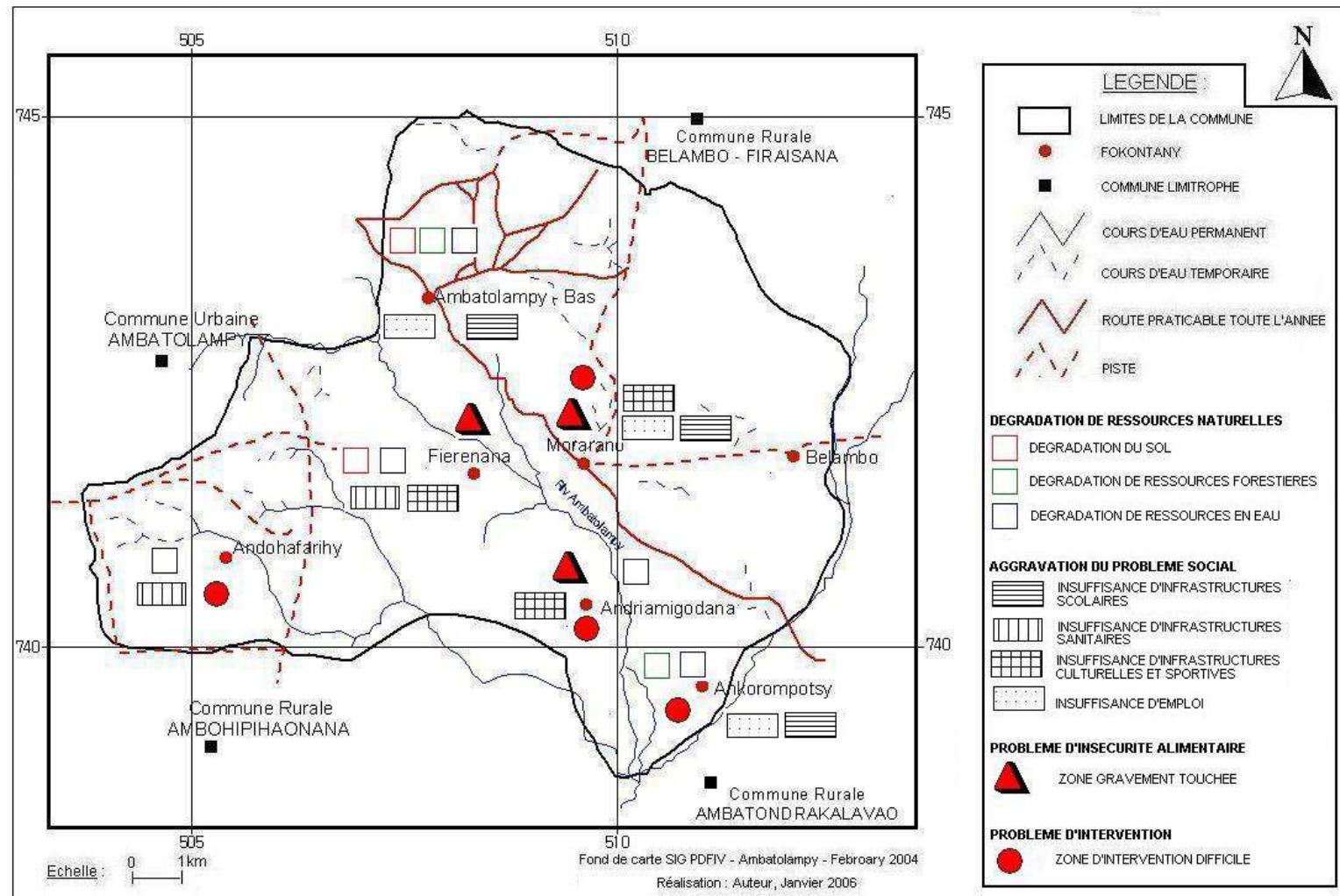
Le croquis 8 résume ce qui pourra se passer dans la Commune Rurale de Morarano d'ici quelques années en cas d'absence d'intervention.

Vers une forte dégradation du milieu naturel

La Commune connaîtra plusieurs problèmes de dégradation de ressources naturelles d'ici quelques années.

La Commune connaîtra un problème de dégradation du sol étant donné que la majorité de la population travaille dans l'agriculture, alors que l'adoption du système de culture amélioré n'est que de 5%. L'absence de mesure d'atténuation par remblaiement dans les zones d'exploitation argileuse et aurifère va en outre accroître le paysage de « lavaka » dans la Commune.

Croquis 8 : Scénario 1 : Tendance vers la pauvreté



La Commune enregistrera aussi un problème de dégradation de ressources forestières, car 88% de ménages utilisent le bois de chauffe comme combustible, alors que la majeure partie des forêts sont soit des propriétés privées soit des propriétés de l'Etat. Les stations forestières pourraient être violées par la population locale faute d'insuffisance de combustibles.

Cette dégradation de ressources forestières sera accompagnée d'une dégradation des ressources en eau. La Commune connaîtra par conséquent un problème de perturbation du réseau hydrographique et de tarissement des lacs dans la station piscicole d'Ambatofotsy

Vers une aggravation du problème social

La Commune connaîtra une aggravation du problème social d'ici quelques années (croquis 8).

Il s'agit du problème d'emploi engendré par l'arrivée des jeunes de la Commune à leur premier âge de travail et à l'exiguïté des terres cultivables.

Il s'agit ensuite du problème d'insuffisance d'infrastructures sociales en raison du fort taux d'accroissement de la population, et de l'inégale répartition de la population dans l'espace.

Vers une aggravation du problème d'insécurité alimentaire

La Commune connaîtra une aggravation du problème d'insécurité alimentaire d'ici quelques années (croquis 8).

Il s'agit de la baisse de production agricole. Elle est due à l'exiguïté des superficies cultivables, la complexité de résolution du problème foncier et la prépondérance du système de culture traditionnel alors que le nombre de la population ne cesse de s'accroître

La baisse de production animale est une autre manifestation de ce problème d'insécurité alimentaire. Elle est due à l'incapacité des paysans à ne plus élever des animaux de ferme tels que porcs et vaches laitières, face aux difficultés de vie en milieu rural

La Commune connaîtra aussi une raréfaction des produits halieutiques, due à l'exploitation non optimisée de tous les potentiels aquacoles et la pratique de cette activité juste à titre de loisirs et non comme véritable activité porteuse.

Le faible recours des paysans aux institutions financières va pérenniser ce problème d'insécurité alimentaire. Les crédits sont attribués aux paysans riches en raison de la complication des procédures, du retard d'octroi de crédit et de l'incertitude des calendriers agricoles.

L'état des infrastructures routières va compliquer la résolution de ce problème vu les caractéristiques physiques du sol conjugués au climat, fragilisés par les moyens de transport tels que charrettes et camions.

Vers une difficulté d'intervention

La Commune connaîtra une difficulté d'intervention en matière d'actions de développement d'ici quelques années (croquis 8).

La faible capacité de négociation est une entrave étant donné que l'adhésion aux organisations paysannes est faible, et que les organisations sont en nombre insuffisant.

La hausse perpétuelle des impôts due à la non exploitation de l'assiette fiscale est démotivante. Or, en dépit des taxes sur les cheptels bovins et porcins, les vignettes sur les bicyclettes, charrettes, et télévisions, l'énorme besoin d'investissement de la Commune ne sera pas couvert.

2.2. Deuxième scénario : tendance vers la prospérité

2.2.1.) Un développement basé sur une vision

Nous partageons la vision des participants du dernier atelier de replanification PCD 2004, stipulant qu'en dix ans « *la Commune Rurale de Morarano sera une Commune prospère grâce à la collaboration fructueuse de la population, des gouvernants, et des partenaires techniques et financiers* » ...

2.2.2.) Des nouveaux fers de lance

Le tableau suivant résume les logiques d'intervention dans la Commune Rurale de Morarano d'après l'examen du PCD 2004, du PRDR de la Région Imerina Centrale 2001 et les travaux de terrain en Mai 2005.

Tableau 23 : Scénario 2 : Tendance vers la prospérité

Axe stratégique 1 : Exploitation de toutes les potentialités naturelles dans le but de créer des nouveaux emplois tout en préservant		
Objectifs globaux	Objectifs spécifiques	Pistes d'actions
Création des nouveaux emplois	Exploitation de toutes les potentialités naturelles Préservation de l'environnement	<ul style="list-style-type: none"> - Promotion de l'élevage piscicole - Ouverture de sites touristiques Station piscicole - Mise en place des petites unités de briqueterie et de menuiserie - Actions de reboisement, et de Défense et Restauration du Sol - Transfert de gestion des ressources naturelles dans la station forestière - Vulgarisation des techniques adaptées et appropriées
Axe stratégique n°2 : Accroissement et transformation de la production agricole dans le but d'assurer une autosuffisance alimentaire ainsi que d'améliorer le revenu de la population		
Atteinte de l'autosuffisance alimentaire	2.1 Accroissement de la production	<ul style="list-style-type: none"> - Appui en technique agricole améliorée - Approvisionnement en intrants et matériels agricoles - Développement de l'esprit de compétition - Réhabilitation des barrages et des canaux d'irrigation - Action de sensibilisation sur la sécurisation foncière
	2.2 Transformation de la production	<ul style="list-style-type: none"> - Information et formation des producteurs en matière de normalisation et de conditionnement - Multiplication des petites unités de transformation

Objectifs globaux	Objectifs spécifiques	Pistes d'actions
	2.3 Amélioration de sources de revenus	<ul style="list-style-type: none"> - Promotion de la culture maraîchère - Promotion de la filière vache laitière, et de la filière porcine - Création de GCV - Sensibilisation sur le crédit agricole
Axe stratégique n°3 : Amélioration de la qualité de services et accroissement des infrastructures sociales dans le but de mieux satisfaire la population		
Procuration du bien être de la population	3.1 Amélioration de la qualité de services sociaux	<p>Sur le plan sanitaire</p> <ul style="list-style-type: none"> - Renforcement du personnel, équipement, approvisionnement du CSB II - Création d'un nouveau CSB II - Campagne de lutte contre le sida, planning familial - Adduction d'eau potable <p>Sur le plan éducation</p> <ul style="list-style-type: none"> - Crédit d'une école préscolaire - Renforcement du personnel et équipement des nouveaux bâtiments d'EPP - Crédit d'une école professionnelle - Renforcement du personnel, équipement, mise en place bibliothèque et cantine scolaire <p>Sur le plan sports et loisirs</p> <ul style="list-style-type: none"> - Développement des échanges artistiques et sportifs - Aménagement d'un terrain de sport - Crédit d'une salle de fête

Objectifs globaux	Objectifs spécifiques	Pistes d'actions
Procuration du bien être de la population	3.1 Amélioration de la qualité de services sociaux	<p>Sur le plan urbanisme</p> <ul style="list-style-type: none"> - Action d'assainissement - Construction des douches et WC publics - Conception/promotion d'un plan d'habitat standard en milieu rural
	3.2 Accroissement des infrastructures économiques	<ul style="list-style-type: none"> - Electrification - Création d'un marché communal - Réhabilitation des axes routiers intercommunaux
Axe stratégique n° 4 : Augmentation et renforcement de capacité des organisations paysannes dans le but d'augmenter les relations de partenariat technique et financier		
Accroissement de capacité des organisations paysannes	4.1 Augmentation du taux d'adhésion dans les organisations paysannes	<ul style="list-style-type: none"> - Création des Organisations paysannes - Alphabétisation
	4.2 Renforcement de capacités des organisations paysannes	<ul style="list-style-type: none"> - Formation et encadrement de paysans - Formation en montage de projet
Axe stratégique n°5 : Amélioration de la rentrée de recettes fiscales dans le but d'accroître la capacité d'investissement de la Commune		
Augmentation de la capacité d'investissement de la Commune	5.1 Exploitation de toutes les potentialités fiscales	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation en matière de rentrée de ressources fiscales - Renforcement des moyens humains, matériels, et financiers des services décentralisés

Source : Auteur, Mars 2006

Cinq axes stratégiques ont été adoptés d'après ce tableau dans le but de réaliser cette vision de développement à savoir :

1. Exploitation de toutes les potentialités naturelles dans le but de créer de nouveaux emplois tout en préservant l'environnement
2. Accroissement et transformation de la production agricole dans le but d'assurer une autosuffisance alimentaire et d'améliorer le revenu de la population
3. Amélioration de la qualité de services et multiplication des infrastructures sociales dans le but de mieux satisfaire la population
4. Augmentation et renforcement de capacité des organisations paysannes dans le but raffermir les relations de partenariat technique et financier
5. Amélioration de la rentrée de recettes fiscales dans le but d'accroître la capacité d'investissement de la Commune

3. Le schéma d'aménagement recommandé

3.1. Un nouveau défi

3.1.1.) Un défi de rattrapage

Compte tenu des diversités du milieu naturel, de la répartition par âge et par effectif de la population, des infrastructures déjà en place, des opportunités économiques, et du degré d'organisation des villages, les objectifs retenus pour le développement de la Commune Rurale de Morarano seraient les suivants :

L'identification des nouveaux objectifs globaux est nécessaire afin de rendre opérationnel les axes stratégiques adoptées dans le tableau 23. Ainsi :

De nouveaux emplois sont à créer car la majeure partie de la population travaille dans l'agriculture alors que la superficie des terres cultivables est exiguë.

L'autosuffisance alimentaire est à atteindre vu la prédominance de la culture d'autosubsistance face à une population qui s'accroît très vite.

Le bien être de la population doit être procuré étant donné que cette population nombreuse devrait constituer une ressource humaine pouvant contribuer au développement.

La capacité de négociation technique et financière des organisations paysannes est à améliorer compte tenu de l'importance des activités à réaliser dans la Commune et des besoins de mobilisation de la population.

La capacité d'investissement de la Commune est à accroître étant donné que la Commune ne jouit pas des retombées d'activités économiques rentables puisque plusieurs aménagements doivent être encore effectués.

Ces objectifs globaux constituent de nouveaux défis en vue de rattraper le retard constaté dans le développement de la Commune.

3.1.2.) De la meilleure exploitation à la création

Ces objectifs généraux sont assortis d'objectifs spécifiques (tableau 23).

La création de nouveaux emplois est fondée sur l'exploitation de toutes les potentialités naturelles étant donné que nous sommes dans une Commune Rurale. Cette exploitation devrait être accompagnée d'une action de préservation dans le but d'assurer la pérennité des emplois en milieu rural.

La recherche de l'autosuffisance alimentaire est axée sur l'intensification de la production étant donné que la superficie cultivable est relativement faible. La transformation des produits y est par ailleurs rendue possible par l'électrification. L'introduction d'activités génératrices de revenus permettra enfin de diversifier l'alimentation et d'améliorer les qualités de vie.

La recherche d'un mieux être de la population est basée sur deux objectifs spécifiques. Il s'agit d'améliorer la qualité des services sociaux existants et de mettre en place de nouvelles infrastructures de proximité.

L'augmentation de la capacité de négociation des organisations paysannes est composée de deux objectifs spécifiques. Il s'agit d'améliorer le taux d'adhésion aux organisations en rapport au grand nombre de la population et de renforcer la capacité des OP ainsi créées vu leur caractère encore récent.

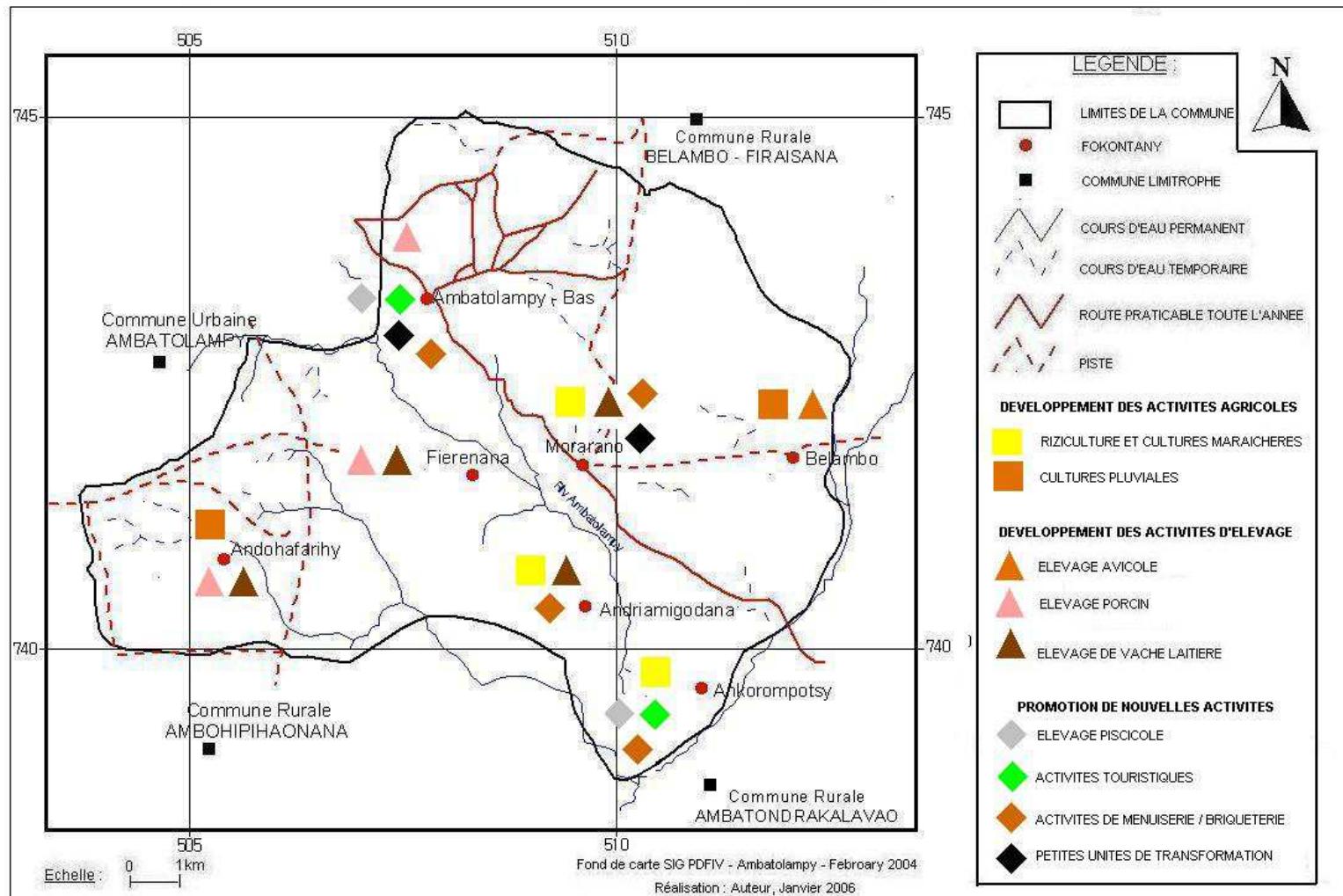
L'augmentation de la capacité d'investissement de la Commune repose sur un meilleur contrôle des activités déjà soumises à l'autorité communale et à l'exploitation des nouvelles ressources fiscales.

3.2. De nouvelles pistes d'actions

3.2.1.) Des aménagements induits à la création d'emploi

La figure suivante résume la description des actions à mener suivant les axes stratégiques 1 et 2 du tableau 23 :

Croquis 9 : Scénario 2 : De nouvelles pistes d'actions



L'élevage piscicole

Il concerne à la fois la pisciculture dans les lacs de la station forestière et piscicole d'Ambatofotsy Morarano, et dans les lacs privés à Ankorompotsy et la rizipisciculture dans les zones d'Ankorompotsy, Morarano et Fierenana (croquis 9).

Il faudrait réunir quelques conditions afin de mettre en œuvre cet aménagement : un effort de vulgarisation de la technique d'élevage piscicole de la part du CDR, un programme de rempoissonnement des alevins de la part de la Commune, une volonté de la part des organisations paysannes d'acheter les provendes dans le chef lieu du District, par exemples.

Les produits pourraient être placés soit dans les hôtels et restaurants traversés par la RN 7, soit les jours de marché dans le chef lieu du District ou les marchés environnants, voire chaque fin de semaine dans les grandes surfaces tananariviennes.

L'ouverture de sites touristiques

Ils peuvent être créés dans la station forestière et piscicole d'Ambatofotsy Morarano et dans les propriétés privées à Ankorompotsy (croquis 9).

De petites infrastructures pourraient être installées par les jeunes talentueux en menuiserie : chalets, toboggans, snack, ... pour remplir un côté fonctionnel et embellir le paysage forestier dans la Commune.

La randonnée en cheval, en vélo tout terrain (VTT), en canots, la pratique de la pêche, l'organisation de spectacles, la restauration peuvent être l'objet d'attraction de citadins pendant les week-ends et les jours fériés.

La mise en place de petites unités de briqueterie et de menuiserie

Cet aménagement concerne les zones pourvues de rizières, et dans les villages pourvus d'électricité (croquis 9).

Ce programme empêche la fuite de main d'œuvre habile et profite au travail des bois précieux en provenance de la forêt du pays « Betsimisaraka ». Certains organismes pourraient être sollicités pour financer de tels projets comme les institutions financières locales ou la direction de l'artisanat.

La proximité du chef lieu du District est un marché ouvert à la Commune vu l'habitude des gens à construire de grandes maisons.

Ces aménagements ne seront efficaces que s'ils sont accompagnés d'une action de préservation de l'environnement dont la vulgarisation des techniques améliorées, le processus de transfert de gestion des ressources naturelles, l'action de reboisement dans les zones en amont, et l'action d'entretien des réseaux hydro agricoles dans les zones en aval.

3.2.2.) Des actions en vue d'atteindre l'autosuffisance alimentaire

Quelques actions devraient être entreprises pour intensifier la production agricole en vue d'atteindre l'autosuffisance alimentaire de la Commune (croquis 9).

La vulgarisation des techniques améliorées

Il s'agit de la conduite des cultures en courbes de niveau, de la pratique du semis direct sur couverture végétale dans les collines et de la vulgarisation du système de riziculture intensive ou améliorée dans les rizières. Ce programme est bénéfique car il permet d'accroître la production agricole et en même temps de préserver les ressources naturelles.

Cette action pourrait être réalisée grâce à l'appui des partenaires techniques comme l'Association Nationale d'Actions Environnementales (ANAE), le Groupement de Semis Direct de Madagascar (GSDM), l'Association « Tefy saina. L'effort d'équipement en matériels et intrants agricoles de la part du ministère de tutelle ou du secteur privé : opération charrues et petits matériels agricoles, opération « engrais » et l'émulation à travers les concours agricoles sont aussi des facteurs favorables. Ces interventions seront encore facilitées avec la future mise en place de Centre de Services Agricoles (CSA) au niveau du District.

Au-delà de l'autosuffisance alimentaire, la production doit se tourner vers d'autres marchés qui sont encore susceptibles d'absorber le surplus de production : marché des Communes environnantes, marché du District, marché de gros tananarivien ...

La transformation de la production

Il s'agit de la mise en place des petites unités de transformation des produits agricoles dans les zones électrifiées (croquis 8). Ce programme est nécessaire car il permet d'améliorer la qualité alimentaire et de conserver plus longtemps les produits agricoles.

L'information et la formation des producteurs en matière de normalisation et de conditionnement et la recherche de financement pour ce programme pourraient être réalisés avec les organismes opérant dans le domaine de la sécurité alimentaire : Office National de Nutrition (ONN) par exemple.

Parmi ces dispositions, il peut notamment être envisagé la mise en place de petites unités de transformation des céréales en farine, des fruits en confiture, des pommes de terre en chips, du lait en produits dérivés comme beurre, fromage ou yaourt. La conquête de la partie orientale du District constitue un grand marché pour la Commune en matière d'écoulement de ces produits typiquement terroirs.

La promotion d'activités génératrices de revenus

Il faudrait introduire des activités génératrices de revenus comme la culture maraîchère, l'élevage des vaches laitières, et l'élevage porcin dans les zones les plus peuplées (croquis 8).

Plusieurs conditions favorisent la pratique de ces activités à savoir l'aptitude des conditions physiques, la proximité des revendeurs d'intrants et matériels agricoles, la présence des techniciens agricoles et la présence des institutions financières.

Le marché du District, les firmes industrielles dans le chef lieu de la Région, et les hôtels et restaurants le long de la RN 7 peuvent être le lieu de destination des légumes, de la viande ou du lait.

3.2.3.) Des actions pour procurer un bien être à la population

Le croquis 10 résume les actions à entreprendre suivant les axes stratégiques 3, 4 et 5 du tableau 23:

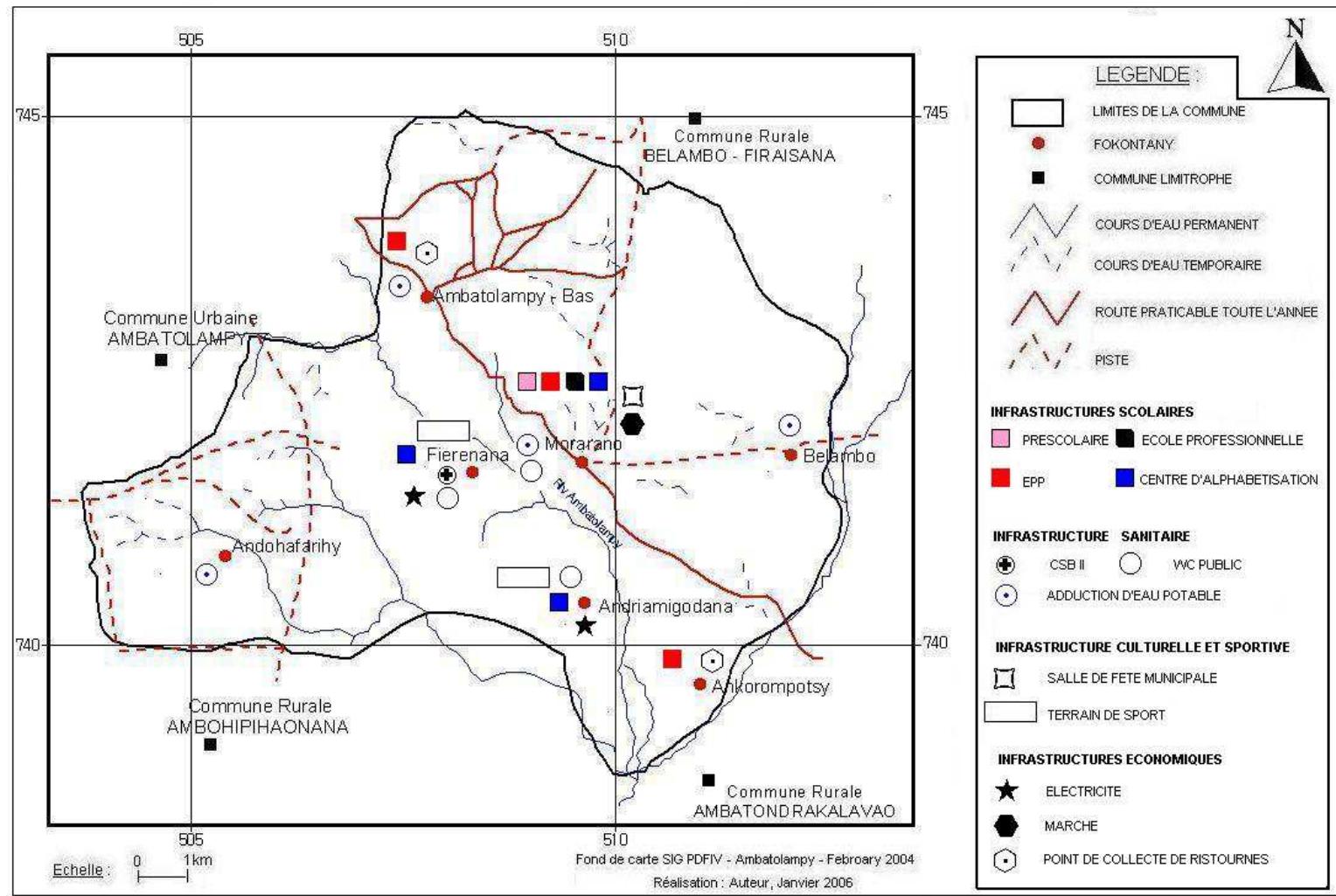
Amélioration de l'état sanitaire

Ce programme est basé sur quatre actions à savoir l'accroissement du taux d'accès au centre de santé par collaboration entre médecin et tradipraticiens, la reprise de construction du CSB II à Fierenana en sollicitant l'appui des organismes confessionnels (croquis 10), la mise en place d'un centre d'information sur la lutte contre le sida vu la mobilité spatiale de la population, et l'adduction d'eau potable par système gravitaire à commencer dans les villages situés en amont.

Amélioration de l'environnement scolaire

Elle est basée sur plusieurs actions dont l'amélioration du niveau d'instruction des nouvelles générations par la mise en place d'une école préscolaire, la réduction du taux de déperdition scolaire par la sensibilisation des parents et l'instauration d'un système de prime par le District sous forme de voyage ou bourse d'étude. L'amélioration de la qualité de service peut porter ensuite au niveau du CEG par la mise en place d'une bibliothèque informatisée en collaboration avec les diasporas, et d'une cantine scolaire en partenariat avec les associations féminines dans la Commune. L'amélioration peut enfin concerner le renforcement de capacité des jeunes qui veulent travailler immédiatement par la création d'une école professionnelle en bâtiment et travaux publics, en coupe et couture, en hôtellerie, ou en service ménager (croquis 10).

Croquis 10 : Scénario 2 : De nouvelles infrastructures



Promotion du sport et de loisirs

Elle peut être menée à deux niveaux soit à l'échelle scolaire pendant les journées des écoles, soit à l'échelle communale pendant les festivités du 26 juin. Les diverses forces vives dans la Commune devraient contribuer à la remise de prix. Le chef ZAP et le maire devraient aussi penser à la participation des lauréats aux concours ultérieurs : à l'échelle du District ou de la Région par l'octroi d'un budget spécial, ou la mobilisation de l'ensemble de la population par l'organisation d'un spectacle. La construction d'un nouveau terrain de sport et d'une salle de fête municipale contribuera certainement à l'amélioration de la performance des jeunes talentueux de la Commune. (croquis 10)

Amélioration de la qualité de l'habitat et embellissement du village

Elle peut être menée sous deux formes. Il s'agit d'une part d'organiser un concours d'embellissement extérieur à l'occasion des jours de fêtes : pâques, indépendance ou fin d'année pour les maisons existantes. Il faudrait d'autre part adopter progressivement une rigueur dans la délivrance des permis de construire pour les futures constructions. Au besoin, il pourra être promu par la Commune des modèles d'habitat constructible en fonction du pouvoir d'achat de la population.

Construction des nouvelles infrastructures économiques

Il s'agit de l'électrification des villages les plus peuplés par la recherche de partenariat technique et financier. Il faudrait aussi penser à la création d'un marché communal et la tenue de festivités économiques telles que foires, de commerce de gros, genre halles pour les produits en provenance de la partie orientale du District avec la Commune Urbaine : pomme de terre, bois précieux. Enfin, la réhabilitation des voies de communication reliant les chefs lieux de Villages au chef lieu de la Commune dans le cadre du projet filet de sécurité (croquis 10) constitue une priorité.

3.2.4.) Des actions en vue du renforcement de capacité des organisations paysannes

Un programme d'alphabétisation

Quelques idées sur la nécessité de se regrouper et de renforcer la capacité des organisations paysannes sont déjà avancées dans les recommandations sur la mise en œuvre du PCD et du PADR (cf. p 82) sauf en ce qui concerne le programme d'alphabétisation. Ce programme pourrait être mené dans la Commune en partenariat avec les organismes spécialisés dans ce domaine comme avec la Direction Allemande pour l'éducation des adultes (DVV).

3.2.5.) Des actions en vue d'augmentation de la capacité d'investissements de la Commune

Amélioration de l'assiette fiscale

Plusieurs actions pourraient améliorer l'assiette fiscale de la Commune. Il s'agit du renforcement de contrôle de vignettes de charrettes et de bicyclettes entrant et sortant de la Commune ou du prélèvement d'une taxe d'entretien routier pour les camionneurs de la partie orientale du District en collaboration avec la gendarmerie.

Il faudrait aussi explorer d'autres ressources à savoir les impôts fonciers et les taxes sur l'élevage dans le but d'améliorer l'encadrement technique de paysans.

Renforcement de capacité de la Commune

Plusieurs actions pourraient être menées pour renforcer les capacités de la Commune. Il s'agit d'organiser un voyage d'information pour le maire et les membres de la SCD en dehors de la Commune, la participation active à diverses réunions, formations ou ateliers de travail pour le personnel de la mairie : réunion de tous les maires de Madagascar, formation des agents comptables de la Commune, atelier de validation des différents plans. Le jumelage de la Commune avec d'autres Communes à Madagascar ou à l'étranger sera aussi un bon moyen de renforcement de cette capacité.

Il est prévu de mettre en place un Centre d'Appui aux Communes (CAC) par le Ministère de la Décentralisation et de l'Aménagement du Territoire. La Commune Rurale de Morarano pourrait être pris comme site pilote dans la réalisation de ce nouveau programme.

Conclusion partielle

A partir des suggestions émises dans cette troisième partie, nous attendons une meilleure efficacité de la transcription spatiale du PCD et du PADR compte tenu des recommandations avancées dont la plus importante est la réalisation d'un schéma d'aménagement intégrant ces deux plans.

La réalisation de ce nouveau schéma d'aménagement dans la Commune Rurale de Morarano sera un programme pilote dans l'une des 1 513 Communes Rurales à Madagascar en matière de planification spatiale intégrée à une planification sectorielle.

CONCLUSION GENERALE

Au terme de notre étude, nous pouvons dire que le Plan Communal de Développement (PCD) et le Plan d’Action pour le Développement Rural (PADR) ont saisi les contradictions sociales et économiques de la Commune Rurale de Morarano. Ces deux plans sont complémentaires étant donné que certains programmes inclus dans le premier document ne sont pas intégrés dans le second et vice versa. Cela presuppose qu’une zone même à une très petite échelle pourrait être à la fois l’objet de plusieurs planifications de développement. Par conséquent il faudrait voir de près toutes ces planifications avant de procéder à toute tentative d’aménagement.

Ces deux plans ont formé un ensemble cohérent d’intervention. Cette cohérence reste cependant d’une manière partielle car le PCD et le PADR sont articulés du point de vue conception mais recèlent plusieurs incohérences du point de vue opérationnel. Deux courants de planifications existent actuellement à Madagascar celui de l’échelle spatiale cas du PCD et celui du niveau sectoriel cas du PADR. A chaque planification, il faudrait tenir compte de ces deux courants pour qu’on puisse optimiser l’élaboration d’un schéma d’aménagement à l’échelle communale.

Le PCD et le PADR ont engendré des résultats visibles dans le paysage de la Commune Rurale de Morarano. Le taux de réalisations de ces deux plans reste toutefois très faible même si il a actuellement connu un léger accroissement : 12% pour le programme PCD et 39% pour le programme PRDR. Comme l’existence de planification suppose l’élaboration d’un schéma d’aménagement et que ce dernier devrait être traduit par une transformation au niveau du paysage, l’élaboration d’un schéma d’aménagement intégrant le plan de développement local et les plans de développement sectoriel est actuellement requise.

Ainsi conçu, nous estimons que le schéma d’aménagement répond d’une manière optimale aux besoins de la population tout en valorisant au mieux les ressources disponibles. A ces conditions, le principe de retenir la Commune comme unité de base du développement peut prendre toute sa dimension et contribuer à son tour au développement du District, de la Région, de la Province Autonome et de la Nation entière. Devant les difficultés de la vie que la population ressent au quotidien particulièrement en milieu rural, il est effectivement vital de procurer des services de proximité, obligatoirement matérialisés à la fois dans le temps et dans l’espace.

Ce travail comporte toutefois certaines limites. La zone d'étude n'est pas représentative de la plupart des Communes rurales habituelles car elle est peu enclavée et reste accessible pendant toute l'année. Le taux d'échantillonnage de ménage est aussi limité car il est à 5%. Le dernier point mais le plus important c'est l'absence d'un atelier de validation étant donné que l'élaboration d'un nouveau schéma d'aménagement requiert une validation. Est-ce que la mise en œuvre de ces recommandations et de ce schéma d'aménagement intégrant le PCD et le PADR aboutira à l'aménagement de la Commune Rurale ?

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages généraux

1. BLANC-PAMARD (C), 1990 : Les lieux du corps. L'exemple des communautés rurales des Hautes terres de Madagascar, in Colloque Ethnogéographies, CEGET/CNRS, Bordeaux, 30 p
2. CHEVALLIER (J), 1967 : Initiation à la planification, application à Madagascar, Guides d'initiation active au développement, Tananarive, 95 p
3. COMTE (J), 1967 : Les communes à Madagascar, Guides d'initiation active au développement, Tananarive, 104 p
4. JOSSET (G), 1990 : Aménagement villageois et du terroir, Maisonneuve et Larose, Paris, 148 p
5. MALDAGUE (M), 1992 : Planification fonctionnelle du développement rural intégré in Environnement Africain, p 108 – 116
6. MASSE (P), 1965 : Le plan ou l'anti-hasard, Les presses de l'imprimerie buissière, Saint Amand (Cher), France, 250 p
7. Ministère de l'Agriculture et du Paysannat, 1963 : Imerina, étude régionale, 1^{er} dossier : milieu physique, Tananarive, 75 p + annexes
8. Primate, 2005 : Programme National de Développement Rural, 102 p
9. Primate/EPP PADR, 2001 : Le Plan d'Action pour le Développement Rural, Tome 1, 80 p + annexe
10. RAUNET (M), 1980 : Les Bas-fonds et plaines alluviales des hautes terres de Madagascar, Reconnaissance morpho-pédologique et hydrologique, Aptitudes à la culture du blé de contre-saison, IRAT, 162 p + annexes
11. République Française, Ministère de la Coopération, République de Haute Volta, Ministère du Plan, 1977 : Méthode de planification du Développement Rural, Collection Méthodologie de la planification, Les Presses de Haurique-Périn, Paris, 100 p

12. Secrétariat d'Etat chargé de la Décentralisation et du Développement des Provinces Autonomes, 2002 : Guide d'élaboration d'un Plan Communal de Développement, 58 p
13. Sous la direction de NEMERY (JC) et WACHTER (S), 1994 : Gouverner les territoires, Editions de l'Aube, France, 198 p

Rapports

14. Anonyme, 1962 : Comment concevoir la mise en place des structures de développement ? 2 axes essentiels : la contrainte et la participation. Comment ces 2 attitudes vont-elles se manifester dans les actions de développement rural : les 3 optiques : technicienne, administrative et participationniste, 30 p
15. Coordonné par RAMIARAMANANA (J) et SANDRON (F), 2004 : Présentation des activités et des premiers résultats du programme 4D
16. Banque Mondiale, 2004 : Décentralisation à Madagascar, Collection une étude de la Banque Mondiale concernant un pays, Etats-Unis d'Amérique, 100 p
17. Bureau National Permanent de la Firaisan-kinan'ny Tantsaha eto Madagasikara (Coalition Paysanne de Madagascar), 2001 : Atelier national sur Les stratégies d'implication des paysans dans la mise en œuvre des politiques du développement rural, Antananarivo, 35 p
18. PAUT (M), 1999 : Etude des rôles des ONGs, collectivités et communautés locales en matière de gouvernance locale. Exemple du Menabe, zone pilote du PRE-COI, 27 p

19. PDFIV/MEF/GTZ, 2000 : Planifier ensemble l'avenir, 24 p
20. Primature/ EPPPADR & Cellule
FORMAFED, 2004 : Le PADR, 6 p
21. Primature/EPP PADR & Cellule
FORMAFED, 2004 : Le GTDR, 6 p
22. Primature/EPP PADR, 2002 : Résumé du Plan d'Action pour le Développement Rural, 8 p
23. RABEKOTO (B), 1996 : Formation en management, développement régional, et décentralisation, Washington DC, 10 p
24. RUFFEL, 1962 : Essai sur l'organisation administrative de Madagascar à l'heure du développement, 34 p
25. VIGNIER, 1960 : Le développement rural, Secrétariat d'Etat aux relations avec les Etats de la Communauté, Paris VII, 101 p

Mémoires de fin d'étude

26. RABARIJAONA (L), 2003 : Evaluation d'un schéma directeur d'aménagement de la Commune Rurale de Behenjy, 87 p + annexes
27. RAKOTOSON (D), 2005 : Mutation de la gestion de l'espace : la ferme de Betampona (Région Vakinankaratra), 100 p + annexes
28. RANDRIANARISOA (MF), L'apport du système d'information géographique dans l'aménagement de la Commune Rurale d'Alasora, 100 p + annexes
29. RATRIMOARIVONY (M), Paysage et sacralité : cas de Tsinjoarivo Ambatolampy. Hautes Terres Centrales malgaches, 121 p + annexes
30. TIANA (LN), 2003 : Elaboration d'un schéma directeur d'aménagement de la Commune Rurale d'Ambohipihaonana, 92 p + annexes
31. RAZAFIMAHATRATRA (V), Paysage et peuplement des anciennes concessions coloniales d'Analavory (Région de l'Itasy), 104 p + annexes

**Monographies, Plan Communal de Développement,
Programme Régional de Développement**

32. Ministère de l’Agriculture, de l’Elevage et de la Pêche/DSSE SSA, 2006 : Monographie de la Commune de Morarano, 10 p
33. Ministère de l’Agriculture/UPDR, 2001 : Monographie de la région d’Antananarivo (Direction Inter-Régionale de l’Agriculture Antananarivo), 310 p + annexes
34. Ministère de l’Agriculture /DGDR/DRDR Vakinankaratra, 2005 : Programme Régional du Développement Rural de Vakinankaratra
35. Ministère du Budget et du Développement des Provinces Autonomes/SG DGDPA DES, 2000 : Monographie Commune Rurale Morarano, Province Antananarivo, Fivondronana Ambatolampy, 21 p
36. Mponina ao amin’ny Kaomina Morarano, Servisy Teknika, Tsenam-baovao BSP, 2004 : Drafitr’asa fampandrosoana ny Kaominina Morarano. Fanabeazana, Fahasalamana, Fanatanjahan-tena sy fialam-boly, Famokarana, Harena voajanahary, Lalàna sy fitaterana, Fitantanana mahomby, 181 p
37. Mponina ao amin’ny Kaomina Morarano, Solon-tenan’ny Sampana’asa Teknika, Projet de Développement Forestier Intégré de Vakinankaratra, 2000 : Drafitr’asa fampandrosoana ny Kaominina Ambanivohitra Morarano, 107 p
38. Population de la Commune Rurale de Morarano, Services techniques, Bureau de Secrétariat Paysan, 2004 : Monographie de la Commune Rurale de Morarano, 50 p

39. Primature/EPP PADR, 2001 : Programme Régional de Développement Rural GTDR
1 – VAKINANKARATRA, 39 p + annexes
40. Primature/EPP PADR, 2001 : Programme Régional de Développement Rural GTDR
13 – IMERINA CENTRAL, 41 p + annexes
41. Province Autonome
d'Antananarivo, 2005 : Plan de Développement Régional Itasy, 78 p

Revues

42. Anonyme, 1984 : Le développement communautaire, in Agripromo n°45,
p 12 – 14
43. FAO, 1992 : Plan d'action pour la participation populaire au
développement in Conférence C 91/92, p 1 – 4
44. URFER (S), 1996 : La décentralisation comprenez là bien in Recherches et
documents, n°22, Institut Supérieur de Théologie et de
Philosophie de Madagascar, Etablissement
d'Antsiranana, p 21 – 37
45. VALETTE (J), 1962 : Ambatolampy, la capitale de l'Ankaratra in Le courrier
de Madagascar

Sites web

- <http://www.instat.mg>
- <http://www.madagascar-sage.org>
- <http://www.sos.réseaux.org>

ANNEXES

Liste des annexes

<i>Annexe 1 : Tableau d'occupation du sol</i>	<i>1</i>
<i>Annexe 2 : Répartition de la population</i>	<i>2</i>
<i>Annexe 3 : Infrastructures routières en 2003.....</i>	<i>2</i>
<i>Annexe 4 : Schéma des étapes d'une Planification Communale.....</i>	<i>3</i>
<i>Annexe 5 : Le Plan d'Action pour le Développement Rural</i>	<i>4</i>
<i>Annexe 6 : Les 20 Groupes de Travail de Développement Rural (GTDR).....</i>	<i>5</i>
<i>Annexe 7 : Organisations paysannes dans la C/R de Morarano en 2005</i>	<i>6</i>
<i>Annexe 8 : Nombre de participants à l'atelier PCD 2004</i>	<i>6</i>
<i>Annexe 9 : Les programmes aux PCD de la Commune Rurale de Morarano</i>	<i>7</i>
<i>Annexe 10 : Cadre logique du PADR.....</i>	<i>8</i>
<i>Annexe 11 : Budget de la C/R de Morarano Année 2003</i>	<i>9</i>
<i>Annexe 12 : Budget de la C/R de Morarano Année 2004</i>	<i>9</i>
<i>Annexe 13 : Bilan de programmes réalisé dans le PCD 2000 et 2001</i>	<i>9</i>
<i>Annexe 14 : Questionnaire Ménage</i>	<i>10</i>
<i>Annexe 15 : Questionnaire complémentaire pour les participants à la replanification PCD 2004.....</i>	<i>14</i>

Annexe 1 : Tableau d'occupation du sol

Occupation du sol	Superficie (en Ha)	Pourcentage par rapport à la superficie
Savane	361,3	9,2
Savane arborée	169,3	4,3
Culture pluviale	1 660,9	42,4
Rizières	1 026,9	26,2
Carrières	1,0	0,0
Plan d'eau		
Agglomération	700,8	17,9
Zones inondables (marais)		
Reboisement		
	3 920,2	100,0

Source : SIG PDFIV, Février 2004

Annexe 2 : Répartition de la population

Age	0–5ans		6–10ans		11–17ans		18–60ans		>60ans		Sous-total		Total
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	
Fokontany													
Ambatolampy Bas	129	121	92	99	112	112	256	255	50	52	639	639	1 278
Andohafarihy	130	134	108	118	137	130	264	268	40	41	679	691	1 370
Andriamingodana	187	179	133	134	144	145	341	342	69	71	874	871	1 745
Ankorompotsy	92	91	67	72	89	90	173	182	35	33	456	468	924
Belambo Est	101	105	93	92	121	122	203	204	36	38	554	561	1 115
Fierenana	150	152	129	129	144	147	325	324	57	59	805	811	1 616
Morarano	191	200	132	139	169	170	459	454	70	69	1021	1032	2 053
Total général	980	982	754	783	916	916	2021	2029	357	363	5028	5073	10 101

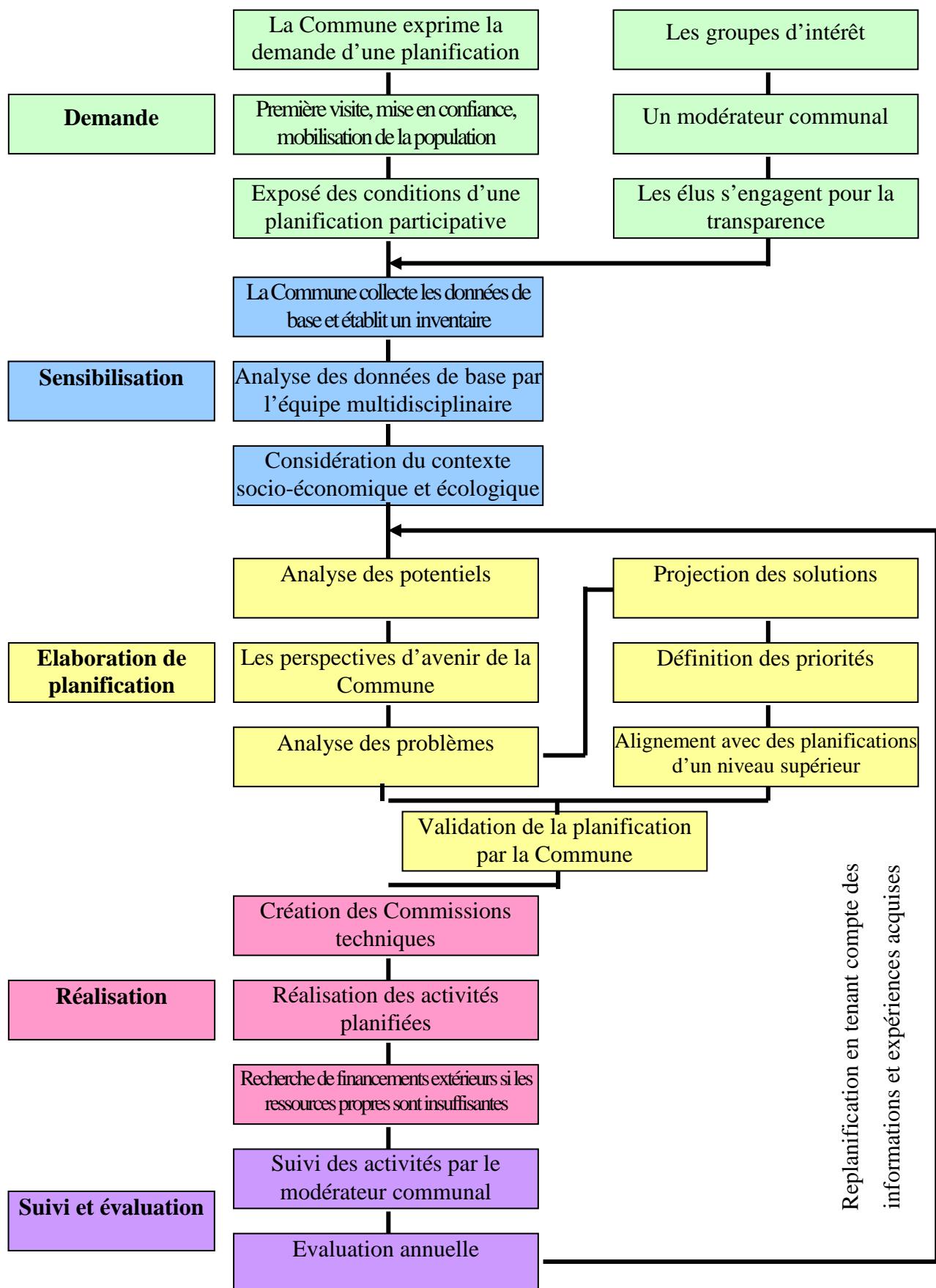
Source : Délégué Administratif d'Arrondissement Morarano, Mars 2005

Annexe 3 : Infrastructures routières en 2003

Routes et pistes	Distance (en Km)	Etat
Morarano – Ambatolampy Bas	4	En cours de réhabilitation
Morarano – Andriamingodana	4	Praticable toute l'année
Morarano – Belambo Est	2	En cours de réhabilitation
Morarano – Ankorompotsy	2	Mauvais état
Ankorompotsy – Ambatondrakalavao	2	Mauvais état
Morarano – RIP n°72	2	Mauvais état
Andriamingodana – Fierenana	4	Praticable toute l'année
Andriamingodana – Sahamadio	4	Praticable toute l'année
Belambo Est – Ambodirano	2	Mauvais état
Belambo Est – Antanifotsikely	1,5	Mauvais état
Belambo Est – Ambatoharanana	3	Mauvais état
Fierenana – Andohafarihy	3,5	Mauvais état
Fierenana – Andranovelona	3	Mauvais état
Ambatolampy Bas – Ambanimaso	5	En cours de réhabilitation
Andohafarihy – Antsiravaha	3	Mauvais état
Andohafarihy – Ihazolava	3	Praticable toute l'année
Andohafarihy – Andriamingodana	4	En cours de réhabilitation

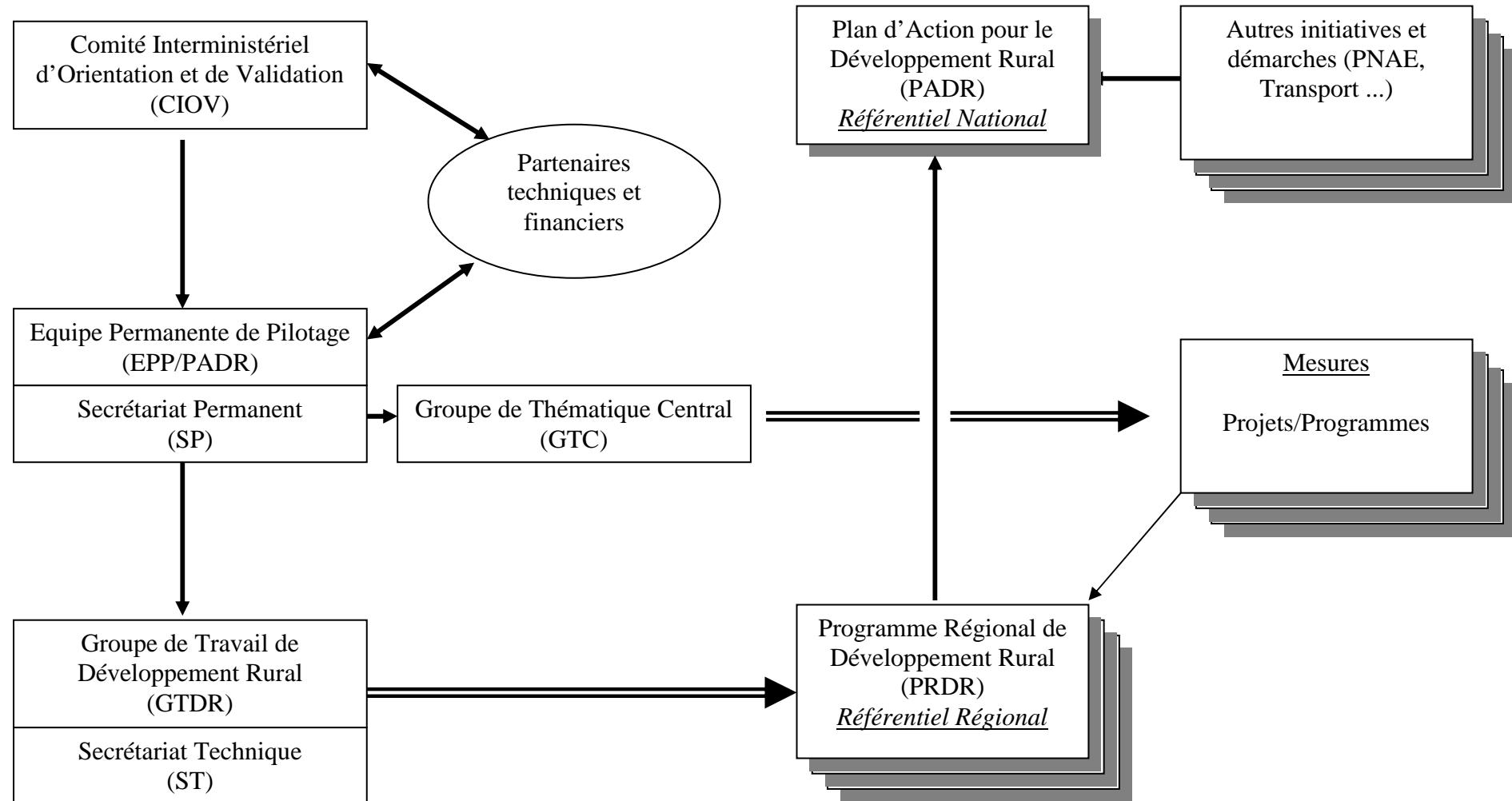
Source : Monographie de la Commune Rurale de Morarano 2004

Annexe 4 : Schéma des étapes d'une Planification Communale



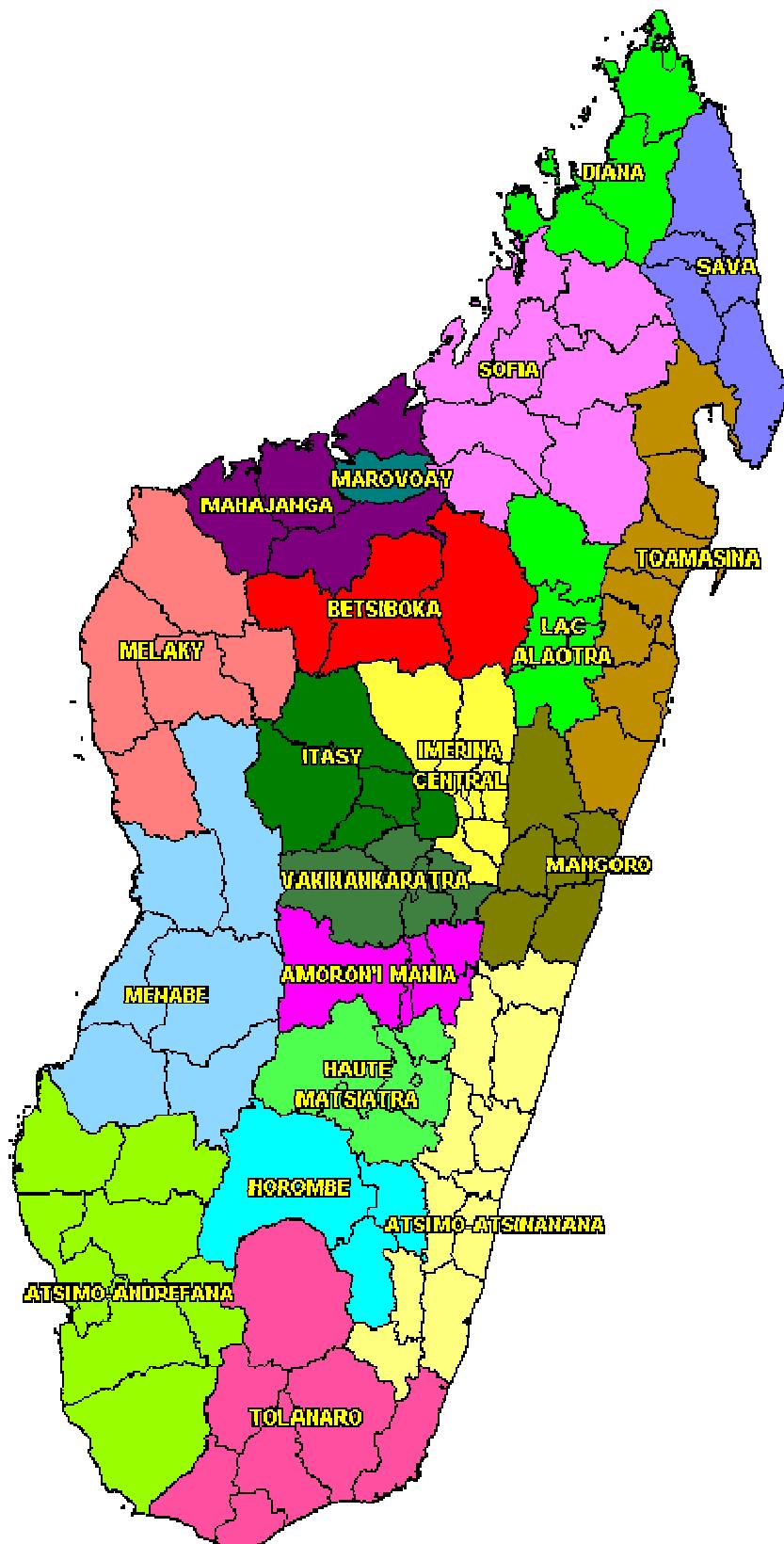
Source : PDFIV/MEF/GTZ, 2000

Annexe 5 : Le Plan d’Action pour le Développement Rural



Source : Primature EPP PADR, 2002

Annexe 6 : Les 20 Groupes de Travail de Développement Rural (GTDR)



Source : Primature/EPP PADR, 2001

Annexe 7 : Organisations paysannes dans la C/R de Morarano en 2005

N°	Dénomination	Localité	Date de création	Nombre membres
1	Fivoarana	Morarano	29/07/02	10
2	Farimbona	Morarano	14/05/04	12
3	Milanto	Andriamigodana	18/02/03	10
4	Sandratra	Ankorompotsy	10/11/97	
5	Fitabe	Belambo Est	18/11/98	8
6	Tokotelo	Belambo Est	19/05/03	9
7	Firaissantsoa	Belambo Est	15/09/03	
8	Miavotra	Belambo Est	16/06/04	12
9	Vatolampy	Ambatolampy Bas	19/06/98	10
10	Fandrosoana	Ambatolampy Bas	09/07/97	12
11	FTMMM	Ambatolampy Bas	29/07/94	12
12	Fivoarana	Ambatolampy Bas	11/11/02	11
13	Ambatomijoro	Ambatolampy Bas	1997	
14	Taratra	Ambatolampy Bas	19/08/02	14
15	Ezaka Aina	Fierenana	12/06/02	12
16	Mamy ny miaina	Fierenana	10/02/03	16
17	Fenosoa	Fierenana	10/02/99	
18	FIFOFIFA	Fierenana	01/04/98	
19	Felana	Fierenana	01/04/98	14
20	Hofilamatra	Fierenana	08/07/98	12
21	FTMM/Mivoa	Fierenana	2004	
22	MELP	Andohafarihy	2004	
23	EZAKA FRAM	Ankorompotsy	2004	

Source : Conseiller de Développement Rural, 2004

Annexe 8 : Nombre de participants à l'atelier PCD 2004

Village	Nombre d'habitants	Nombre de participants à l'atelier PCD 2004	Pourcentages participants
Morarano	1 937	16	17%
Andriamigodana	1 636	8	9%

Fierenana	1 520	12	13%
Andohafarihy	1 291	14	15%
Ambatolampy Ambany	1 187	12	13%
Belambo Atsinanana	1 013	13	14%
Ankorompotsy	837	12	13%
Techniciens		5	5%
	9 421	92	100%

Source : Monographie de la Commune Rurale de Morarano, 2004

Annexe 9 : Les programmes aux PCD de la Commune Rurale de Morarano

Commission	2000 – 2001	2004 - 2006
Education	6	29
Santé, sports et loisirs	6	30
Production	12	49
Ressources naturelles	7	11
Routes et transport	6	27
Bonne gouvernance	6	15
	43	161

Source : Monographie de la Commune Rurale de Morarano, 2004 & PCD de la Commune Rurale de Morarano, 2004

Annexe 10 : Cadre logique du PADR

<i>ORIENTATIONS</i>	<i>AXES STRATEGIQUES</i>	<i>PROGRAMMES</i>
1. Assurer une bonne gestion du monde rural par la définition et la mise en oeuvre des réformes institutionnelles et du cadre réglementaire	<p><i>1.1 Amélioration du cadre institutionnel et des structures d'accueil du PADR eu égard à la nécessité de la clarification des rôles et responsabilités des acteurs du développement rural</i></p> <p><i>1.2 Mise en place d'un environnement juridique et réglementaire favorable au développement rural</i></p>	<p>1.1.1 Réforme des Ministères et appui aux processus de Déconcentration/décentralisation</p> <p>1.1.2 Mise en place d'un système d'information sur le développement rural</p> <p>1.2.1 Adéquation et actualisation du cadre réglementaire</p>
2. Inciter l'émergence des acteurs économiques, partenaires du développement rural	<p><i>2.1 Modernisation de l'agriculture et développement des initiatives privées et du savoir-faire</i></p> <p><i>2.2 Diversification de la production et des exportations</i></p> <p><i>2.3 Développement et pérennisation du financement du monde rural</i></p>	<p>2.1.1 Promotion des organisations professionnelles agricoles</p> <p>2.1.2 Développement des filières et valorisation des produits</p> <p>2.1.3 Appui au développement des initiatives privées</p> <p>2.1.4 Restructuration du système d'enseignement et de formation agricole</p> <p>2.2.1 Promotion d'activités économiques non agricoles</p> <p>2.2.2 Promotion de la diversification des productions</p> <p>2.2.3 Développement des produits d'exportation</p> <p>2.3.1 Développement des systèmes de financement adaptés au monde rural</p>
3. Accroître et promouvoir la production agricole avec une utilisation optimale ainsi qu'une gestion durable des ressources et des infrastructures	<p><i>3.1 Application des techniques et technologies appropriées</i></p> <p><i>3.2 Préservation de l'environnement et gestion rationnelle des espaces ruraux</i></p> <p><i>3.3 Introduction des mécanismes d'organisation, de gestion et de développement des infrastructures</i></p>	<p>3.1.1 Recherche et vulgarisation</p> <p>3.1.2 Gestion et restauration de la fertilité et conservation des sols</p> <p>3.1.3 Santé animale et végétale</p> <p>3.1.4 Intensification de la production animale et végétale</p> <p>3.2.1 Gestion des ressources naturelles (forêts, bassins versants, pâturages, pêche...)</p> <p>3.2.2 Elaboration de Plans d'aménagement rural, extension de l'accès à la terre et intensification des actions de sécurisation foncière</p> <p>3.3.1 Programme intégré de réhabilitation des réseaux hydroagricoles (infrastructures d'irrigation, association des usagers de l'eau, bassins versants...)</p> <p>3.3.2 Développement et gestion des autres infrastructures rurales</p>
4. Assurer une disponibilité alimentaire suffisante dans toutes les régions	<p><i>4.1 Assurance d'une stabilité et d'une permanence des approvisionnements alimentaires</i></p> <p><i>4.2 Préparation aux urgences</i></p>	<p>4.1.1 Promotion des moyens de transport</p> <p>4.1.2 Développement, gestion intégrée et maintenance des infrastructures de Transport rural</p> <p>4.1.3 Développement et organisation des marchés</p> <p>4.2.1 Système d'alerte et de surveillance des catastrophes</p>
5. Développer les infrastructures sociales en vue d'améliorer l'accès aux services sociaux	<p><i>5.1 Accessibilité à l'eau potable</i></p> <p><i>5.2 Disponibilité des services sociaux de base</i></p> <p><i>5.3 Amélioration des conditions d'habitation</i></p>	<p>5.1.1 Accès à l'eau potable</p> <p>5.2.1 Mise en place de services de santé de proximité</p> <p>5.2.2 Mise en place de services d'éducation de proximité</p> <p>5.3.1 Promotion de logements décents</p> <p>5.3.2 Sécurité en milieu rural</p>

Annexe 11 : Budget de la C/R de Morarano Année 2003

Recettes		Dépenses	
Rubriques	Montant (Fmg)	Rubriques	Montant (Fmg)
Recettes propres	5 772 411	Fonctionnement	15 049 751
Subventions du Gouvernement	73 263 638	Dépenses du personnel	23 111 073
		Investissement	25 287 250
		<i>dont EPP</i>	9 359 000
		<i>dont CSB II</i>	15 928 250
	79 036 049		63 448 074

Source : Monographie de la Commune Rurale de Morarano en 2004

Annexe 12 : Budget de la C/R de Morarano Année 2004

Recettes		Dépenses	
Rubriques	Montant (Fmg)	Rubriques	Montant (Fmg)
Recettes propres	9 026 333	Fonctionnement	33 761 067
Subventions du Gouvernement	68 906 190	Dépenses du personnel	15 352 720
		Investissement	28 586 050
		<i>Dont CEG</i>	23 015 750
		<i>Dont EPP & CSB</i>	3 182 300
		<i>Dont routes et barrages</i>	2 388 000
	77 932 523		77 699 837

Source : Service de comptabilité de la Commune Rurale de Morarano, 2005

Annexe 13 : Bilan de programmes réalisé dans le PCD 2000 et 2001

Commission	Réalisés	En cours	Non réalisés	Total
Education			6	6
Santé, sports et loisirs		3	3	6
Production	1		11	12
Ressources naturelles	1		6	7
Routes et transport	2	2	2	6
Bonne gouvernance	1		5	6
	5	5	33	43

Source : Monographie de la Commune Rurale de Morarano, 2004

Annexe 14 : Questionnaire Ménage

Date :	Village :	Hameau :	N° :
--------	-----------	----------	------

Nom de l'enquêté :

A – HABITAT							
A1- Statut d'occupation	A2-Type de mur	A3-Type de toit	A4-Type de niveau	A5-Véranda	A6- Grenier	A7- Parcs à animaux	
1-Propriétaire 2-Locataire 3-Héritiers 4-Autre	1-Ciment 2-Briques 3-Terre battue 4-Bois 5-Autres	1-Tôle 2-Tuile 3-Chaume 4-Autres	1- 1 Etage 2- 2 Etages 3- 3 Etages 4- > 3 Etages	Avez-vous une véranda ? 1-Oui, 2-Non	Avez-vous un grenier ? 1-Oui, 2-Non	Avez-vous un parc à animaux ? 1-Oui, 2-Non	

B- INTERIEUR DU LOGEMENT							
B1- Approvisionnement en eau	B2- Source d'éclairage	B3- WC	B4- Cuisine	B5- Douche	B6- Fosse à ordures	B7- Combustibles	
1-Robinet 2- Borne fontaine 3-Puits 4-Source 5-Autres	1-Electricité 2-Pétrole 3-Bougie 4-Néant 5-Autres (bougie et pétrole)	1-Toilette 2-Fosse perdue 3-Latrines publiques 4-Dans la nature 5-Autres	Avez-vous une salle de cuisine ? 1-Oui, 2-Non	Avez-vous une douche ? 1-Oui, 2-Non	1-Bac à ordures 2-Incineration 3-Fosse 4-Composterie 5-Autres	1-Bois de chauffe, 2-Copeaux, 3-Charbon, 4-Pétrole, 5-Autres (débris végétaux)	

C- CHEF DE MENAGE							
C1- Sexe	C2-Age	C3-Origine	C4-Niveau d'étude	C5-Activités	C6- Activités secondaires	C7- Lieu	
1-Homme, 2- Femme	1- 10 - 20 2- 20 - 30 3- 30 - 40 4- 40 - 50 5- + 50 ans	1-Betsileo, 2-Ant/vo, 3- A/masina, 4-A/mamo 5- Autre (natif)	1-EPP, 2-CEG, 3-Lycée, 4Enseignement supérieur, 5-Autre	Est elle l'agriculture votre activité principale ? 1-Oui, 2-Non	Pratiquez vous une activité secondaire ? Si oui dans quel secteur ? 1-Secteur I, 2- Secteur II, 3- Secteur III	1-A/mpy, 2-Ant/be, 3- A/rivo, 4-M/kara 5-Autre	

D- MENAGE							
D1- Date	D2- Nombre	D3- Enfants	D4- Scolarisation	D5- Abandon scolaire	D6- Travailleurs	D7- Non travailleurs	
Date d'arrivée dans le Fokontany	Nombre de personnes dans la famille	Nombre d'enfants	Nombre d'enfants scolarisés	Nombre d'enfants qui ont abandonné	Nombre de personnes actives	Nombre de personnes en charge	

E- ACCES DU MENAGE AUX SERVICES SOCIAUX							
E1- Eglise	E2- CSB II	E3- Marché d'Ambatolampy	E4- Moyen de transport utilisé	E5- Quartier Mobile	E6- Bureau de la Commune	E7- Réunion du Fokonolona	
E1, E2, E3, E5, E6 : 1- 1/semaine, 2- 2/semaine, 3-1/mois, 4-1/trimestre, 5-1/semestre, 6-1/an, 7-Jamais, E4 : 1- A pied, 2- Bicyclette, 3- Charrette, 4- Auto, 5- Autres, E7 : 1- Régulièrement, 2- Irrégulièrement, 3- Jamais							
F8- Organisation paysanne	F9 - Motifs de non adhésion	F10- Impôt immobilier	F11- Impôt mobilier	F12- Assistance aux "famadihana"	F13- Assistance aux "hira gasy"	F14- Assistance aux festivités sportives	
F8 : 1- Oui, 2- Non, F9 : 1- Crainte, 2- Pas d'animateur, 3- Pas de temps, 4- Insuccès des autres OP, 5- Pas d'argent, 6- Autres : chacun a son idée, F10, F11 : 1- Entier, 2- Une partie, 3- Aucun, F12, F13, F14 : 1- 1/semaine, 2- 2/semaine, 3-1/mois, 4-1/trimestre, 5-1/semestre, 6-1/an, 7-Jamais							

G- AGRICULTURE							
G1- Propriétés	G2- Culture pratiquée	G3- Superficie (en are)	G4- Titre foncier	G5- Origine de propriété	G6- Mode d'exploitation	G7- Produit N°1	
G1 : 1- Colline, 2- Tête de vallon, 3- Rizières, G2 : 1- Cultures pluviales, 2- Cultures maraîchères, 3- Riz, 4- Cultures pluviales et riz "tanety", 5- Riz et pomme de terre de contre saison G4 : 1- Entier, 2- Une partie, 3-Aucun , G5 : 1- Héritage, 2- Achat, 3- Autres : Héritage et achat, 4- Terrain domanial, G6 : 1- Propriétaire, 2-Entraide, 3- Météavage, 4- Salariat agricole, 5- Fermage, G7 : 1- Riz, 2- Manioc, 3-Pataste douce, 4- Maïs, 5-Pomme de terre, 6- Taro, 7- Tomates, 8- Haricot sec							
G8- Technique d'exploitation	G9- Matériel agricole	G10- Engrais	G11- Quantité	G12- Insecticides	G13- Quantité	G14- Type de produit	
G8 : 1- Traditionnelle, 2- Améliorée, 3- Mixte, G9, G11, G13 : 1- Suffisant, 2- Moyen, 3- Insuffisant, G10 : 1- N'utilise pas, 2- Fumure organique, 3- Engrais chimique, 4- Fumure organiques et engrais chimiques, 5- Autres, G12 : 1- N'utilise pas, 2- Fabrication locale, 3- Acheté, 4- Mixte, G14 : 1- Consommé, 2- Vendu, 3- Consommé et vendu, 4- Pour alimentation animale							

H- ENVIRONNEMENT								
H1- La topographie	H2- Le climat		H3- Le sol		H4- L'eau	H5- L'ensablement	H6- Faunes et flores	H7- La forêt
La topographie pose t-elle un problème pour votre aménagement ?	Principaux faits marquants au cours des 5 dernières années		La qualité du sol ces 5 dernières années		Problème d'eau ces 5 dernières années	L'ensablement des rizières ces 5 dernières années	Les espèces qui sont disparues ces 5 dernières années	Si on revient à 5 ans passés,

H1 : 1- Oui, 2- Non, **H2** : 1- Sécheresse, 2- Grêle, 3- Cyclone, 4- Invasion de criquets, 5- Autres : Gel, **H3** : 1- Amélioré, 2- Inchangé, 3- Dégradé, 4- Fortement dégradé, 5- Autres, **H4** : 1- Insuffisance d'eau, 2- Inondation, 3- Insuffisance d'eau et inondation, **H5** : 1- Très important, 2- Important, 3- Moyen, 4- Pas de problème, **H6** : 1-Oui, 2- Non, **H7** : 1- Plus d'arbres que maintenant, 2- Pas de changement , 3- Moins d'arbres que maintenant

I- ELEVAGE ET PECHE						
I1- Pratiquez vous de l'élevage ?	I2- Si oui, Qu'est ce que vous élevez ?	I3- Effectif cheptel	I4- Vaccination	I5- Types d'élevage pratiqué ?	I6- Pratiquez vous de la pêche ?	I7- Si oui, Où est ce que vous la pratiquez ?

I1 : 1- Oui, 2- Non, **I2** : 1- Bovin, 2- Porcin, 3- Ovin, 4- Avicole, 5- Bovin et avicole, 6- Bovin et porcin, 7- Porcin et avicole, 8- Bovin, porcin et avicole, **I4** : 1- Oui, 2- Non, **I5** : 1- Autoconsommation, 2- Vente, 3- Mixte, **I7** : 1- En rizière, 2- En étang , 3- A la rivière

J- ENVIRONNEMENT DE LA PRODUCTION						
J1- Fréquence de passage de techniciens	J2- Accès au service vétérinaire	J3- Acquisition de nouveaux intrants	J4- Assistance aux réunions des OP	J5- Moyen d'accès aux informations	J6- Accès au crédit agricole	J7- Remboursement des emprunts

J1 : 1- 1/semaine, 2-1/mois, 3- 1/trimestre, 4- 1/semestre, 5- 1/an, 6-Jamais, **J2** : 1- 1/semaine, 2-1/mois, 3- 1/trimestre, 4- 1/semestre, 5- 1/an, 6-Jamais, **J3** : 1- 1/semaine, 2-1/mois, 3- 1/trimestre, 4- 1/semestre, 5- 1/an (on achète dès qu'on a un surplus d'argent), 6- On n'en achète jamais tant que ce n'est pas hors d'usage, **J4** : 1- 1/semaine, 2-1/mois, 3- 1/trimestre, 4- 1/semestre, 5- in 1/an, 6-Jamais, **J5** : 1- Radio, 2- Télé, 3- Journal, 4- Affiche, 5- Autres : n'ont même pas de poste radio, **J6** : 1-Oui, 2-Non, **J7** : 1- Pas de problème, 2- On a du vendre quelque chose, 3- On a du fait un autre emprunt, 4- N'ont pas pu remboursé, 5- Autres

K- LES PLANS DE DEVELOPPEMENT EN MILIEU RURAL						
K1- Le PCD	K2- Le PRDR	K3- La représentativité	K4- L'effectif des représentants	K5 - Le service rendu par les représentants	K6- Le contenu du PCD	K7- Le niveau de vie depuis 2001

K1, K2 : 1- N'en ont jamais entendu parler, 2- En ont déjà entendu une seule fois, 3- En ont entendu souvent, **K3** : 1- Satisfaisant , 2- Non satisfaisant, **K4** : 1- Suffisant, 2- Insuffisant, **K5** : 1- Satisfaisant, 2- Non satisfaisant, K6 : Au courant car ont été informés, 2- Vaguement au courant sans information, 3- N'en ont jamais entendu parler, **K7** : 1- Amélioré, 2- Inchangé, 3- Dégradé

L- PARTICIPATION AU DEVELOPPEMENT						
L1- Election de maire	L2- Réunion de développement	L3- Participation	L4- La charge de participation	L5 - Les réalisations dans le cadre du PCD	L6- Le travail réalisé est il utile pour vous ?	L7- Implication dans le travail réalisé

L1, 1-Oui, 2-Non, **L2** : 1- N'a jamais manqué à aucune réunion, 2- S'y rend quand c'est possible, 3- N'y vas jamais, **L3** : 1- Matériel, 2- Main d'oeuvre, 3- Argent, 4- Matériel et main d'oeuvre, 5- Main d'oeuvre et argent, 6- Matériel et argent, **L4** : 1- Trop, 2- Moyen, 3- Insuffisant, **L5** : 1-Oui, 2-Non, **L6**, **L7** : 1-Oui, 2-Non

M- QUESTIONNAIRES COMPLEMENTAIRES		
M1 - PROBLEME	M2- SOUHAIT	M3- OBSERVATIONS

Annexe 15 : Questionnaire complémentaire pour les participants à la replanification PCD 2004

A1- LES RESPONSABILITES DE CHAQUE MEMBRE		
1- Y a t-il une formation spécifique pour vous préparer à vos responsabilités ? 1- Oui, 2- Non		
2- Si oui : 1- Par mois, 2- Par trimestre, 3- Par semestre, 4- Par an		
3- Ce qui vous accapare le plus dans les fonctions assumées : 1- Se réunir, 2- Recevoir des visiteurs, 3- Travailler, 4- Suivre une formation, 5- Autres		
4- Moyen d'accès habituel aux informations : 1- Radio, 2- Télé, 3- Journal, 4- Affichette, 5- Autres		
5- Fréquence d'écoute d'information : 1- une fois toutes les 6h, 2- une fois toutes les 12h, 3- une fois par jour, 4- une fois par semaine, 5- une fois par mois		
6- Le problème dans la réalisation de votre tâche : 1- Problème de temps, 2- Manque d'information, 3- Problème d'argent, 4- Autres		

B1- LE PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT		
1- Connaissance du processus PCD : 1- Suffisant, 2-Moyen, 3- Insuffisant		
2- Degré de prise en compte des besoins de la population : 1-Suffisant, 2- Moyen, 3- Insuffisant		
3- Vitesse de mise en œuvre : 1- Rapide, 2- Moyen, 3- Lent		
4- Implication de la population pour pérenniser les acquis : 1- Responsable, 2- Moyen, 3- Irresponsable		

C1- PARTICIPANTS A L'ELABORATION		
1- Effectif: 1- Suffisant, 2- Moyen, 3- Insuffisant		
2- Si insuffisant, on devrait rajouter du : 1- Techniciens, 2- Représentants de la population, 3- Autorités locales, 4- Opérateurs économiques, 5- Autres collèges		
3-Moyen de choisir les représentants par Fokontany : 1- Désignés ou 2- Elus		
4- Avez-vous fait une préparation avant l'atelier : 1- Oui, 2- Non		

D1- CONNAISSANCE DU CONTEXTE ET DES PLANS DE DEVELOPPEMENT				
1- DSRP	2- VINA	3- PRDR	4- PRD	5- PVD
1- Suffisant, 2- Moyen, 3- Insuffisant				

E1- LES ENTREPRISES QUI ONT PARTICIPE A LA MISE EN ŒUVRE DES PLANS DE DEVELOPPEMENT		
1- Vitesse de travail : 1- Rapide, 2- Moyen, 3-Trop		
2- Prise en compte du contexte de développement durable : 1- Oui, 2- Non		
3- Prise en compte des travaux déjà réalisés : 1- Oui, 2- Non		

F1- PROBLEMES QUI ENTRAVENT LA REALISATION DES PLANS DE DEVELOPPEMENT EN MILIEU RURAL	

G1- SOUHAITS POUR LA BONNE REALISATION DE CES PLANS	

TABLES DES ILLUSTRATIONS

Liste des croquis

Croquis 1 : Le District d'Ambatolampy	3
Croquis 2 : La Commune Rurale de Morarano	8
Croquis 3 : Occupation du sol	10
Croquis 4 : Zones de concentration de population	16
Croquis 5 : Infrastructures sociaux et économiques.....	23
Croquis 6 : Connaissance du PCD par la population	45
Croquis 7 : Connaissance du PADR par la population.....	46
Croquis 8 : Scénario 1 : Tendance vers la pauvreté	96
Croquis 9 : Scénario 2 : De nouvelles pistes d'actions	105
Croquis 10 : Scénario 2 : De nouvelles infrastructures	110

Liste des figures

Figure 1 : Courbe ombrothermique de la station météorologique d'Ambatolampy.....	12
Figure 2 : Evolution du nombre de naissances et de décès entre 1994 et 1997.....	15
Figure 3 : Fréquentation d'église par la population.....	17
Figure 4 : Pratique de la cérémonie d'exhumation.....	18
Figure 5 : Etat des infrastructures routières en 2003	24
Figure 6 : Activité de la population.....	26
Figure 7 : Systèmes de production agricole	28
Figure 8 : Les responsables, leurs rôles respectifs et le processus PADR.....	39
Figure 9 : Fréquence des participations aux réunions des membres d'organisations paysannes	50
Figure 10 : Répartition de participants à l'atelier PCD 2004	52
Figure 11 : Préparation des participants avant l'atelier de replanification	53
Figure 12 : Niveau de connaissance du PCD et du PRDR par les membres de la SCD.....	55
Figure 13 : Les programmes au PCD de la Commune Rurale de Morarano.....	60
Figure 14 : Les programmes PRDR 2001 de la Région Imerina Centrale	62
Figure 15 : Les programmes PRDR 2005 de la région Vakinankaratra.....	63
Figure 16 : Budget de la Commune Rurale de Morarano Année 2003 et 2004	68
Figure 17 : Bilan de projets réalisés dans les premiers PCD.....	70

Liste des tableaux

Tableau 1 : Evolution de la couverture forestière au cours des 5 dernières années	13
Tableau 2 : Répartition de la population par âge et par sexe en 2005.....	14
Tableau 3 : Type de mur et de toit.....	18

Tableau 4 : Type de niveau et de véranda	19
Tableau 5 : Approvisionnement en eau et source d'éclairage	20
Tableau 6 : Utilisation de latrines et de salle de bain	20
Tableau 7 : Type de cuisine et de combustibles	21
Tableau 8 : Moyen de déplacement dans la Commune	25
Tableau 9 : Moyen d'acquisition d'information.....	25
Tableau 10 : Activité complémentaire	27
Tableau 11 : Fréquentation du marché par la population	29
Tableau 12 : Niveau d'étude atteint par les chefs de ménage	47
Tableau 13 : Connaissance du contenu du PCD 2004.....	47
Tableau 14 : Organisations paysannes en 2004.....	48
Tableau 15 : Intégration des programmes PCD 2004 dans le PRDR 2001	57
Tableau 16 : Prise en compte des programmes PRDR 2001 dans le PCD 2004.....	58
Tableau 17 : Participation de chefs de ménage aux réunions.....	65
Tableau 18 : Moyens de participation de la population au développement	65
Tableau 19 : Bilan de projets réalisés dans le PCD en cours	71
Tableau 20 : Niveau de vie des ménages de 2001 à 2005	73
Tableau 21 : Synthèse des forces et des faiblesses de la Commune.....	84
Tableau 22 : Synthèse des opportunités et des menaces de la Commune	91
Tableau 23 : Scénario 2 : Tendance vers la prospérité.....	99

Liste des planches photographiques

Photo 1 : Morarano, le chef lieu de la Commune.....	7
Photo 2 : Une population jeune, cas d'Andohafafirihy.....	14
Photo 3 : Déplacement des gens sur la RIP n°72	24
Photo 4 : Pratique de culture fourragère d'une Organisation paysanne à Fierenana.....	49
Photo 5 : Un travail communautaire de construction routière à Ankorompotsy	66
Photo 6 : Forte occupation d'une EPP à Andriamigodana	72
Photo 7 : Construction de CSB II inachevée à Fierenana	72
Photo 8 : Spectacle de « Hira gasy » dans une cour d'école à Andriamigodana.....	74
Photo 9 : Cohabitation des hommes avec les animaux chez un paysan à Ankorompotsy.....	75
Photo 10 : Décortiquerie à Morarano	87

TABLE DES MATIERES

<i>Remerciements</i>	<i>i</i>
<i>Résumé</i>	<i>ii</i>
<i>Liste des sigles et acronymes</i>	<i>iii</i>
<i>Glossaire</i>	<i>iv</i>
<i>Sommaire</i>	<i>v</i>
 INTRODUCTION.....	1
 PREMIERE PARTIE : MORARANO, LIEU DE CONVERGENCE DU PCD ET DU PADR	6
Chapitre I : Morarano, une Commune Rurale sur les Hautes Terres centrales	7
1. Une Commune Rurale de la Région Vakinankaratra	7
1.1. Une Commune Rurale du District d'Ambatolampy.....	7
1.2. Une Commune Rurale au piémont de l'Ankaratra.....	9
2. Une population rurale des Hautes Terres centrales	14
2.1. Une population jeune inégalement répartie.....	14
2.2. Une population rurale typique des Hautes Terres centrales	17
3. Une infrastructure et une activité économiques précaires.....	22
3.1. Une faible couverture des infrastructures.....	22
3.2. Une prédominance de l'agriculture de subsistance	26
 Chapitre II : Le PCD et le PADR : deux planifications complémentaires	30
1. Le PCD : une planification spatiale.....	30
1.1. Madagascar à l'heure du PCD.....	30
1.2. Morarano à son troisième PCD	32

2. Le PADR : une planification sectorielle	34
2.1. Madagascar à l'heure du PADR.....	34
2.2. Morarano à son deuxième PRDR.....	37
3. Le PCD et le PADR : les articulations d'intervention	39
3.1. Madagascar : l'heure de planification à double sens.....	39
3.2. Morarano, l'exemple concret d'une désarticulation.....	41
Conclusion partielle.....	42
 DEUXIEME PARTIE : DISTORTIONS ENTRE PLANIFICATION ET REALISATION ..	43
Chapitre III : Le PCD et le PADR : écarts entre la conception et la mise en œuvre.....	44
1. Le PCD et le PADR : décalage de connaissance et d'appropriation.....	44
1.1. Une faible connaissance de plans par la population.....	44
1.2. Une faible intégration dans les Organisations Paysannes	48
2. La Structure Communale de Développement : un exemple des carences d'organisation	52
2.1. Une composition insuffisamment conçue	52
2.2. Des participants insuffisamment organisés	53
3. Le PCD et le PADR : insuffisance d'alignement.....	56
3.1. Une démarche insuffisamment cohérente	56
3.2. Des programmes insuffisamment alignés	56
 Chapitre IV : Le PCD et le PADR : écarts entre la priorisation et la réalisation	60
1. Le PCD et le PADR : une forte priorisation de programmes.....	60
1.1. Un quadruplement du programme PCD.....	60
1.2. Un doublement du programme PRDR	61

2. Le PCD et le PADR : des moyens non proportionnels aux priorisations	64
2.1. Des moyens humains et techniques insuffisants	64
2.2. Des moyens matériels et financiers insuffisants	67
3. Le PCD et le PADR : une faible réalisation de programmes	70
3.1. Des PCD peu efficaces	70
3.2. Un PRDR insuffisamment efficace	73
Conclusion partielle.....	76

TROISIEME PARTIE : VERS UN SCHEMA D'AMENAGEMENT INTEGRANT PCD ET PRDR

Chapitre V : Le PCD et le PADR : quelques recommandations	78
1. Recommandations au niveau du PCD	78
1.1. Une meilleure implication des villageois	78
1.2. Une recomposition et un renforcement de capacité de la SCD	79
2. Recommandations au niveau du PADR	80
2.1. Une mise à jour et une révision des échéances du PRDR	80
2.2. Une réforme du collège et une valorisation du savoir faire local.....	81
3. Recommandations au niveau du PCD et du PRDR.....	82
3.1. Meilleure sensibilisation de la population.....	82
3.2. Coopération SCD - GTDR	83

Chapitre VI : Le nouveau schéma d'aménagement intégrant PCD et PRDR	84
1. Morarano : plus d'atouts que de contraintes	84
1.1. Une force et une faiblesse à égalité	84
1.2. Plus d'opportunités que de menaces	91

2. Morarano : entre deux scénarios d'aménagement.....	95
2.1. Premier scénario : tendance vers la pauvreté	95
2.2. Deuxième scénario : tendance vers la prospérité	98
3. Le schéma d'aménagement recommandé	103
3.1. Un nouveau défi	103
3.2. De nouvelles pistes d'actions	104
Conclusion partielle.....	113
 CONCLUSION GENERALE	114
 <i>Bibliographie</i>	116
<i>Annexes</i>	121
<i>Tables des illustrations</i>	1
<i>Tables des matières</i>	124